



# **RAPPORT**

du

## **TRIBUNAL CANTONAL**

de l'Etat de Fribourg

sur l'administration de la justice  
pour l'exercice

**2001**

---

# **RECHENSCHAFTSBERICHT**

des

## **KANTONGERICHTES**

des Staates Freiburg

über die Tätigkeit der Gerichtsbehörden  
im Jahre

**2001**



## SOMMAIRE / INHALTSÜBERSICHT

	page / Seite
• <b>Partie générale</b>	5 ss
• <b>Allgemeiner Teil</b>	23 ff.
• <b>Partie statistique / Statistischer Teil</b>	
<b>A. Tribunal cantonal / Kantonsgericht</b>	41 ss / 41 ff.
<b>B. Ministère public / Staatsanwaltschaft</b>	76 / 76
<b>C. Tribunaux d'arrondissement /     Bezirksgerichte</b>	77 ss / 77 ff.
<b>D. Juges d'instruction /     Untersuchungsrichter</b>	96 ss / 96 ff.
<b>E. Justices de Paix /     Friedensgerichte</b>	100 ss / 100 ff.
<b>F. Chambre pénale des mineurs /     Jugendstrafkammer</b>	104 ss / 104 ff.
<b>G. Préfectures / Oberämter</b>	112 ss / 112 ff.
• <b>Règlements, circulaires et directives / Reglemente, Rundschreiben und Richtlinien</b>	115 ss / 115 ff.



**AU GRAND CONSEIL**  
**du canton de Fribourg**

---

Monsieur le Président,  
Mesdames et Messieurs les Députés,

Conformément aux art. 64 de la Constitution du canton de Fribourg et 94 de la loi d'organisation judiciaire (LOJ), nous avons l'honneur de vous adresser notre rapport annuel sur l'administration de la justice dans le canton.

## **1. Considérations générales**

### ***1.1. Transparence et information***

a) La mode est, semble-t-il, et pour quelque temps encore, aux "enquêtes de qualité". "Sonder un échantillon", comme on l'a fait dans un canton, sur la durée d'une procédure, le comportement du juge en audience, le port de la robe, l'utilité d'une cafétéria à disposition des parties ou du public ou la position surélevée du tribunal dans le prétoire n'apparaît pas dépourvu d'intérêt. Et, une fois de plus, certaines des améliorations souhaitées ne dépendront que de la volonté de l'autorité politique de mettre à disposition de la justice les moyens nécessaires. Mais, faut-il le rappeler, les qualités personnelles du juge seront toujours déterminantes dans l'œuvre de justice qu'il est difficile de servir quand la surcharge de travail est importante et durable.

Aujourd'hui, la jurisprudence est souvent diffusée sur internet et elle est largement publiée par les médias. Elle n'est plus seulement commentée par les professeurs de droit mais encore par les journalistes et le peuple. Ces critiques doivent aussi retenir l'attention des tribunaux même si elles n'ont aucun caractère scientifique. En revanche, le Tribunal cantonal constate que

des membres de son autorité de surveillance et d'élection ont porté publiquement des appréciations sur des jugements pénaux susceptibles de recours. Le Tribunal cantonal pourrait comprendre que ces interventions suscitent des doutes sur son indépendance, que ses arrêts exaucent ou non les vœux de ces députés.

**b)** Le Tribunal cantonal a adopté le 17 mai 2001 le Règlement sur l'information du public en matière pénale prévu par l'art. 72 al. 4 CPP (cf. ci-après p. 116 ss). Ce Règlement a été bien accueilli par les tribunaux et les journalistes. Sa mise en œuvre n'a pas posé de difficultés majeures.

**c)** Le site internet du Tribunal cantonal est en création; celui de l'Office cantonal des faillites et des Offices des poursuites a été publié la première fois durant l'été 2001.

**d)** La procédure pénale consécutive à la dénonciation déposée le 4 septembre 2000 par le Tribunal cantonal pour violation du secret de fonction (cf. Rapport pour l'exercice 2000, p. 5 let. d) est toujours pendante auprès de l'Office des juges d'instruction.

### ***1.2. Conséquences de l'entrée en vigueur de nouvelles lois et propositions***

**a)** En général, les présidents des tribunaux civils d'arrondissement maîtrisent bien le nouveau droit du divorce. Certains constatent que celui-ci prolonge les procédures à cause du délai de réflexion de deux mois prévu à l'art. 111 al. 2 CC.

Les époux requièrent souvent des mesures protectrices de l'union conjugale pour aménager leur séparation avant leur divorce; il s'agit de régler la garde des enfants, le droit de visite, la contribution à l'entretien des enfants et de l'épouse. En première instance, le nombre de ces procédures a doublé en deux ans (1999: 70; 2000: 84; 2001: 142). En 2001, la 1<sup>e</sup> Cour d'appel a été saisie de 17 recours (1998: 0; 1999: 0; 2000: 4). La procédure d'appel peut s'étendre sur plusieurs mois à cause des délais légaux de 30 jours, de la possibilité de l'appel joint et de l'obligation, si les parties n'y renoncent pas, de fixer des débats, quand il ne faut pas rouvrir la procédure probatoire. La durée de cette procédure n'est pas convenable quand elle concerne les aliments indispensables à une famille ou le sort des enfants; elle peut aussi encourager les recours dilatoires.

Le Tribunal cantonal vous *propose* de bien vouloir étudier la possibilité de soumettre les mesures protectrices à une procédure plus rapide (cf. ATF 127 III 474 consid. 2b/bb p. 478) et d'instituer les tribunaux d'arrondissement comme autorité de recours.

**b)** Aujourd'hui, *la médiation* est de plus en plus évoquée comme une solution adéquate à la résolution des conflits, d'ordre familial par exemple. En ce qui concerne la délinquance juvénile, cf. le ch. 7.2 ci-après. Cette voie mériterait d'être explorée.

**c)** L'évolution des faits sociaux et économiques a aussi des conséquences sur l'administration judiciaire qui peuvent se résumer ainsi : concentration, spécialisation, professionnalisation (à preuve, le tribunal pénal économique, les trois tribunaux des baux, la commission de surveillance en matière de privation de liberté à des fins d'assistance, l'office des juges d'instruction). Il n'en va pas autrement pour l'administration tutélaire. Le système de milice des justices de paix a atteint ses limites. La difficulté à repourvoir certaines vacances de juges de paix plaide pour une *réduction* des 29 cercles de justices de paix et pour une certaine *professionnalisation* de la fonction de juge de paix et/ou de celle de greffier de paix; cette dernière fonction l'est d'ailleurs déjà dans certains cercles. La révision en cours du droit de la tutelle ne serait qu'un prétexte si elle était invoquée pour reporter, une fois de plus, l'étude d'une nouvelle organisation tutélaire et de la surveillance des autorités tutélares.

**d)** La possibilité légale de subordonner l'assistance judiciaire au paiement d'une contribution mensuelle, outre qu'elle ménage les deniers de l'Etat, devrait inciter les plaideurs à plus de modération.

Comme déjà dit dans le Rapport pour l'exercice 2000 (p. 6), l'encaissement de la contribution mensuelle représente un travail supplémentaire important pour les greffes, alors que certains d'entre eux, en particulier le greffe de la Chambre pénale des mineurs (cf. ch. 7.1 ci-après), ne disposent pas d'un personnel suffisant. Ne faut-il pas revenir à l'intention première du législateur, soit la *centralisation* de la gestion de l'assistance judiciaire au Département de la justice, qui "devrait apporter une amélioration et permettre un meilleur suivi des dossiers" (Message du Conseil d'Etat du 30 mars 1999 accompagnant le projet de loi sur l'assistance judiciaire, ch. VI, BGC 1999 p. 670). La proposition du président de la Chambre pénale des mineurs de transférer tous les comptes à un office centralisé (ch. 7.1 ci-après) va dans le même sens.

e) "La Commission de justice reçoit de la part du Tribunal cantonal toutes les plaintes déposées contre les juges ou les membres des autorités soumises à surveillance et les décisions prises à la suite de ces plaintes" (art. 33 al. 1 let. d de la loi portant règlement du Grand Conseil, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001). Cette transmission à la Commission de justice pose de sérieux problèmes, sous l'angle du secret de fonction et de la séparation des pouvoirs, quand le dossier révèle le nom de personnes étrangères à la procédure disciplinaire.

f) Les demandes de récusation manifestement infondées pourraient conduire à une paralysie de l'appareil judiciaire si elles devaient se multiplier. Des dénonciations pénales téméraires ont été déposées contre des juges cantonaux et des magistrats de première instance. Ce phénomène concerne aussi les juges des autres cantons et même les juges fédéraux.

Dans sa détermination du 17 avril 2001 sur la motion Kanis Lehmann concernant la création d'une juridiction spéciale pour les membres des autorités judiciaires et de la police, le Tribunal cantonal s'interrogeait sur l'opportunité de subordonner à une autorisation de prise à partie la procédure pénale contre un membre du Tribunal cantonal ou du Tribunal administratif (art. 366 al. 2 let. b CP) et, d'autre part, d'attribuer au Tribunal cantonal la compétence de classer les plaintes ou dénonciations déposées contre des magistrats de première instance ou des juges d'instruction qui sont abusives, téméraires ou qui apparaissent d'emblée mal fondées. Il appartient à l'autorité politique de *décider des mesures* propres à contrer les procédés qui visent le blocage de l'activité judiciaire.

g) Vu la difficulté de tenter une conciliation lorsque les parties sont assistées d'un avocat stagiaire, ce qui est souvent le cas dans les causes civiles plaidées à l'assistance judiciaire, il paraît opportun d'examiner si la représentation des parties devant le Tribunal cantonal ne devrait pas être réservée aux seuls avocats patentés. Cette solution pourrait aussi avoir pour résultat une diminution des recours, car l'avocat patenté pourrait plus facilement convaincre son client de renoncer à un recours dont les chances de succès sont faibles.

## **2. Le Tribunal cantonal**

### **2.1. Commentaire de la statistique**

#### **a) En général**

Le nombre des affaires enregistrées est stable par rapport à l'année précédente (2001: 1263; 2000: 1268). Cela se vérifie pour la I<sup>e</sup> Cour d'appel civil: 70 en 2000 et 71 en 2001, la Cour d'appel pénal: 76 en 2000 et 80 en 2001, ainsi que pour la Chambre du registre du commerce. La Chambre pénale et son président ont enregistré une hausse des affaires de 6,5% (2001: 828; 2000: 777) et la Chambre des poursuites et des faillites une hausse de 9,4% (2001: 128; 2000: 117). Quant aux affaires enregistrées au rôle de la II<sup>e</sup> Cour d'appel civil, elles ont diminué de 17% par rapport à 2000 (2000: 151; 2001: 125).

La charge de travail du Tribunal cantonal et de ses diverses sections reste très importante. Le concours des juges suppléants a été sollicité en cas de récusation des juges cantonaux. Dans dix affaires, un juge suppléant a fonctionné comme rapporteur. Dans quatre affaires, dont une affaire de la Cour plénière, une Cour composée exclusivement de juges suppléants a été constituée en raison de la récusation de tous les juges cantonaux. En considération de la charge actuelle du Tribunal cantonal, l'aide des juges suppléants devrait pouvoir être requise plus fréquemment.

S'agissant de la récusation des membres des autorités soumises à surveillance, renvoi soit à la partie statistique (let. A ch. 11).

#### **b) Pouvoir disciplinaire**

Le Tribunal cantonal a statué sur une plainte contre un juge d'instruction et sur une plainte contre un juge de paix. Après avoir pris des renseignements, il n'a pas ouvert d'enquête et a classé ces plaintes.

Le Tribunal cantonal a en outre traité sept plaintes contre des avocats. Dans quatre cas, le Tribunal cantonal n'a pas ouvert d'enquête et a classé les plaintes après avoir pris des renseignements. Dans trois cas, il les a classées d'emblée comme manifestement infondées.

## **2.2. Abrogation de circulaires et directives**

A la suite des propositions des experts Piquerez et Cornu, le Tribunal cantonal a décidé, dans sa séance plénière du 15 février 2001, d'abroger toutes les circulaires et directives de la Chambre d'accusation sur l'instruction pénale, prises sous l'ancien droit (cf. Liste des circulaires et directives abrogées, p. 128 ss).

## **2.3. Inspections annuelles du Tribunal cantonal**

Conformément à la loi (art. 97 al. 2 LOJ), le Tribunal cantonal a inspecté tous les greffes des tribunaux d'arrondissement et des chambres des tutelles, ceux des tribunaux des baux, celui de l'Office des juges d'instruction et de la Chambre pénale des mineurs, ainsi que tous les secrétariats des préfectures. Il a inspecté la Commission de surveillance en matière de privation de liberté à des fins d'assistance ainsi que les greffes des justices de paix (art. 7 LOT) où il y avait eu un changement du juge de paix ou du greffier au cours des douze derniers mois, ainsi qu'un certain nombre d'autres greffes de justices de paix selon le rythme quadriennal adopté depuis un certain nombre d'années déjà. Le Tribunal cantonal a en outre inspecté l'Office cantonal des faillites et tous les Offices de poursuites (art. 14 LP et 13 LELP), de même que les bureaux du registre du commerce (art. 5 de la loi du 2.2.1938). Pour l'an 2001, cela a représenté au total 48 inspections réparties sur 20 journées.

Le Tribunal cantonal a consacré sa séance plénière du 29 novembre 2001 à l'examen des rapports d'inspection.

## **2.4. Personnel**

**a)** Quelques changements sont intervenus dans la composition du Tribunal cantonal et du personnel de son greffe.

**aa)** M. le juge Paul-Xavier Cornu a été nommé à la tête des Services d'état-major du Ministère public de la Confédération. Dans sa nouvelle fonction, il secondera le procureur général de la Confédération et son suppléant. Il a démissionné avec effet au 31 décembre 2001.

Né en 1950, M. Cornu a obtenu sa licence en droit en 1974 à l'Université de Fribourg, où il a ensuite travaillé comme assistant à la Faculté de droit. De 1977 à 1984, il a été greffier-chef du Tribunal cantonal. En 1984, M. Cornu a été élu juge cantonal. Il a présidé le Tribunal cantonal en 1991 et 1997, la

Chambre d'accusation (Chambre pénale dès décembre 1998) de 1996 à 2000, la Cour d'appel pénal en 2000 et 2001 et la Cour de cassation civile de 1986 à 1994. Il est rédacteur du Journal des Tribunaux depuis 1980. Sa grande expérience, son sens du droit, sa modération étaient en particulier appréciés dans le jugement des causes pénales pour lesquelles il avait une prédilection. Affable et courtois, M. le juge Cornu a toujours entretenu de bonnes relations avec ses collègues et ses collaborateurs qu'il savait motiver. Ses qualités d'excellent organisateur ont assuré la bonne gestion de la Chambre pénale, à laquelle il a toujours appartenu. M. Cornu a donné l'essentiel et le meilleur de ses forces au service de la justice pendant quelque 25 ans.

Nous souhaitons à M. Cornu beaucoup de satisfactions dans sa nouvelle activité.

Le 8 novembre 2001, le Grand Conseil a élu, pour le remplacer, M. Hubert Bugnon, docteur en droit, avocat, Président du Tribunal de l'arrondissement de la Sarine. M. Bugnon est entré en fonction le 1<sup>er</sup> janvier 2002.

**bb)** Elue juge fédérale par l'Assemblée fédérale le 12 décembre 2001, Mme la juge Fabienne Hohl a démissionné avec effet au 31 janvier 2002.

Mme Hohl, née en 1956, a obtenu en 1979 sa licence en droit à l'Université de Fribourg, puis son brevet d'avocat en 1984 et son doctorat l'année suivante. Après des recherches à l'Université de Californie et à l'Institut Max-Planck de Hambourg, elle dépose en 1993 sa thèse d'habilitation sur la "réalisation du droit et les procédures rapides" et obtient le titre de privat-docent en 1996. Elle a travaillé comme adjointe scientifique auprès de la Ire Cour civile du Tribunal fédéral. En 1996, elle est la première femme élue au Tribunal cantonal. Mme Hohl a présidé le Tribunal cantonal en 2000 et la Chambre des poursuites et des faillites en 2000 et 2001. Parallèlement à son activité judiciaire, Mme Hohl a exercé celle de professeure associée à l'Université de Fribourg et de professeure invitée à l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne.

Durant son court passage au Tribunal cantonal, Mme Hohl a fait la preuve par l'acte de son ardeur au travail et de ses compétences juridiques, notamment en droit civil. Plusieurs arrêts où elle était rapporteur ont heureusement rappelé les règles procédurales élémentaires à suivre dans la confection des mémoires et les conséquences fâcheuses de leur négligence.

Nous nous réjouissons que les compétences de Mme Hohl aient été reconnues sur le plan fédéral et nous souhaitons que l'exercice de la haute charge à laquelle elle a été brillamment élue lui apporte les satisfactions attendues.

Pour la remplacer, le Grand Conseil a élu le 21 décembre 2001 M. Georges Chanez, avocat, Président du Tribunal de l'arrondissement de la Broye. M. Chanez est entré en fonction le 1<sup>er</sup> février 2002

**cc)** M. Thomas Meyer, greffier adjoint, avocat, a présenté sa démission avec effet au 31 décembre 2001 pour pratiquer dorénavant le barreau. En fonction depuis le 1<sup>er</sup> septembre 1993, très bon juriste, consciencieux et habile rédacteur, M. Meyer a assumé ses tâches avec efficacité et compétence. Nous le remercions pour sa précieuse collaboration. Pour le remplacer, le Tribunal cantonal a fait appel à M. Tarkan Göksu.

**b)** Le greffe se compose de deux greffiers à plein temps et de deux greffières à mi-temps, tous de langue française, et de deux greffiers à mi-temps de langue allemande. Le greffier chef consacrant une part importante de son temps aux affaires du plenum, à la gestion administrative et à la surveillance du personnel, l'engagement d'un greffier supplémentaire s'impose.

### **3. Les Tribunaux d'arrondissement**

#### ***a) En général***

Le volume des affaires civiles reste stable. Le nombre des causes pénales relevant du juge de police a augmenté de 12% par rapport à l'an 2000; les procédures devant le tribunal pénal ont diminué de 39%.

La charge de travail des tribunaux reste importante. Le Tribunal cantonal rappelle (cf. Rapport pour l'exercice 1999, p. 8) qu'elle ne peut être supportée que grâce à la collaboration de greffiers compétents. Ces derniers sont actuellement en général moins bien rémunérés que les juristes de l'administration, alors qu'ils assument des responsabilités égales, si ce n'est supérieures. Il est donc nécessaire de revoir à la hausse les conditions salariales de ces précieux auxiliaires de la justice afin qu'elles correspondent mieux à leur formation et à leurs responsabilités.

#### ***b) Tribunal de l'arrondissement de la Sarine***

De la mi-mai à la mi-août 2001, M. le président André Waeber, par ailleurs vice-président du Tribunal du Lac, a été en charge des affaires courantes de ce tribunal pour décharger le président Markus Ducret pendant que celui-ci traitait, comme juge d'instruction spécial, quatre affaires pénales importantes à l'enquête. D'autre part, durant l'année 2001, le Tribunal pénal économique, présidé par M. Waeber, a été saisi de trois affaires. L'étude de ces dossiers a largement occupé le temps de ce président. En conséquence, depuis le mois de mai 2001, les deux autres présidents du tribunal pénal se sont répartis entre eux tous les dossiers enregistrés.

Selon M. Peter Rentsch, vice-président en charge des affaires de langue allemande, le tribunal doit être doté de tout le personnel de langue allemande nécessaire, car les collaborateurs du Tribunal d'arrondissement de la Singine sont déjà très chargés.

Pour remplacer M. Hubert Bugnon, le Collège électoral a élu M. Jérôme Delabays, jusqu'alors greffier adjoint auprès du tribunal.

Le service comptable compte deux personnes à plein temps depuis 20 ans; vu l'augmentation considérable du volume de travail, cela est aujourd'hui insuffisant. Le greffier demandera une personne supplémentaire pour l'année 2003. Le Tribunal cantonal appuie cette demande.

Le tribunal et le registre du commerce emménageront dans leurs nouveaux locaux en août 2002.

#### ***c) Tribunal de l'arrondissement de la Singine***

La situation est restée très tendue en 2001 (cf. Rapport pour l'exercice 2000, p. 11). Les présidents constatent que le traitement des affaires et leur assignation connaissent d'importants retards, qui ne pourront pas être résorbés dans un proche avenir.

#### ***d) Tribunal de l'arrondissement du Lac***

Le président Markus Ducret, chargé de quatre enquêtes pénales par le Tribunal cantonal à la suite de la récusation des juges d'instruction alémaniques, a pu en clôturer deux et est sur le point d'en liquider une troisième.

Pour décharger le président Ducret, le vice-président Waeber s'est chargé des affaires courantes durant trois mois (cf. ch. 3b ci-devant).

#### **e) Tribunal de l'arrondissement de la Broye**

Le président Georges Chanez s'est occupé de trois enquêtes pénales; une de ces affaires, volumineuse, a été renvoyée au Tribunal pénal économique.

Les travaux de rénovation du greffe ont commencé à la mi-décembre 2000. Ils ont été interrompus du mois d'avril à la mi-décembre 2001. Ils devraient être terminés à la fin septembre 2002.

Pour remplacer M. Chanez, le Collège électoral a élu M. Jean-Luc Baechler.

### **4. L'Office des juges d'instruction**

Les juges d'instruction produisent chaque année à la Chambre pénale une liste des affaires en cours. Les affaires vieilles de plus d'un an font l'objet d'un examen attentif lors de l'inspection annuelle et, au besoin, lors d'inspections intermédiaires. Le Grand Conseil est informé chaque année sur les affaires en suspens et les affaires liquidées par l'intermédiaire du rapport du Tribunal cantonal sur l'administration de la justice. Le rapport du Président de l'Office des juges d'instruction, destiné au Tribunal cantonal, est transmis d'office à la Commission de justice.

Dans son rapport, le président de l'Office relève que les 84% des dossiers ouverts durant l'année 2001 ont pu être clos, mais que les anciens dossiers – ouverts depuis plus d'une année – sont en augmentation par rapport à l'an 2000 : alors qu'on en comptait 111 à la fin de l'année 2000, ils étaient au nombre de 152 à la fin de l'année 2001, dont 12 antérieurs au 31 décembre 1997. La plupart de ces 12 dossiers sont des dossiers volumineux ; les changements de juges qu'a connus l'Office ces dernières années et la vacance du poste d'expert-comptable durant près de 18 mois n'ont pas permis une instruction suffisamment rapide de ces dossiers.

L'Office a enregistré 13'595 dossiers en 2001 (2000: 13'766). Les juges d'instruction ont prononcé 352 refus d'ouverture de l'action pénale (2000: 245), 289 ordonnances de classement concernant des auteurs identifiés (2000: 125), 495 ordonnances de non-lieu (2000: 709), 3 ordonnances de

transmission à la Chambre pénale (2000: 20), 204 ordonnances de renvoi aux juges de répression (2000 : 200), 4574 ordonnances pénales (2000: 4427), dont 390 ont été frappées d'opposition (2000: 353), 1025 ordonnances de conversion d'amendes (2000: 1021) et exécuté 97 commissions rogatoires nationales et internationales (2000: 106). Ils ont également ordonné 244 mises en détention préventive (2000: 243), dont les 70% (2000: 52%) ont été inférieures à 14 jours. Ces chiffres sont donc stables par rapport à l'année précédente.

En moyenne, chaque juge a en permanence 234 dossiers en cours, soit légèrement moins que l'année précédente (246). Néanmoins, compte tenu des impératifs de l'instruction contradictoire, le traitement en parallèle d'un tel nombre de dossiers demeure une charge de travail élevée qui empêche une liquidation rapide des affaires. En outre, chaque juge assume un service de permanence de 6 semaines durant l'année et un service de permanence subsidiaire de 6 semaines également, week-end compris.

Le président de l'office doit consacrer les trois quarts de son temps à la gestion de l'office. Il a pu être remplacé ponctuellement par le vice-président, auquel diverses tâches de même ordre ont pu être déléguées. Le juge Carlo Bulletti a démissionné avec effet au 30 septembre 2001. Il a été remplacé par le juge Olivier Thormann, auparavant substitut du Procureur général et qui est entré en fonction le 10 décembre 2001. La juge LAVI de langue allemande, Nicole Koch, engagée à 10%, a pu bénéficier d'un temps de travail de 10% supplémentaire en 2001. Cette juge a démissionné en cours d'année pour se consacrer uniquement à son activité principale de vice-présidente de la Chambre pénale des mineurs. Pour la remplacer, le Collège électoral a, le 11 décembre 2001, élu Mme Franziska Bolliger, qui entrera en fonction au printemps 2002. Le poste de conseiller économique a été repourvu le 1<sup>er</sup> août 2001.

La nécessité d'attribuer un greffier titulaire à chaque juge a été reconnue par le Tribunal cantonal (cf. Rapport sur l'administration de la justice pour l'exercice 2000, p. 13). La renonciation provisoire au poste d'adjoint du conseiller économique et le transfert d'un poste de greffier des tribunaux d'arrondissement ont permis de doter le greffe, en 2001, de 6,5 greffiers. Des stagiaires ont été engagés pour que chaque juge dispose d'un greffier à plein temps. La possibilité de transférer des postes supplémentaires des tribunaux d'arrondissement à l'Office est en cours d'examen.

Le Tribunal cantonal a répondu le 30 novembre 2001 à la résolution du Grand Conseil du 9 novembre 2001 concernant le dossier de la Caisse d'épargne et de prêt de Bösinggen.

## 5. Les Justices de paix et l'administration tutélaire

a) La Chambre des tutelles du Tribunal cantonal a la haute surveillance sur les Chambres des tutelles des tribunaux d'arrondissement (art. 7 LOT); celles-ci ont la surveillance de l'administration tutélaire dans leur arrondissement (art. 4 LOT). Le Tribunal cantonal a inspecté, dans l'arrondissement de la Veveyse, la justice de paix du 2<sup>ème</sup> cercle, à Châtel-St-Denis, dans l'arrondissement de la Gruyère, les justices de paix du 2<sup>ème</sup> cercle, à Charmey, du 4<sup>ème</sup> cercle, à Vuippens, et du 6<sup>ème</sup> cercle, à Vaulruz, dans l'arrondissement de la Glâne, celle du 1<sup>er</sup> cercle, à Villaz-St-Pierre, dans l'arrondissement de la Singine, celle du 2<sup>ème</sup> cercle, à Tavel, dans l'arrondissement de la Sarine, les justices de paix des 1<sup>er</sup>, 2<sup>ème</sup>, 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> cercles, à Farvagny, Prez-vers-Noréaz, Belfaux et Fribourg, ainsi que celles des quatre cercles de l'arrondissement de la Broye.

Certains juges de paix signalent une augmentation dans leur cercle du nombre de tutelles et de curatelles, de nombreux jeunes étant incapables de se gérer. Un greffier de paix note, au contraire, qu'à la suite d'une révision de dossiers, la justice de paix a suggéré à plusieurs pupilles de requérir la levée de leur tutelle ou curatelle.

Un juge délégué de la Chambre des tutelles du Tribunal cantonal a rencontré, le 7 mai 2001, deux Présidents de l'arrondissement de la Sarine pour discuter des moyens d'améliorer la surveillance des autorités tutélaires et l'appui qu'elles souhaitent.

b) Selon les juges de paix des quatre cercles de la Broye, le personnel du greffe centralisé, composé d'une greffière à plein temps et d'une secrétaire à 60%, est insuffisant pour traiter et assurer le suivi régulier des dossiers. Les justiciables sont insatisfaits, les décisions leur étant communiquées avec passablement de retard. Les absences et les vacances de la greffière posent problème, personne n'étant en mesure de la remplacer. Un poste supplémentaire de greffier à 40% serait nécessaire d'après les juges de paix.

c) Le nouveau droit du divorce accordé à l'autorité tutélaire, soit la justice de paix, des compétences plus étendues en matière de droit de visite, par exemple. Les inspections du Tribunal cantonal et des chambres des tutelles d'arrondissement ont révélé la difficulté à résoudre certains conflits, notamment à cause de la langue, de la mentalité ou de la confession de parents d'origine étrangère.

d) Plusieurs justices de paix relèvent les bonnes relations qu'elles entretiennent avec l'Office cantonal des mineurs et le bon travail de ce service. Toutefois, elles déplorent le retard avec lequel les rapports d'enquête sont déposés. Pour le Tribunal cantonal, il est urgent que l'autorité compétente établisse *les causes de ce retard* et que, le cas échéant, l'Office soit doté d'un personnel suffisant pour accomplir les tâches légales qui doivent être remplies avec diligence, dans l'intérêt des mineurs en difficulté.

e) En 2001, les justices de paix du canton se sont constituées en une Conférence. Les buts poursuivis sont une meilleure coordination, une uniformisation des pratiques, une référence pour les autres autorités, l'échange d'expériences et la formation continue. La Conférence est pourvue d'un bureau où chaque arrondissement est représenté; il est présidé par M. Pierre-André Tissot, juge de paix du 4<sup>ème</sup> cercle de la Sarine, à Fribourg. Cette heureuse initiative des justices de paix mérite d'être soutenue.

f) Le juge de paix François Chollet du 6<sup>ème</sup> cercle de la Gruyère, à Vaulruz, a démissionné avec effet immédiat durant l'été 2001.

g) Le Tribunal cantonal reconnaît le dévouement et le sens des relations humaines dont font preuve les juges de paix, leurs assesseurs et le personnel de leur greffe pour prendre, en collaboration avec les tuteurs et curateurs, les mesures de protection de l'enfant et résoudre les situations conflictuelles auxquelles ils sont confrontés.

## **6. La privation de liberté à des fins d'assistance**

a) Selon la loi du 26 novembre 1998 concernant la privation de liberté à des fins d'assistance (LPLFA), la Chambre des tutelles du Tribunal cantonal a la haute surveillance sur la Commission de surveillance (art. 7 LOT); celle-ci exerce une surveillance générale sur les placements et les mesures ordonnées et le contrôle judiciaire de première instance (art. 16 et 18 LPLFA). Le président de la Commission est M. Louis Sansonnens, président du Tribunal de la Gruyère; les deux suppléants sont M. Reinold Raemy, président du Tribunal de la Singine, et M. Philippe Vallet, également président du Tribunal de la Gruyère, élu le 20 février 2001 en remplacement de Mme Françoise Bastons Bulletti, démissionnaire. La Commission dispose du service du greffe du Tribunal de la Gruyère.

b) La Chambre des tutelles du Tribunal cantonal a procédé à l'inspection de la Commission de surveillance, le 6 décembre 2001. Pour sa part, cette dernière a inspecté les justices de paix francophones de l'arrondissement du Lac ainsi que, dans l'arrondissement de la Sarine, celles des 2<sup>ème</sup>, 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> cercles. Dans les arrondissements de la Singine, du Lac et de la Gruyère, à l'occasion de l'inspection de la Chambre des tutelles, la privation de liberté à des fins d'assistance est aussi abordée. La Commission a remis son rapport annuel à la Chambre des tutelles du Tribunal cantonal le 15 janvier 2002. Il en ressort notamment qu'il paraîtrait opportun *d'élire un deuxième suppléant de langue allemande* en la personne de M. Peter Rentsch, président du Tribunal de la Singine. En effet, il peut arriver que le vice-président Raemy ne soit pas disponible lors d'une procédure de contrôle judiciaire où la personne privée de liberté souhaite s'exprimer dans la langue qui lui est familière, généralement le dialecte.

c) Un calendrier des séances de la Commission est établi tous les trois mois; il assure un tournus entre les membres dont la participation n'a posé aucun problème en 2001. Compte tenu du nombre des séances auxquelles ils participent, les membres de la Commission, qui sont médecins indépendants, se satisfont de la rémunération qui leur est versée et qui reste très modeste. Les craintes dont il est fait état dans le Rapport pour l'exercice 2000 (p. 15) ne sont plus de mise aujourd'hui.

## **7. La Chambre pénale des mineurs**

### ***7.1. Charge de travail et personnel***

Selon le président, les cas difficiles (mineurs présentant des troubles psychiatriques, récidivistes violents) ont fortement augmenté; les places disponibles dans les institutions spécialisées fermées situées hors canton sont peu nombreuses; les juges des mineurs fribourgeois doivent consacrer un temps important à leur recherche. Pour ce motif et compte tenu de l'augmentation sensible des affaires par rapport à l'année 2000 (ch. 7.2 ci-après), le président *propose* un renforcement de l'effectif de la Chambre, comme dans les cantons voisins.

Ainsi, le taux d'activité de la vice-présidente Nicole Koch, passé de 40 à 60% en octobre 2001, devrait selon lui être porté à 80% afin qu'elle puisse traiter ses dossiers de manière correcte et dans des délais raisonnables. D'autre part, un chef de bureau à mi-temps devrait être nommé ou tous les comptes devraient être transférés à un office spécialisé pour permettre au

greffier de se consacrer au moins partiellement à la tâche principale pour laquelle il a été engagé, soit la rédaction des jugements, qu'il n'est plus en mesure d'assurer actuellement à cause de l'importance des tâches administratives.

## **7.2. Commentaire de la statistique**

Le président constate une sensible augmentation des affaires par rapport à l'année précédente. 1626 affaires (1494 en 2000) ont été inscrites au rôle et concernent 1253 mineurs (1166 en 2000). Le nombre de mineurs dénoncés est le chiffre le plus élevé qu'a connu la Chambre depuis son existence. Cette augmentation, très nette en Sarine-Campagne et dans le district du Lac, a pour conséquence que le nombre de procédures en cours au 31 décembre est également le plus élevé jamais connu (345). Il n'y a certes pas de retard sérieux, mais il devient difficile de respecter le principe de célérité, fondamental en droit pénal des mineurs. A ce propos, le président relève les récentes déclarations de la Directrice de la Police de Lausanne concernant la violence chez les jeunes : "Il y a une inflation d'affaires qui est explosive. Il faut que les jugements soient plus rapides. Si on tarde à sanctionner, le délinquant ne comprend pas et la mesure perd sa valeur éducative. Cela donne un sentiment d'impunité, qui fait que ces jeunes récidivent. C'est important aussi pour ne pas dévaloriser la victime qui revoit ses agresseurs dans la rue, et pour ne pas aggraver le sentiment d'insécurité".

Si les statistiques font apparaître la diminution importante, par rapport aux cinq dernières années, des infractions contre le patrimoine ainsi que des vols d'usage de véhicules, elles révèlent par contre le "mal-être" croissant des jeunes qui se traduit par des actes de violence physique et verbale, par des incivilités de plus en plus insupportables et par des comportements qui requièrent une prise en charge de plus en plus difficile. En effet, on relève que les mesures provisoires (détention préventive, observation et garde provisoire) prises à l'encontre des mineurs ont progressé (40 en 1999, 53 en 2000 et 66 en 2001), que les mesures éducatives prononcées en faveur des jeunes ont également augmenté (39 en 1999, 54 en 2000 et 52 en 2001), que les ivresses au volant et au guidon ont triplé et qu'enfin les infractions à la loi d'application du code pénal ou à la loi sur les établissements publics se sont multipliées.

Les infractions à la loi fédérale sur les stupéfiants et à la loi fédérale sur la circulation routière demeurent les plus nombreuses et les chiffres ne varient pas beaucoup d'une année à l'autre. Par contre, le nombre d'infractions contre l'intégrité sexuelle et la famille a explosé. Ces cas sont

toujours délicats à résoudre (s'agit-il de jeu, d'expérience, d'amours juvéniles, ou de perversité ?).

Enfin, le président relève le résultat réjouissant du nombre élevé et en constante augmentation d'ordonnances de non-lieu rendues à la suite de retraits de plaintes (217 en 1999; 281 en 2000 et 291 en 2001). Les conciliations légales sont tentées par les juges eux-mêmes, mais aussi et surtout par l'assistant social rattaché à la Chambre pénale des mineurs.

Le travail de "médiateur" de l'assistant social est très positif. Non seulement il parvient à un pourcentage important d'arrangements, mais il met aussi l'accent sur le but éducatif de son intervention. A lire les messages de satisfaction des victimes, la tendance à privilégier la médiation dans la résolution des cas de violence est sur la bonne voie.

## **8. Les Offices des poursuites et l'Office des faillites**

### ***a) Les Offices de poursuite***

La gestion des offices des poursuites du canton n'appelle pas d'observations particulières.

M. Jörg Koch, substitut depuis 1998, a été nommé préposé de l'Office des poursuites du Lac et est entré en fonction le 1<sup>er</sup> juin 2001.

L'évolution des poursuites et des faillites dans le canton ressort de la partie statistique.

### ***b) L'Office des faillites***

La réorganisation de l'Office s'est poursuivie en 2001, dans le sens des propositions formulées par les experts qui avaient procédé à l'audit de l'Office en 1997 déjà. Trois secteurs de faillites sont en place depuis le 1<sup>er</sup> mai 2001 : le secteur 1 comprend les districts de la Veveyse, de la Broye, de la Sarine et de la Glâne, le secteur 2 les districts de la Sarine, du Lac, de la Singine et de la Gruyère et le secteur 3 les districts de la Sarine, du Lac et de la Singine.

Le rattrapage des anciens dossiers a continué en 2001. Le personnel supplémentaire accordé en 2001 a permis de liquider une partie de ces dossiers, mais il en restait plus de 100 au 31 décembre. Selon le préposé, le *maintien de ce personnel supplémentaire* est nécessaire pour l'année 2002 si l'on veut poursuivre l'assainissement. La Chambre des poursuites et des faillites a appuyé sa demande dans ce sens auprès du Département de la justice.

\*\*\*\*\*

Nous avons l'honneur, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Députés, de vous assurer de notre haute considération.

Fribourg, le 28 février 2002

Le Greffier :

**HENRI ANGELOZ**

Le Président :

**PIERRE KAESER**



AN DEN GROSSEN RAT  
**des Kantons Freiburg**

---

Sehr geehrter Herr Präsident  
Sehr geehrte Damen und Herren Grossräte

Wir haben die Ehre, Ihnen gemäss Art. 64 der Kantonsverfassung vom 7. Mai 1857 und Art. 94 des Gesetzes über die Gerichtsorganisation vom 22. November 1949 unseren Jahresbericht über die Tätigkeit der Gerichtsbehörden des Kantons Freiburg zu unterbreiten.

## **1. Allgemeine Bemerkungen**

### ***1.1. Transparenz und Information***

a) Es macht ganz den Anschein, dass "qualitative Untersuchungen" in Mode sind und es noch einige Zeit bleiben werden. Über die Verfahrensdauer, das Verhalten des Richters in der Verhandlung, das Tragen der Robe, den Nutzen einer Cafeteria für die Parteien oder die Öffentlichkeit oder die erhöhte Stellung der Richter im Gerichtssaal "eine Stichprobe zu erheben", wie man es in einem Kanton getan hat, mag durchaus einen gewissen Sinn machen. Um es einmal mehr zu betonen: Einige der gewünschten Verbesserungen hängen einzig vom Willen der politischen Behörden ab, der Justiz die erforderlichen Mittel zur Verfügung zu stellen. Gleichzeitig gilt es zu wiederholen, dass die persönlichen Qualitäten der Richter immer entscheidend sein werden im Justizwesen, dem zu dienen schwerfällt, wenn die Arbeitsüberlastung bedeutend und dauerhaft ist.

Heute wird die Rechtsprechung oft über Internet verbreitet und über weite Strecken in den Medien veröffentlicht. Sie wird nicht mehr nur von den Rechtsprofessoren kommentiert, sondern ebenso von den Journalisten und vom Volk. Auch diese Kritik darf der Aufmerksamkeit der Gerichte nicht entgehen, selbst wenn sie keinen wissenschaftlichen Charakter hat. Im Gegenzug stellt das Kantonsgericht fest, dass Mitglieder seiner Aufsichts- und Wahlbehörde beschwerdefähige Strafurteile in aller Öffentlichkeit kommentieren. Solche Interventionen könnten Zweifel an der Unabhängigkeit des Kantonsgerichts hervorrufen, unbesehen davon, ob seine Urteile den Wünschen dieser Grossräte entsprechen oder nicht.

b) Das Kantonsgericht hat am 17. Mai 2001 das in Art. 72 Abs. 4 StPO vorgesehene Reglement über die Information der Öffentlichkeit in Strafsachen verabschiedet (vgl. nachfolgend S. 119 ff.). Dieses Reglement wurde von den Gerichten und Journalisten gut aufgenommen. Seine Umsetzung verursachte keine nennenswerten Schwierigkeiten.

c) Die Internet-Site des Kantonsgerichts ist in Vorbereitung; jene des Kantonalen Konkursamtes und der Betreibungsämter ist seit Sommer 2001 zugänglich.

d) Das Strafverfahren im Anschluss an die vom Kantonsgericht am 4. September 2000 eingereichte Anzeige wegen Verletzung des Amtsgeheimnisses (vgl. Rechenschaftsbericht für das Jahr 2000, S. 23 lit. d) ist nach wie vor beim Untersuchungsrichteramt hängig.

### **1.2 Auswirkungen des Inkrafttretens neuer Gesetze und Vorschläge**

a) Im Allgemeinen stellt das neue Scheidungsrecht die Zivilgerichtspräsidenten der Bezirkgerichte kaum vor Probleme. Einzelne unter ihnen stellen fest, dass das neue Recht die Verfahren aufgrund der in Art. 111 Abs. 2 ZGB vorgeschriebenen zweimonatigen Bedenkzeit verlängert.

Um die Zeit des Getrenntlebens vor der Scheidung geregelt zu haben, beantragen die Ehegatten oft Eheschutzmassnahmen; zu regeln sind die Aufsicht über die Kinder, das Besuchsrecht, die Unterhaltsbeiträge an die Kinder und an den Ehegatten. In erster Instanz haben sich die Fälle innerhalb zweier Jahre verdoppelt (1999: 70; 2000: 84; 2001: 142). 2001 wurden beim I. Appellationshof 17 Berufungen eingereicht (1998: 0; 1999: 0; 2000: 4). Das

Berufungsverfahren kann sich wegen der 30-tägigen Berufungsfrist, der Möglichkeit zur Anschlussberufung innert gleicher Frist sowie der Verpflichtung, eine Verhandlung anzusetzen, sofern die Parteien nicht darauf verzichten und das Beweisverfahren nicht wieder eröffnet werden muss, über mehrere Monate erstrecken. Die Dauer dieses Verfahrens ist nicht angemessen, soweit es sich auf für eine Familie unverzichtbare Unterhaltsbeiträge oder das Schicksal der Kinder bezieht; auch kann es Berufungen Vorschub leisten, die einzig zu Verzögerungszwecken ergriffen werden.

Das Kantonsgericht *schlägt* Ihnen vor, die Möglichkeit zu prüfen, Eheschutzmassnahmen einem schnelleren Verfahren zu unterwerfen (vgl. BGE 127 III 474 E. 2b/bb S. 478) und die Bezirksgerichte als Beschwerdeinstanz zu bezeichnen.

**b)** Heute wird die *Mediation* immer mehr als angemessene Konfliktlösmethode betrachtet, zum Beispiel bei familiären Konflikten. Zur Jugendkriminalität siehe hinten Ziff. 7.2. Diese Möglichkeit der Konfliktlösung würde eine eingehendere Prüfung verdienen.

**c)** Die gesellschaftliche und wirtschaftliche Entwicklung hat auch Auswirkungen auf die Justiz, die man wie folgt zusammenfassen kann: Konzentration, Spezialisierung, Professionalisierung (beispielsweise das Wirtschaftsstrafgericht, die drei Mietgerichte, die Aufsichtskommission im Bereich der fürsorgerischen Freiheitsentziehung, das Untersuchungsrichteramt). Nicht anders verhält es sich im Vormundschaftswesen. Im Friedensgerichtswesen hat das Milizsystem seine Grenzen erreicht. Die Schwierigkeit, verschiedene vakante Friedensrichterposten neu zu besetzen, spricht für eine *Reduktion* der 29 Friedensgerichtskreise und für eine gewisse *Professionalisierung* des Amtes als Friedensrichter und/oder -gerichtsschreiber; für die Friedensgerichtsschreiber wurde diese Professionalisierung übrigens in einzelnen Kreisen bereits vorgenommen. Sich auf die laufende Revision des Vormundschaftsrechts zu berufen, wäre bloss ein Vorwand, um die Prüfung einer neuen Organisation der Vormundschaftswesens und der Aufsicht über die Vormundschaftsbehörden einmal mehr zu verschieben.

**d)** Die gesetzliche Möglichkeit, die Gewährung der unentgeltlichen Rechtspflege von der Leistung eines monatlichen Beitrages abhängig zu machen, sollte nebst der Schonung der Staatskasse die Prozessparteien zu vermehrter Mässigung ermuntern.

Wie bereits im Rechenschaftsbericht für das Jahr 2000 erwähnt (S. 24), bereitet das Inkasso dieser monatlichen Beiträge den Gerichtsschreibereien einen bedeutenden Mehraufwand, zumal einzelne unter ihnen, insbesondere die Gerichtsschreiberei der Jugendstrafkammer (vgl. unten Ziff. 7.1), nicht über genügend Personal verfügen. Es fragt sich daher, ob nicht auf den ursprünglichen Willen des Gesetzgebers zurückzukommen und die Finanzverwaltung der unentgeltlichen Rechtspflege beim Justizdepartement zu zentralisieren wäre, was eine "bessere Nachführung der Dossiers mit sich bringen" würde (Botschaft des Staatsrates vom 30 März 1999 zum Gesetzesentwurf betreffend die unentgeltliche Rechtspflege, Kap. VI, TGR 1999 S. 679). Der Vorschlag des Präsidenten der Jugendstrafkammer, alle Konten einem zentralisierten Amt zu übertragen (vgl. hinten Ziff. 7.1), geht in die gleiche Richtung.

e) "Die Justizkommission erhält vom Kantonsgericht [...] alle Klagen gegen die Richter oder die Behördenmitglieder, die der Aufsicht unterstehen, und die Entscheide über diese Klagen" (Art. 33 Abs. 1 lit. d des Gesetzes über das Reglement des Grossen Rates, Fassung seit dem 1. Januar 2001 in Kraft). Decken die Akten die Namen von Personen auf, die am Disziplinarverfahren nicht beteiligt sind, wirft diese Weiterleitung an die Justizkommission unter dem Gesichtspunkt des Amtsgeheimnisses und der Gewaltentrennung heikle Fragen auf.

f) Offensichtlich unbegründete Ausstandsbegehren könnten den Justizapparat lähmen, sollten sie weiter zunehmen. Auch sind gegen Kantonsrichter und erstinstanzlichen Magistraten mutwillige Strafanzeigen eingereicht worden. Dieses Phänomen betrifft auch Richter in anderen Kantonen und selbst die Bundesrichter.

In seiner Stellungnahme vom 17. April 2001 zur Motion Kanis Lehmann betreffend die Schaffung einer Spezialgerichtsbarkeit für die Angehörigen der Justiz und der Polizei stellte sich das Kantonsgericht einerseits Fragen zur Zweckmässigkeit, die Strafverfolgung der Mitglieder des Kantons- oder Verwaltungsgerichts von einer Ermächtigung abhängig zu machen (Art. 366 Abs. 2 lit. b StGB), und andererseits zur Möglichkeit, das Kantonsgericht für zuständig zu erklären, um gegen erstinstanzliche Magistraten oder Untersuchungsrichter gerichtete Beschwerden oder Anzeigen zu klassieren, welche missbräuchlich oder mutwillig sind oder von Vornherein unbegründet erscheinen. Es obliegt den politischen Behörden, über die geeigneten *Mittel zu entscheiden*, um Verhaltensweisen zu unterbinden, die das Justizwesens zu lähmen drohen.

g) In Anbetracht der Schwierigkeiten, zwischen den Parteien zu vermitteln, wenn diese durch Anwaltspraktikanten verbeiständet sind, was oft der Fall ist in zivilrechtlichen Angelegenheiten, in denen die Parteien im Genuss der unentgeltlichen Rechtspflege stehen, müsste geprüft werden, ob die Parteivertretung vor dem Kantonsgericht nicht patentierten Anwälten vorbehalten werden sollte. Diese Lösung könnte auch zu einem Rückgang der Rechtsmittel führen, da der patentierte Rechtsanwalt seinen Mandanten leichter davon zu überzeugen vermag, von der Ergreifung von Rechtsmitteln abzusehen, deren Erfolgchancen gering sind.

## **2. Das Kantonsgericht**

### **2.1. Bemerkungen zur Statistik**

#### **a) Im Allgemeinen**

Die Anzahl der anhängig gemachten Angelegenheiten ist gegenüber dem Vorjahr nahezu unverändert geblieben (2001: 1263; 2000: 1268). Dies trifft zu für den I. Zivilappellationshof (2001: 71; 2000: 70), den Strafappellationshof (2001: 80; 2000: 76) sowie für die Handelsregisterkammer. Bei der Strafkammer und ihrem Präsidenten ist ein Anstieg der Fälle um 6,5% zu verzeichnen (2001: 828; 2000: 777), und bei der Schuldbetreibungs- und Konkurskammer ein solcher von 9.4% (2001: 128; 2000: 117). Was die Fälle des II. Appellationshofes betrifft, ist im Vergleich zum Vorjahr ein Rückgang um 17% zu verzeichnen (2000: 151; 2001: 125).

Die Arbeitslast des Kantonsgerichts und seiner verschiedenen Abteilungen bleibt hoch. Auf die Mitarbeit der Ersatzrichter wurde in jenen Fällen zurückgegriffen, in denen die Kantonsrichter sich im Ausstand befanden. In zehn Angelegenheiten fungierte ein Ersatzrichter als Berichterstatter. In vier Fällen, davon in einer Angelegenheit des Gesamtgerichts, wurde ein Hof ausschliesslich aus Ersatzrichtern gebildet, weil sich sämtliche Kantonsrichter im Ausstand befanden. In Anbetracht der gegenwärtigen Arbeitslast des Kantonsgerichts sollte die Mitarbeit von Ersatzrichtern häufiger in Anspruch genommen werden können.

Was den Ausstand der Mitglieder jener Behörden betrifft, die der Aufsicht des Kantonsgerichts unterstehen, sei auf den statistischen Teil verwiesen (lit. A Ziff. 11).

### **b) Disziplinarrecht**

Das Kantonsgericht hat über je eine Disziplinarbeschwerde gegen einen Untersuchungsrichter und einen Friedensrichter entschieden. Nach Einholen von Auskünften hat das Kantonsgericht in beiden Fällen von der Eröffnung einer Untersuchung abgesehen und die Beschwerden ohne Folge klassiert.

Das Kantonsgericht hat ausserdem sieben gegen Anwälte gerichtete Beschwerden behandelt. In vier Fällen hat es keine Disziplinaruntersuchung eröffnet und die Beschwerden nach Einholen von Auskünften ohne Folge klassiert. In drei Fällen hat es sie infolge offensichtlicher Unbegründetheit ebenfalls klassiert.

### **2.2. Aufhebung von Rundschreiben und Richtlinien**

Gestützt auf die Vorschläge der Experten Piquerez und Cornu hat das Kantonsgericht in seiner Plenarsitzung vom 15. Februar 2001 beschlossen, alle Rundschreiben und Richtlinien der Anklagekammer über die Strafuntersuchung, welche unter altem Recht erlassen worden waren, aufzuheben (vgl. Liste der aufgehobenen Rundschreiben und Richtlinien, S. 128 ff.).

### **2.3. Jährliche Inspektionen des Kantonsgerichts**

Dem gesetzlichen Auftrag nachkommend (Art. 97 Abs. 2 GOG) hat das Kantonsgericht die Gerichtsschreibereien der Bezirksgerichte, der Vormundschaftskammern und Mietgerichte, jene des Untersuchungsrichteramtes und der Jugendstrafkammer sowie sämtliche Oberämter inspiziert. Weiter hat es die Aufsichtskommission im Bereich der fürsorglichen Freiheitsentziehung sowie jene Friedensgerichte inspiziert (Art. 7 GOV), in denen in den vergangenen zwölf Monaten ein neuer Friedensrichter oder Gerichtsschreiber sein Amt angetreten hat, sowie eine weitere Anzahl Friedensgerichte, einem vor einigen Jahren eingeführten Vierjahresrhythmus folgend. Schliesslich hat das Kantonsgericht auch das Kantonale Konkursamt und alle Betreibungsämter (Art. 14 SchKG und Art. 13 EGSchKG) sowie die Handelsregisterämter (Art. 5 des Einführungsgesetzes vom 2. Februar 1938) inspiziert. Insgesamt wurden im Jahr 2001 48 Inspektionen, verteilt auf 20 Tage, durchgeführt.

Das Kantonsgericht widmete seine Plenarsitzung vom 29. November 2001 der Überprüfung der Inspektionsberichte.

#### **2.4. Personal**

**a)** In der Zusammensetzung des Kantonsgerichts und des Personals der Gerichtsschreiberei sind mehrere Änderungen zu verzeichnen.

**aa)** Herr Kantonsrichter Paul-Xavier Cornu wurde zum Stabschef der Bundesanwaltschaft ernannt. In seiner neuen Funktion unterstützt er den Bundesanwalt und dessen Stellvertreter. Er ist auf den 31. Dezember 2001 zurückgetreten.

Herr Cornu wurde 1950 geboren. 1974 erwarb er das Lizentiat der Rechte der Universität Freiburg, wo er anschliessend als Assistent an der Rechtswissenschaftlichen Fakultät arbeitete. Von 1977 bis 1984 war er Chef-Gerichtsschreiber am Kantonsgericht. 1984 wurde Herr Cornu zum Kantonsrichter gewählt. Er präsidierte das Kantonsgericht 1991 und 1997, die Anklagekammer (ab Dezember 1998: Strafkammer) von 1996 bis 2000, den Strafappellationshof 2000 und 2001 sowie den Zivilkassationshof von 1986 bis 1994. Er ist seit 1980 Redaktor des "Journal des Tribunaux". Seine grosse Erfahrung, sein Sinn für das Recht und sein Masshalten wurden bei der Beurteilung von Strafsachen, für die er eine Vorliebe hatte, besonders geschätzt. Von liebenswürdiger und höflicher Art, unterhielt Kantonsrichter Cornu stets gute Beziehungen zu seinen Kollegen und Mitarbeitern, die er zu motivieren verstand. Sein grosses Geschick in organisatorischen Fragen gewährleisteten die gute Führung der Strafkammer, der er stets angehört hat. Herr Cornu hat seine ganze Schaffenskraft während 25 Jahren in den Dienst der Justiz gestellt.

Wir wünschen Herrn Cornu viel Erfüllung in seiner neuen Tätigkeit.

An seiner Stelle hat der Grosse Rat am 8. November 2001 Herrn Hubert Bugnon, Doktor der Rechte, Rechtsanwalt, Präsident des Bezirksgerichts der Saane, zum neuen Kantonsrichter gewählt. Herr Bugnon hat sein Amt am 1. Januar 2002 angetreten.

**bb)** Von der eidgenössischen Bundesversammlung am 12. Dezember 2001 zur Bundesrichterin gewählt, ist Frau Kantonsrichterin Fabienne Hohl auf den 31. Januar 2002 zurückgetreten.

Frau Hohl wurde 1956 geboren. Sie erwarb 1979 an der Universität Freiburg das Lizentiat der Rechte sowie 1984 das Anwaltspatent und im darauffolgenden Jahr den Dokortitel. Nach Forschungsaufenthalten an der Universität von Kalifornien und am Max-Planck-Institut in Hamburg reichte sie

1993 ihre Habilitationsschrift „Réalisation du droit et les procédures rapides“ ein, wofür ihr 1996 der Titel der Privatdozentin verliehen wurde. Sie arbeitete als wissenschaftliche Mitarbeiterin bei der I. Zivilabteilung des Bundesgerichts. 1996 wurde sie als erste Frau ans Kantonsgericht gewählt. Frau Hohl präsidierte das Kantonsgericht im Jahr 2000 und die Schuldbetreibungs- und Konkurskammer in den Jahren 2000 und 2001. Während ihrer richterlichen Tätigkeit lehrte Fabienne Hohl auch als Professeure associée an der Universität Freiburg und als Gastprofessorin an der Eidgenössischen Technischen Hochschule in Lausanne.

Während ihres kurzen Aufenthaltes am Kantonsgericht stellte Frau Hohl ihren Arbeitseifer und ihre juristischen Kenntnisse, insbesondere im Zivilrecht, unter Beweis. In verschiedenen Urteilen, bei denen sie Berichterstatterin war, wurde denn auch an elementarste Prozessregeln erinnert, die bei der Erarbeitung von Rechtsschriften zu beachten sind, und an die fatalen Folgen ihrer Vernachlässigung.

Wir freuen uns, dass die Fachkenntnisse von Frau Hohl auf Bundesebene anerkannt wurden, und hoffen, dass die Ausübung dieses hohen Amtes, in das sie mit glänzendem Ergebnis gewählt wurde, ihr die erwartete Befriedigung bereitet.

An ihrer Stelle hat der Grosse Rat am 21. Dezember 2001 Herrn Georges Chanez, Anwalt, Präsident des Bezirksgerichts der Broye, zum neuen Kantonsrichter gewählt. Herr Chanez hat sein Amt am 1. Februar 2002 angetreten.

**cc)** Herr Thomas Meyer, Gerichtsschreiber-Adjunkt, Rechtsanwalt, hat auf den 31. Dezember 2001 gekündigt, um inskünftig als Anwalt zu praktizieren. Als ausgezeichnete Jurist und gewissenhafter und geschickter Redaktor hat Herr Meyer, der sein Amt am 1. September 1993 angetreten hatte, seine Aufgabe auf effiziente und fachkundige Weise wahrgenommen. Wir danken ihm für seine wertvolle Mitarbeit. An seiner Stelle hat das Kantonsgericht Herrn Tarkan Göksu angestellt.

**b)** Die Gerichtsschreiberei setzt sich zusammen aus zwei vollamtlichen Gerichtsschreibern und zwei Gerichtsschreiberinnen in Teilzeitanstellung, die alle französischer Sprache sind, sowie aus zwei Gerichtsschreibern deutscher Sprache in Teilzeitanstellung. Da der Chefgerichtsschreiber einen bedeutenden Teil seiner Zeit den Angelegenheiten des Gesamtgerichts, der Verwaltung sowie dem Personalwesen widmet, drängt sich die Anstellung eines zusätzlichen Gerichtsschreibers auf.

### **3. Die Bezirksgerichte**

#### **a) Allgemeines**

Der Umfang der Zivilangelegenheiten ist nahezu unverändert geblieben. Die Anzahl der in die Zuständigkeit des Polizeirichters fallenden Angelegenheiten ist im Vergleich zum Jahr 2000 um 12% gestiegen; jene der Verfahren vor dem Strafgericht hat sich um 39% verringert.

Die Arbeitslast der Gerichte bleibt hoch. Das Kantonsgericht erinnert daran (vgl. Rechenschaftsbericht für das Jahr 1999, S. 25), dass sie nur mit Hilfe fähiger Gerichtsschreiber bewältigt werden kann. Diese werden gegenwärtig schlechter entlohnt als Verwaltungsjuristen, obwohl sie sicher die gleiche, wenn nicht grössere Verantwortung tragen. Es ist deshalb notwendig, dass die Lohnbedingungen dieser für den guten Gang der Justiz wertvollen Mitarbeiter nach oben angepasst werden, damit sie ihrer Ausbildung und ihrer Verantwortung besser entsprechen.

#### **b) Bezirksgericht der Saane**

Von Mitte Mai bis Mitte August 2001 war Gerichtspräsident André Waeber, der zudem Vizepräsident des Bezirksgerichts des Sees ist, mit den laufenden Angelegenheiten dieses Gerichts befasst, um den Präsidenten Markus Ducret zu entlasten, welcher als ausserordentlicher Untersuchungsrichter vier umfangreiche Strafuntersuchungen führte. Andererseits wurden während des Jahres 2001 beim Wirtschaftsstrafgericht, dessen Vorsitz Herr Waeber innehat, drei Angelegenheiten anhängig gemacht. Das Studium dieser Akten hat einen grossen Teil der Zeit von Gerichtspräsident Waeber in Anspruch genommen. Daher haben ab Mai 2001 die zwei anderen Präsidenten des Strafgerichts alle neu anhängig gemachten Angelegenheiten unter sich aufgeteilt.

Gemäss Peter Rentsch, Vizepräsident für die Angelegenheiten in deutscher Sprache, muss das Gericht mit dem erforderlichen deutschsprachigen Personal ausgestattet werden, da die Mitarbeiter des Bezirksgerichts der Sense bereits selber stark belastet sind.

Als Nachfolger von Herrn Hubert Bugnon hat das Wahlkollegium Herrn Jérôme Delabays bezeichnet, welcher bisher als Gerichtsschreiber-Adjunkt an diesem Gericht tätig war.

Die Buchhaltungsabteilung zählt seit 20 Jahren zwei vollamtlich angestellte Personen; angesichts der bedeutenden Zunahme der Arbeitslast erweist sich dies heute als ungenügend. Der Gerichtsschreiber wird für das Jahr 2003 die Anstellung einer zusätzlichen Person beantragen. Das Kantonsgericht unterstützt diesen Antrag.

Das Gericht und das Handelsregisteramt werden ihre neuen Räumlichkeiten im August 2002 beziehen.

#### **c) Bezirksgericht der Sense**

Im Jahr 2001 ist die Lage sehr angespannt geblieben (vgl. Rechenschaftsbericht für das Jahr 2000, S. 30). Die Gerichtspräsidenten stellen fest, dass in der Behandlung der Angelegenheiten und ihrer Ansetzung bedeutende Rückstände entstehen, die in naher Zukunft nicht abgebaut werden können.

#### **d) Bezirksgericht des Sees**

Gerichtspräsident Markus Ducret, den das Kantonsgericht aufgrund des Ausstandes aller deutschsprachigen Untersuchungsrichter mit vier Strafuntersuchungen betraut hat, konnte zwei dieser Untersuchungen zum Abschluss bringen und ist dabei, eine dritte zu erledigen.

Um Gerichtspräsident Ducret zu entlasten, hat sich Vizepräsident Waeber während drei Monaten der laufenden Angelegenheiten angenommen (vgl. oben Ziff. 3b).

#### **e) Bezirksgericht der Broye**

Gerichtspräsident Georges Chanez hat sich mit drei Strafuntersuchungen befasst; eine dieser Angelegenheiten, die besonders aufwändig war, ist dem Wirtschaftsstrafgericht überwiesen worden.

Die Renovation der Räumlichkeiten der Gerichtsschreiberei ist Mitte Dezember 2000 in Angriff genommen worden. Von April bis Mitte Dezember 2001 waren die Arbeiten unterbrochen. Ihre Beendigung ist für Ende September 2002 geplant.

Als Nachfolger von Herrn Chanez hat das Wahlkollegium Herrn Jean-Luc Baechler bezeichnet.

#### 4. Das Untersuchungsrichteramt

Die Untersuchungsrichter unterbreiten der Strafkammer jedes Jahr eine Liste der hängigen Angelegenheiten. Den seit über einem Jahr hängigen Angelegenheiten wird anlässlich der jährlichen Inspektion und, bei Bedarf, bei Zwischeninspektionen besondere Aufmerksamkeit gewidmet. Über die hängigen und die erledigten Angelegenheiten wird der Grosse Rat jedes Jahr mittels des Rechenschaftsberichts des Kantonsgerichts über die Tätigkeit der Gerichtsbehörden in Kenntnis gesetzt. Der dem Kantonsgericht unterbreitete Bericht des Präsidenten des Untersuchungsrichteramtes wird von Amtes wegen an die Justizkommission weitergeleitet.

In seinem Bericht hält der Präsident des Untersuchungsrichteramtes fest, dass 84% der im Jahre 2001 eröffneten Untersuchungen erledigt werden konnten, aber dass die alten – das heisst die seit mehr als einem Jahr hängigen – Angelegenheiten im Vergleich zum Jahr 2000 zugenommen haben: Während Ende 2000 111 alte Angelegenheiten hängig waren, belief sich deren Anzahl per Ende 2001 auf 152, wovon 12 Untersuchungen vor dem 31. Dezember 1997 eröffnet worden waren. Bei der Mehrzahl dieser Angelegenheiten handelt es sich um aufwändige Untersuchungen; der Wechsel der Richter, den das Untersuchungsrichteramt in den letzten Jahren erfahren hat, und die beinahe 18 Monate dauernde Vakanz bei der Stelle des Bücherexperten erlaubten es nicht, die Untersuchung in diesen Angelegenheiten ausreichend rasch voranzutreiben.

Beim Untersuchungsrichteramt wurden im Jahr 2001 13'595 Angelegenheiten anhängig gemacht (2000: 13'766). Die Untersuchungsrichter haben 352 Nichtanhandnahmeverfügungen (2000: 245), 289 Nichtweiterverfolgungsverfügungen betreffend identifizierte Täter (2000: 125), 495 Einstellungsverfügungen (2000: 709), 3 Abschlussverfügungen zuhanden der Strafkammer (2000: 20), 204 Überweisungsverfügungen an den Strafrichter (2000: 200) und 4574 Strafbefehle (2000: 4427) erlassen, wovon 390 mit Einsprache angefochten wurden (2000: 353). Weiter haben sie 1025 Bussenumwandlungen vorgenommen (2000: 1021) und 97 Rechtshilfebegehren aus dem In- und Ausland ausgeführt (2000: 106). Zudem haben sie in 244 Fällen Untersuchungshaft angeordnet (2000: 243), wovon 70% (2000: 52%) weniger als 14 Tage dauerten. Diese Zahlen sind somit im Vergleich zum Vorjahr praktisch unverändert.

Im Durchschnitt ist jeder Richter ständig mit 234 Angelegenheiten befasst, das heisst etwas weniger als im Vorjahr (246). Dennoch bedeutet angesichts der Anforderungen der kontradiktorischen Untersuchung die gleichzeitige Behandlung einer derart hohen Anzahl von Angelegenheiten eine unverändert hohe Arbeitslast, die einen raschen Abschluss der

Untersuchungen verunmöglicht. Zudem leistet jeder Richter sechs Wochen im Jahr Bereitschaftsdienst und übernimmt zusätzlich einen subsidiären Bereitschaftsdienst von ebenfalls sechs Wochen, Wochenenden inbegriffen.

Der Präsident des Untersuchungsrichteramtes muss drei Viertel seiner Arbeitszeit Verwaltungstätigkeiten widmen. Vereinzelt konnte er durch seinen Vizepräsidenten ersetzt werden, dem er verschiedene dieser Aufgaben abtreten konnte. Untersuchungsrichter Carlo Bulletti ist auf den 30. September 2001 zurückgetreten. Er wurde durch Untersuchungsrichter Olivier Thormann ersetzt, der zuvor Substitut der Staatsanwältin war und sein Amt am 10. Dezember 2001 angetreten hat. Die Untersuchungsrichterin OHG deutscher Sprache, Nicole Koch, welche zu 10% angestellt ist, konnte im Jahr 2001 für weitere 10% angestellt werden. Frau Koch ist während des Jahres zurückgetreten, um sich ausschliesslich ihrer Haupttätigkeit als Vizepräsidentin der Jugendstrafkammer zu widmen. Als ihre Nachfolgerin hat das Wahlkollegium am 11. Dezember 2001 Frau Franziska Bolliger bezeichnet. Sie wird ihr Amt im Frühling 2002 antreten. Die Stelle des Wirtschaftsberaters ist am 1. August 2001 wieder besetzt worden.

Die Notwendigkeit, jedem Untersuchungsrichter einen ordentlichen Gerichtsschreiber zuzuweisen, ist vom Kantonsgericht anerkannt worden (vgl. Rechenschaftsbericht über die Tätigkeit der Gerichtsbehörden im Jahre 2000, S. 33). Mit dem vorläufigen Verzicht auf die Stelle eines Wirtschaftsberater-Adjunkten und der Umverteilung einer den Bezirksgerichten zur Verfügung stehenden Gerichtsschreiberstelle bestand die Gerichtsschreiberei des Untersuchungsrichteramtes im Jahr 2001 aus 6,5 Gerichtsschreibern. Damit jedem Untersuchungsrichter ein vollamtlicher Gerichtsschreiber zur Verfügung stand, wurden zudem Praktikanten eingestellt. Die Möglichkeit, weitere Stellen von den Bezirksgerichten zum Untersuchungsrichteramt umzuverteilen, wird derzeit geprüft.

Das Kantonsgericht hat am 30. November 2001 auf die Resolution des Grossen Rates vom 9. November 2001 betreffend die Angelegenheit Spar- und Leihkasse Bösinggen geantwortet.

## **5. Die Friedensgerichte und die Führung der Vormundschaft**

a) Die Vormundschaftskammer des Kantonsgerichts übt die Oberaufsicht aus über die Vormundschaftskammern der Bezirksgerichte (Art. 7 GOV); diesen obliegt die Aufsicht über die Verwaltung des Vormundschaftswesens in ihrem Bezirk (Art. 4 GOV). Das Kantonsgericht hat im Vivisbachbezirk das Friedensgericht des 2. Kreises in Châtel-St-Denis, im Greyerzbezirk die Friedensgerichte des 2., 4. und 6. Kreises in Charmey, Vuippens und Vaulruz, im Glanebezirk das Friedensgericht des 1. Kreises in Villaz-St-Pierre, im Sensebezirks das Friedensgericht des 2. Kreises in Tafers, im Saanebezirk die Friedensgerichte des 1., 2., 3. und 4. Kreises in Farvagny, Prez-vers-Noréaz, Belfaux und Freiburg sowie die Friedensgerichte der vier Kreise des Broyebezirks inspiziert.

Einzelne Friedensrichter weisen darauf hin, dass in ihrem Kreis die Anzahl der Vormundschaften und Beistandschaften zugenommen haben, da zahlreiche Jugendliche ausser Stande seien, ihre Angelegenheiten selber zu besorgen. Ein Friedensgerichtsschreiber bemerkt hingegen, dass das Friedensgericht nach Überprüfung der Akten mehreren Mündeln vorgeschlagen hat, die Aufhebung ihrer Vormundschaft oder Beistandschaft zu beantragen.

Ein abgeordneter Richter der Vormundschaftskammer des Kantonsgerichts hat am 7. Mai 2001 zwei Gerichtspräsidenten des Saanebezirks getroffen, um über die Mittel zur Verbesserung der Aufsicht über die Vormundschaftsbehörden und die von diesen gewünschte Unterstützung zu diskutieren.

b) Gemäss Aussagen der Friedensrichter der vier Kreise der Broye erweist sich der personelle Bestand der zentralisierten Gerichtsschreiberei, bestehend aus einer vollamtlichen Gerichtsschreiberin und einer zu 60% angestellten Sekretärin, als ungenügend, um die hängigen Angelegenheiten zu behandeln und deren regelmässige Begleitung sicherzustellen. Die Rechtsuchenden sind nicht zufrieden, weil ihnen die Entscheide mit grösserer Verspätung eröffnet werden. Die Abwesenheiten und Ferien der Gerichtsschreiberin führen zu Problemen, da niemand im Stande ist, sie zu ersetzen. Gemäss den Friedensrichtern wäre die Schaffung einer zusätzlichen Gerichtsschreiber-Stelle in Teilzeitanstellung (40%) nötig.

c) Das neue Scheidungsrecht räumt der Vormundschaftsbehörde, das heisst dem Friedensgericht, mehr Kompetenzen ein, beispielsweise bezüglich des Besuchsrechts. Die Inspektionen des Kantonsgerichts und der Vormundschaftskammern der Bezirksgerichte haben die Schwierigkeiten bei der Lösung einzelner Konflikte aufgezeigt, dies namentlich aufgrund der Sprache, der Mentalität oder der Konfession der Eltern ausländischer Herkunft.

d) Mehrere Friedensgerichte heben die guten Beziehungen zum Kantonalen Jugendamt und die gute Arbeit dieses Dienstes hervor. Indes bedauern sie, dass die Untersuchungsberichte regelmässig mit Verspätung eingereicht werden. Für das Kantonsgericht erscheint es dringlich, dass die zuständige Behörde die *Gründe dieser Verspätungen* ermittelt und dem Amt gegebenenfalls genügend Personal zur Verfügung gestellt wird, damit es seine gesetzlichen Aufgaben sorgfältig und im Interesse der in Schwierigkeiten geratenen Jugendlichen wahrnehmen kann.

e) Die Friedensrichter haben sich im Jahre 2001 zu einer Konferenz zusammengeschlossen. Diese hat zum Ziel, eine verbesserte Koordination zu gewährleisten, die Praxis zu vereinheitlichen, Ansprechpartner für die übrigen Behörden zu sein, Erfahrungen auszutauschen sowie Weiterbildung anzubieten. Die Konferenz verfügt über einen Vorstand, in dem alle Bezirke vertreten sind; der Vorstand wird von Herrn Pierre-André Tissot, Friedensrichter des 4. Kreises des Saanebezirks in Freiburg, präsidiert. Diese bemerkenswerte Initiative der Friedensrichter verdient Unterstützung.

f) Der Friedensrichter des 6. Kreises des Greyerzbezirks in Vaulruz, François Chollet, ist im Sommer 2001 mit sofortiger Wirkung von seinem Amt zurückgetreten.

g) Das Kantonsgericht anerkennt die Selbstlosigkeit und den Sinn für menschliche Beziehungen, die die Friedensrichter, ihre Beisitzer und das Personal ihrer Gerichtsschreibereien bezeugen, um, in Zusammenarbeit mit den Vormündern und Beiständen, Kinderschutzmassnahmen zu treffen und Konfliktsituationen zu lösen, denen die Kinder gegenüberstehen.

## 6. Die fürsorgerische Freiheitsentziehung

a) Gemäss dem Gesetz vom 26. November 1998 über die fürsorgerische Freiheitsentziehung (FFEG) übt die Vormundschaftskammer des Kantonsgericht die Oberaufsicht über die Aufsichtskommission aus (Art. 7 GOV); diese übt die allgemeine Aufsicht über die angeordneten Einweisungen und Massnahmen aus und nimmt die gerichtliche Beurteilung in erster Instanz vor (Art. 16 und 18 FFEG). Präsident der Kommission ist Herr Louis Sansonnens, Gerichtspräsident des Greyerzbezirks; die beiden Vizepräsidenten sind Herr Reinold Raemy, Gerichtspräsident des Sensebezirks, und Herr Philippe Vallet, Gerichtspräsident des Greyerzbezirks, welcher am 20. Februar 2002 als Nachfolger der zurückgetretenen Frau Françoise Bastons Bulletti bezeichnet worden ist. Die Kommission verfügt für ihre Tätigkeit über die Gerichtsschreiberei des Bezirksgerichts des Greyerzbezirks.

b) Die Vormundschaftskammer des Kantonsgerichts hat am 6. Dezember 2001 eine Inspektion der Aufsichtskommission vorgenommen. Die Aufsichtskommission ihrerseits hat die französischsprachigen Friedensgerichte des Seebezirks sowie, im Saanebezirk, jene des 2., 3. und 4. Kreises inspiziert. Im Sense-, See- und Greyerzbezirk wurde im Rahmen der von der Vormundschaftskammer durchgeführten Inspektion auch die Frage der fürsorgerischen Freiheitsentziehung angesprochen. Die Aufsichtskommission hat der Vormundschaftskammer des Kantonsgericht am 15. Januar 2002 ihren Jahresbericht unterbreitet. Daraus geht namentlich hervor, dass es angezeigt erscheint, in der Person von Herrn Peter Rentsch, Gerichtspräsident des Sensebezirks, einen *zweiten Vizepräsidenten deutscher Sprache* zu ernennen. Tatsächlich kann es vorkommen, dass Vizepräsident Raemy anlässlich einer gerichtlichen Überprüfung nicht verfügbar ist, bei der sich die Person, der die Freiheit fürsorgerisch entzogen wurde, in einer ihr geläufigen Sprache, das heisst im Allgemeinen im Dialekt, äussern will.

c) Die Kommission erstellt alle drei Monate einen Sitzungsplan; er gewährleistet einen Turnus zwischen den Mitgliedern, deren Teilnahme im Jahre 2001 keine Probleme bereitet hat. In Anbetracht der Anzahl Sitzungen, an denen sie teilnehmen, begnügen sich jene Kommissionsmitglieder, die selbständig erwerbende Ärzte sind, mit der ihnen ausgerichteten, äusserst bescheidenen Entschädigung. Die Befürchtungen, welche im Rechenschaftsbericht für das Jahr 2000 geäussert wurden (S. 35), sind heute nicht mehr aktuell.

## 7. Die Jugendstrafkammer

### 7.1. Arbeitslast und Personal

Gemäss dem Präsidenten haben die schwierigen Fälle (Jugendliche mit psychischen Störungen, gewalttätige Rückfällige) stark zugenommen; verfügbare Plätze in spezialisierten geschlossenen Institutionen ausserhalb des Kantons sind nicht zahlreich; die Freiburger Jugendstrafrichter müssen einen bedeutenden Teil ihrer Arbeitszeit für deren Suche aufwenden. Aus diesem Grund und in Anbetracht der im Vergleich zum Jahre 2000 spürbaren Zunahme derartiger Fälle (vgl. hinten Ziff. 7.2) *schlägt* der Präsident eine personelle Verstärkung der Mitarbeiter der Jugendstrafkammer *vor*, wie dies auch in den Nachbarkantonen der Fall ist.

So müsste der Beschäftigungsgrad der Vizepräsidentin Nicole Koch, der im Oktober 2001 von 40 auf 60% erhöht wurde, ihrer Meinung nach auf 80% erhöht werden, damit sie die ihr zugeteilten Angelegenheiten korrekt und innert vernünftiger Fristen behandeln kann. Ausserdem sollte ein Bürochef in Teilzeitanstellung ernannt oder das Rechnungswesen einem spezialisierten Dienst übertragen werden, damit dem Gerichtsschreiber ermöglicht wird, sich wenigstens teilweise seiner Hauptaufgabe zu widmen, für die er eingestellt wurde, das heisst der Urteilsredaktion, wozu er aufgrund der Belastung mit administrativen Angelegenheiten gegenwärtig nicht mehr im Stande ist.

### 7.2. Bemerkungen zur Statistik

Der Präsident hält fest, dass die Anzahl Angelegenheiten gegenüber dem Vorjahr spürbar zugenommen hat. 1626 Angelegenheiten wurden anhängig gemacht (1494 im Jahr 2000); sie betreffen 1253 Minderjährige (1166 im Jahr 2000). Seit der Schaffung Jugendstrafkammer sind noch nie derart viele Jugendliche verzeigt worden. Diese Zunahme, die im Bezirksteil Saane-Land sowie im Seebezirk sehr deutlich ist, hat zur Folge, dass auch die Anzahl der am 31. Dezember 2001 hängigen Untersuchungen so hoch ist wie noch nie (345). Auch wenn keine ernsthaften Rückstände bestehen, wird es zunehmend schwierig, das Beschleunigungsgebot einzuhalten, dem im Jugendstrafrecht grundlegende Bedeutung zukommt. Der Präsident weist diesbezüglich auf Aussagen hin, die die Polizeidirektorin der Stadt Lausanne kürzlich zur Gewalt unter Jugendlichen gemacht hat: "Die Anzahl der Angelegenheiten nimmt auf explosive Weise zu. Die Urteile müssen schneller gefällt werden. Wenn man mit der Sanktionierung zuwartet, versteht der Delinquent dies nicht, und die Massnahme verliert ihren erzieherischen Wert. Dadurch wird ihnen ein Gefühl der Straflosigkeit vermittelt, und die selben Jugendlichen werden erneut straffällig. Schnelles Urteilen ist auch wichtig, um

die Opfer nicht herabzusetzen, die dem Täter in der Strasse von neuem begegnen, und um ihr Gefühl der Unsicherheit nicht zu verstärken."

Auch wenn der Statistik ein im Vergleich zu den fünf vorangegangenen Jahren ein bedeutender Rückgang der strafbaren Handlungen gegen das Vermögen und der Entwendung von Fahrzeugen zum Gebrauch zu entnehmen ist, bringt sie ein zunehmendes "Sich-nicht-Wohlfühlen" der Jugendlichen zum Ausdruck, welches ihren Ausdruck in körperlicher und verbaler Gewalt, in zunehmend unerträglicheren unzüvilierten Akten und in einem Verhalten findet, die eine Behandlung erfordert, die zunehmend schwieriger wird. Es fällt in der Tat auf, dass die gegenüber Minderjährigen angeordneten vorläufigen Massnahmen (Untersuchungshaft, Beobachtung und vorläufige Obhut) zugenommen haben (40 im Jahr 1999, 53 im Jahr 2000 und 66 im Jahr 2001), dass die gegenüber Jugendlichen angeordneten Erziehungsmassnahmen ebenfalls zugenommen haben (39 im Jahr 1999, 54 im Jahr 2000 und 52 im Jahr 2001), dass sich die Fälle von Trunkenheit am Steuer bzw. am Lenker verdreifacht haben und dass sich auch die Widerhandlungen gegen das Einführungsgesetz zum Strafgesetzbuch oder gegen das Gesetz über die öffentlichen Gaststätten vervielfacht haben.

Am zahlreichsten sind nach wie vor die Widerhandlungen gegen das Bundesgesetz über die Betäubungsmittel und das Bundesgesetz über den Strassenverkehr; diese Zahlen weichen von einem Jahr zum andern kaum voneinander ab. Hingegen hat die Anzahl der strafbaren Handlungen gegen die sexuelle Integrität und die Familie in explosiver Weise zugenommen. Diese Fälle sind stets schwierig zu lösen (handelt es sich um Spiele, um die Sammlung von Erfahrungen, um Liebe unter Jugendlichen oder um Perversitäten?).

Schliesslich weist der Präsident darauf hin, dass die Zahl der infolge Rückzugs von Strafanträgen erlassenen Einstellungsverfügungen erfreulicherweise hoch ist und weiter zunimmt (217 im Jahr 1999; 281 im Jahr 2000 und 291 im Jahr 2001). Der gesetzlich vorgeschriebene Vermittlungsversuch wird vom Jugendstrafrichter selber vorgenommen, oft und zur Hauptsache jedoch auch von den der Jugendstrafkammer angegliederten Sozialarbeiter.

Die Arbeit des Sozialarbeiter als "Mediator" ist sehr positiv. Er vermag nicht nur in einem grossen Teil der Fälle eine Einigung erzielen, sondern betont auch den erzieherischen Zweck seiner Intervention. Stützt man auf die zufriedenen Reaktionen der Opfer ab, befindet sich der Einsatz der Mediation bei der Lösung von Fällen mit Gewalt auf gutem Weg.

## **8. Die Betreibungsämter und das Konkursamt**

### **a) Die Betreibungsämter**

Die Geschäftsführung der Betreibungsämter im Kanton gibt zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass.

Herr Jörg Koch, Substitut seit 1998, wurde zum Vorsteher des Betreibungsamtes des Seebezirks ernannt und hat sein Amt am 1. Juni 2001 angetreten.

Die Entwicklung der Betreibungen und Konkurse im Kanton kann der Statistik entnommen werden.

### **b) Das Konkursamt**

Die Umstrukturierung, wie es die Experten nach dem Audit im Jahre 1997 vorgeschlagen hatten, wurde während des Jahres 2001 fortgesetzt. Drei Konkurskreise bestehen seit dem 1. Mai 2001: Kreis 1 umfasst die Bezirke Vivisbach, Broye, Saane und Glane, Kreis 2 die Bezirke Saane, See, Sense und Greyerz und schliesslich Kreis 3 die Bezirke Saane, See und Sense.

Die Bearbeitung rückständiger Dossiers wurde 2001 fortgesetzt. Dank dem für 2001 gewährten Zusatzpersonal konnte ein Teil dieser Dossiers abgeschlossen werden, wobei deren 100 am 31. Dezember noch offen blieben. Laut dem Vorsteher ist die Beibehaltung dieser zusätzlichen Mitarbeiter auch für das Jahr 2002 noch notwendig, wenn die Sanierung fortgesetzt werden soll. Die Schuldbetreibungs- und Konkurskammer hat diese Bitte zuhanden des Justizdepartements in diesem Sinne unterstützt.

\*\*\*\*\*

Genehmigen Sie, sehr geehrter Herr Präsident, sehr geehrte Damen und Herren Grossräte, den Ausdruck unserer vorzüglichen Hochachtung.

Freiburg, den 28. Februar 2002

Der Gerichtsschreiber:

**HENRI ANGELOZ**

Der Präsident:

**PIERRE KAESER**

## **A. Tribunal cantonal *Kantonsgericht***

### **Langue des affaires liquidées / *Sprache der erledigten Angelegenheiten***

Le Tribunal cantonal ou l'une de ses sections ont liquidé 1305 affaires en 2001, dont 1077 en français et 228 en allemand.

*Das Kantonsgericht oder eine seiner Abteilungen haben im Jahre 2001 1305 Angelegenheiten erledigt, davon 1077 auf Französisch und 228 auf Deutsch.*

# 1. 1<sup>e</sup> Cour d'appel civil

## I. Zivilappellationshof

En 2001, 71 recours ont été interjetés (2000: 70; 1999: 70; 1998: 78; 1997: 81). La Cour a rendu 73 arrêts (2000: 64; 1999: 75; 1998: 87; 1997:74).\*

*2001 wurden 71 Berufungen eingereicht (2000: 70; 1999: 70; 1998: 78; 1997: 81). Der I. Zivilappellationshof hat 73 Entscheide gefällt (2000: 64; 1999: 75; 1998: 87; 1997: 74).\**

\* En 1997, les recours contre les ordonnances de faillite étaient encore inscrits au rôle de l'ancienne Cour d'appel / *1997 wurden die Berufungen gegen die Konkursöffnungen noch vor dem alten Appellationshof anhängig gemacht.*

Au 31 décembre 2001, 52 causes étaient pendantes (2000: 54; 1999 : 47; 1998: 55; 1997: 64). Elles dataient de 1997 (1), 1999 (4), 2000 (10), 2001 (37).

*Am 31. Dezember 2001 waren 52 Angelegenheiten hängig (2000: 54; 1999 : 47; 1998: 55; 1997: 64). Sie stammen aus den Jahren 1997 (1), 1999 (4), 2000 (10), 2001 (37).*

### Récapitulation / Zusammenfassung

Recours reportés de 2000 à 2001 / <i>Von 2000 auf 2001 übertragene Berufungen</i>	54
Recours déposés en 2001 / <i>2001 eingereichte Berufungen</i>	71
Recours liquidés en 2001 / <i>2001 erledigte Berufungen</i>	73
Recours reportés en 2002 / <i>auf 2002 übertragene Berufungen</i>	52
<b>Total</b>	<b>125 125</b>

Le sort suivant a été réservé aux recours:

*Die Berufungen nahmen folgenden Ausgang:*

Admis / <i>Gutheissung</i>	9
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	16
Rejetés / <i>Abweisung</i>	22
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	11
Retirés / <i>Rückzug</i>	10
Passe-expédient / <i>Streitabstand</i>	1
Transaction / <i>Vergleich</i>	4
<b>Total</b>	<hr/> <b>73</b>

**Nature des affaires / Rechtsgebiete**

Droit des personnes / <i>Personenrecht</i>	---
Droit de la famille / <i>Familienrecht</i>	35
dont divorces / <i>davon Ehescheidungen</i>	6
Droit de la tutelle / <i>Vormundschaftsrecht</i>	2
Droit des successions / <i>Erbrecht</i>	2
Droits réels / <i>Sachenrecht</i>	5
Droit des obligations / <i>Obligationenrecht</i>	20
Divers / <i>Verschiedenes</i>	9
<b>Total</b>	<hr/> <b>73</b>

## 2. II<sup>e</sup> Cour d'appel civil II. Zivilappellationshof

En 2001, 126 causes ont été inscrites au rôle (2000: 151; 1999: 152; 1998: 145; 1997: 96)\*, dont 117 recours, 6 actions et 3 requêtes tendant à la désignation d'arbitres.

*2001 wurden 126 Angelegenheiten anhängig gemacht (2000: 151, 1999: 152; 1998: 145; 1997: 96)\*, davon 117 Berufungen, 6 Klagen und 3 Gesuche um Ernennung eines Schiedsrichters.*

La Cour ou son président ont rendu 139 arrêts (2000: 158; 1999: 154; 1998: 135; 1997: 90).\*

*Der II. Zivilappellationshof oder sein Präsident haben 139 Entscheide gefällt (2000: 158; 1999: 154; 1998: 135; 1997: 90).\**

\* Ne sont pas compris, en 1997, les recours contre les ordonnances de faillite et de mainlevée, inscrits au rôle des anciennes Cours d'appel, respectivement de cassation civile / *Nicht inbegriffen sind für 1997 die Rekurse gegen Rechtsöffnungen und Konkursöffnungen, da diese vor dem alten Appellationshof bzw. Zivilkassationshof anhängig gemacht worden waren.*

Au 31 décembre 2001, 32 causes étaient pendantes (2000: 45; 1999: 52; 1998: 53; 1997: 43). Elles dataient de 1994 (1), 1998 (1), 2000 (1) et 2001 (29).

*Am 31. Dezember 2001 waren 32 Angelegenheiten hängig (2000: 45; 1999: 52; 1998 : 53; 1997: 43). Sie stammen aus den Jahren 1994 (1), 1998 (1), 2000 (1) und 2001 (29).*

### Récapitulation / Zusammenfassung

Causes reportées de 2000 à 2001 / <i>Von 2000 auf 2001 übertragene Verfahren</i>	45
Causes introduites en 2001 / <i>2001 eingereichte Verfahren</i>	126
Causes liquidées en 2001 / <i>2001 erledigte Verfahren</i>	139
Causes reportées en 2002 / <i>auf 2002 übertragene Verfahren</i>	32
<b>Total</b>	<b>171 171</b>

### Autorité de recours / Berufungsinstanz

La Cour s'est prononcée sur 131 recours qui ont reçu le sort suivant :

*Der II. Zivilappellationshof hat 131 Rechtsmittel behandelt, welche folgenden Ausgang nahmen:*

Admis / Gutheissung	31
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	4
Rejetés / Abweisung	57
Irrecevables / Nichteintreten	26
Transaction / Vergleich	3
Sans objet / Gegenstandslos	5
Retirés / Rückzug	4
Transmis à l'autorité compétente / Überweisung an die zuständige Behörde	1
<b>Total</b>	<hr/> <b>131</b>

Quant à leur nature, ces affaires se répartissent ainsi:

*Die Angelegenheiten verteilen sich auf folgende Rechtsgebiete:*

Assistance judiciaire / Unentgeltliche Rechtspflege	21
Prud'hommes / Gewerbegerichtsbarkeit	14
Bail / Mietgerichtsbarkeit	18
Déclinatoire / Unzuständigkeitseinrede	3
Droit de la poursuite pour dettes et la faillite / Schuldbetreibungs- und Konkursrecht	68
dont faillites / davon Konkurse	20
dont mainlevées / davon Rechtsöffnungen	43
Divers / Verschiedenes	7
<b>Total</b>	<hr/> <b>131</b>

### **Instance unique / Einzige Instanz**

La Cour a rendu 5 arrêts / Der II. Zivilappellationshof hat 5 Entscheide gefällt:

- elle a pris acte d'une transaction dans le cadre d'une action fondée sur le droit d'auteur et a rejeté une autre action fondée sur le même droit. Elle a également constaté, dans ce domaine, qu'une action était devenue sans objet;

*er hat von einem Vergleich im Rahmen einer Klage aus Urheberrecht Vormerk genommen und eine andere Klage aus demselben Recht abgewiesen. In diesem Bereich hat sie ebenfalls festgestellt, dass eine Klage gegenstandslos geworden war;*

- elle a rejeté une action une action fondée sur le droit des marques;

*er hat eine Klage aus Markenschutzrecht abgewiesen;*

- elle a déclaré irrecevable une action en responsabilité de l'Etat, fondée sur une privation illégale de liberté;

*er hat eine Staatshaftungsklage wegen widerrechtlicher Freiheits-entziehung für unzulässig erklärt.*

### **Divers / Verschiedenes**

Le Président de la II<sup>e</sup> Cour d'appel civil a désigné à 2 reprises un membre d'un tribunal arbitral.

*Der Präsident des II. Zivilappellationshofs hat in 2 Fällen ein Mitglied eines Schiedsgerichts ernannt.*

### 3. Chambres des poursuites et des faillites *Schuldbetreibungs- und Konkurskammer*

En 2001, 128 causes ont été introduites (2000: 117; 1999: 108; 1998: 108; 1997: 94).

*2001 wurden 128 Verfahren eingeleitet (2000: 117; 1999: 108; 1998: 108; 1997: 94).*

La Chambre a rendu 126 décisions (2000: 114; 1999 : 100; 1998: 148; 1997: 105).

*Die Kammer hat 126 Entscheide gefällt (2000: 114; 1999 : 100; 1998: 148; 1997: 105).*

#### **Récapitulation / Zusammenfassung**

Causes reportées de 2000 à 2001 / <i>Von 2000 auf 2001 übertragene Verfahren</i>	16	
Causes introduites en 2001 / <i>2001 eingeleitete Verfahren</i>	128	
Causes liquidées en 2001, dont 111 plaintes / <i>2001 erledigte Verfahren, davon 111 Beschwerden</i>	126	
Causes reportées de 2001 à 2002 / <i>Von 2001 auf 2002 übertragene Verfahren</i>	18	
<b>Total</b>	<b>144</b>	<b>144</b>

Les plaintes liquidées l'ont été de la manière suivante :  
*Die erledigten Beschwerden nahmen folgenden Ausgang :*

Admises / <i>Gutheissung</i>	19
Partiellement admises / <i>Teilweise Gutheissung</i>	7
Rejetées / <i>Abweisung</i>	52
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	14
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	9
Retirées / <i>Rückzug</i>	10
<b>Total</b>	<b>111</b>

Temps écoulé entre le dépôt de la plainte et l'arrêt de la Chambre:  
*Zeitraum zwischen Eingang der Beschwerde und Entscheid der Kammer :*

1 à 15 jours	<i>1 bis 15 Tage</i>	23
15 jours à 1 mois	<i>15 Tage bis 1 Monat</i>	40
1 à 2 mois	<i>1 bis 2 Monate</i>	30
Plus de 2 mois	<i>mehr als 2 Monate</i>	18
<b>Total</b>		<b>111</b>

Les 111 plaintes liquidées étaient dirigées contre des décisions rendues par :  
*Die 111 erledigten Beschwerden richteten sich gegen Entscheide von :*

Offices des poursuites	<i>Betreibungsämter</i>	96
Office des faillites	<i>Konkursamt</i>	15
Administration spéciale de la faillite	<i>Ausseramtliche Konkursverwaltung</i>	0
<b>Total</b>		<b>111</b>

Elles se répartissent ainsi :

*Sie teilen sich wie folgt auf :*

### 1. Poursuites / *Betreibungen*

Arrondissement <i>Bezirke</i>	Admises <i>Gutheissung</i>	Partiellement admises <i>Teilweise Gutheissung</i>	Rejetées <i>Abweisung</i>	Irrecevables <i>Nicht- eintreten</i>	Sans objet <i>Gegen- standslos</i>	Retirées <i>Rückzug</i>	Total <i>Total</i>
Sarine / <i>Saane</i>	12	4	29	5	7	6	63
Singine / <i>Sense</i>	0	0	13	1	0	1	15
Gruyère / <i>Greyerz</i>	1	1	3	1	0	1	7
Lac / <i>See</i>	0	0	1	1	0	0	2
Glâne / <i>Glane</i>	0	0	1	0	0	0	1
Broye / <i>Broye</i>	1	0	4	0	0	1	6
Veveyse / <i>Vivisbach</i>	1	1	0	0	0	0	2
Total <i>Total</i>	15	6	51	8	7	9	96

### 2. Faillites / *Konkurse*

Office cantonal des faillites / <i>Kantonales Konkursamt</i>	4	1	1	6	2	1	15
Administration spéciale de la faillite <i>Ausseramtliche Konkursverwaltung</i>	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total général <i>Gesamttotal</i></b>	<b>19</b>	<b>7</b>	<b>52</b>	<b>14</b>	<b>9</b>	<b>10</b>	<b>111</b>

En outre, la Chambre a admis 1 demande de restitution de délai (art. 33 al. 4 LP).

*Weiter hat die Schuldbetreibungs- und Konkurskammer 1 Gesuch um Fristwiederherstellung (Art. 33 Abs. 4 SchKG) gutgeheissen.*

Elle s'est prononcée sur 3 demandes de nouvelle estimation (art. 9 al. 2 ORFI).

*Sie hat über 3 Gesuche um neue Schätzung (Art. 9 Abs. 2 VZG) entschieden.*

Enfin, dans 5 faillites, elle a fixé la rémunération de l'administration spéciale.

*Schliesslich hat sie in 5 Konkursverfahren die Entschädigung der ausseramtlichen Konkursverwaltung festgesetzt.*

**Statistiques des poursuites et des faillites dans le canton en 2001 /  
Statistik der Schuldbetreibungs- und Konkursachen im Kanton für 2001**

**Poursuites / Betreibungen**

84'861 poursuites ont été introduites en 2001 (2000: 81'418; 1999: 76'435; 1998: 79'930; 1997: 74'875).

*Im Jahre 2001 wurden 84'861 Betreibungen eingeleitet (2000: 81'418; 1999 : 76'435; 1998: 79'930; 1997: 74'875).*

Elles se répartissent ainsi :

*Sie teilen sich folgt auf:*

	Sarine Saane	Singine Sense	Gruyère Grejerz	Lac See	Glâne Glâne	Broye Broye	Veveyse Vivisbach	Total
Commandements de payer <i>Zahlungsbefehle</i>	38'092	8'182	12'228	7'849	6'010	7'669	4'831	<b>84'861</b>
Réquisitions de continuer la poursuite <i>Begehren um Fortsetzung der Betreibung</i>	25'102	6'110	9'164	5'687	4'451	5'435	3'648	<b>59'597</b>
Réquisitions de vente <i>Verwertungsbegehren</i>	685	251	479	435	232	204	70	<b>2'356</b>
Ventes mobilières <i>Verwertungen von beweglichen Sachen</i>	19	1	8	3	2	1	0	<b>34</b>
Ventes immobilières <i>Verwertungen von Liegenschaften</i>	31	5	18	13	8	18	12	<b>105</b>
Réalisations forcées chez des agriculteurs <i>Zwangsverwertungen bei Landwirten</i>	0	0	2	0	0	0	0	<b>2</b>
<b>TOTAL</b>	<b>63'929</b>	<b>14'549</b>	<b>21'899</b>	<b>13'987</b>	<b>10'703</b>	<b>13'327</b>	<b>8'561</b>	<b>146'955</b>

Il paraît intéressant de reproduire la statistique des poursuites engagées en 2001 dans l'arrondissement de la Sarine, ainsi que, pour ce même arrondissement, la statistique concernant l'enregistrement des pactes de réserve de propriété.

Von Interesse erscheint die Statistik 2001 der im Saanebezirk eingeleiteten Betreibungen sowie der in diesem Bezirk eingetragenen Eigentumsvorbehalte.

a) **Statistique des opérations de l'office**

**Statistik der Handlungen des Betreibungsamtes**

	2000	2001
Poursuites engagées / eingeleitete Betreibungen	35'571	38'092
Réquisitions de continuer / Fortsetzungsbegehren	22'285	25'102
Saisies exécutées / Vollzogene Pfändungen	7'546	9'186
Comminations de faillite / Konkursandrohungen	817	835
Actes de défaut de biens définitifs / Definitive Verlustscheine	10'356	10'903
Prises d'inventaire (loyer) / Retentionsverzeichnisse (Miete)	42	48
Séquestres / Arrest	16	15
Ventes exécutées / Vollzogene Verwertungen		
- mobilières - bewegliche Sachen	11	19
- immobilières - Liegenschaften	120	31
Réserves de propriété / Eigentumsvorbehalte	121	70
Renseignements / Auskünfte	20'046	20'782
Réquisitions de vente / Verwertungsbegehren		685

b) **Statistique des poursuites engagées**  
**Statistik der eingeleiteten Betreibungen**

	2000	2001
Impôts / <i>Steuern</i>	8'415	10'751*
Fournisseurs / <i>Lieferanten</i>	7'693	8'466
A.V.S. / <i>AHV</i>	2'003	2'124
Frais judiciaires / <i>Gerichtskosten</i>	641	588
Amendes et taxes diverses / <i>Bussen und verschiedene Gebühren</i>	996	362
Loyers, fermages / <i>Miete, Pacht</i>	776	897
Prises d'inventaire / <i>Aufnahme Güterverzeichnis</i>	43	48
Cotisations syndicales / <i>Gewerkschaftsbeiträge</i>	78	125
Assurances diverses / <i>Verschiedene Versicherungsbeiträge</i>	11'757	11'324
Banques/ <i>Banken</i>	1'066	1'003
Réalisations de gages mobiliers et immobiliers / <i>Verwertung von Fahrnis- und Grundpfandrechten</i>	260	297
Honoraires de médecins, frais d'hôpitaux, pharmacies <i>Honorare von Ärzten, Spitalkosten, Apotheken</i>	1'489	1'740
Honoraires d'avocats / <i>Anwaltshonorare</i>	139	107
Pensions alimentaires / <i>Unterhaltsbeiträge</i>	158	184
Effets de change / <i>Wechselbetreibungen</i>	7	7
Indemnités, réparation de dommages / <i>Entschädigungen, Schadenersatz</i>	28	35
Séquestres / <i>Arrest</i>	16	15
Divers / <i>Verschiedenes</i>	6	19

\*On note une augmentation de 28 % des poursuites pour les impôts /  
 Zu vermerken ist eine Erhöhung der Betreibungen für Steuern um 28 %

c) **Enregistrement des pactes de réserve de propriété**  
**Eintragung von Eigentumsvorbehalten**

	2000	2001
Mobilier de ménage / <i>Hausrat</i>	0	2
Voitures automobiles / <i>Personenwagen</i>	67	33
Motos, vélomoteurs / <i>Motorräder, Motorfahräder</i>	0	0
Camions, machines d'entreprises / <i>Lastwagen, Geschäftsmaschinen</i>	7	20
Tracteurs, machines agricoles / <i>Traktoren, Landwirtschaftliche Maschinen</i>	14	11
Radios, grammos, enregistreurs, TV / <i>Radios, Schallplatten-, Kassettengeräte, TV</i>	0	0
Machines et matériels d'agencement pour hôtel, restaurant, magasins / <i>Maschinen und Einrichtungsgegenstände für Hotels, Restaurants, Geschäfte</i>	19	0
Équipement de bureaux / <i>Büroeinrichtungen</i>	1	0
Divers / <i>Verschiedenes</i>	13	4
<b>Total</b>	<b>121</b>	<b>70</b>

Valeur totale des montants garantis figurant sur les contrats enregistrés:

*Gesamtwert der gemäss den eingetragenen Verträgen sichergestellten Beträge:*

2001: Fr. 3'131'482.70; 2000: Fr. 6'078'958.55; 1999: Fr. 2'928'151.50;  
 1998: Fr. 4'771'249.90; 1997: Fr. 3'700'754.45; 1996: Fr. 5'380'066.--;

## Faillites / Konkurse

---

316 faillites ont été prononcées en 2001 (2000: 366; 1999: 371; 1998: 335; 1997: 370).

2001 wurden 316 Konkurse eröffnet (2000: 366; 1999: 371; 1998: 335; 1997: 370).

294 faillites ont été liquidées.  
294 Konkurse wurden abgeschlossen.

173 faillites antérieures à l'année 2001 ne sont pas liquidées.  
173 vor 2001 eröffnete Konkurse sind noch nicht abgeschlossen.

Les faillites prononcées en 2001 se répartissent ainsi:  
Die 2001 eröffneten Konkurse verteilen sich wie folgt:

Arrondissements / Bezirke

Sarine / Saane	178
Singine / Sense	17
Gruyère / Greyerz	42
Lac / See	25
Glâne / Glane	18
Broye / Broye	15
Veveyse / Vivisbach	21

<b>Total</b>	<b>316</b>
--------------	------------

**Procédure suivie / Verfahren:**

• **Ouvertures de faillite / Konkursöffnungen**

Procédure ordinaire / <i>Ordentliches Verfahren</i>	0
Procédure sommaire / <i>Summarisches Verfahren</i>	205
Annulation / <i>Aufhebung</i>	5
Révocation / <i>Widerruf</i>	2
Suspension faute d'actif / <i>Einstellung mangels Aktiven</i>	97
<b>Total</b>	<b>309*</b>

\* dans 7 cas, on ignorait encore si la faillite serait liquidée ou suspendue /  
*in 7 Fällen war noch unklar, ob das Konkursverfahren durchgeführt oder  
eingestellt wird.*

• **Liquidations de faillite / Konkursverfahren**

Procédure ordinaire / <i>Ordentliches Verfahren</i>	1	--
Procédure sommaire / <i>Summarisches Verfahren</i>	226	134
Suspension ultérieure faute d'actif / <i>Spätere Einstellung mangels Aktiven</i>	67	
Révocation / <i>Widerruf</i>	0	9
<b>Total</b>	<b>294</b>	

Total des pertes résultant des procédures ordinaires et sommaires:

*Gesamtbetrag der Verluste in den ordentlichen und summarischen Verfahren:*

2001: Fr. 205'163'914.--; 2000: Fr. 51'930'227.80; 1999: Fr. 128'291'401.40;  
1998: Fr. 133'593'864.28; 1997: Fr. 102'110'210.42; 1996: Fr. 56'024'550.98.

## Concordats / Nachlassverträge

---

En 2001, 2 concordats ordinaires et 1 concordat par abandon d'actif ont été homologués. 1 concordat a été révoqué et 8 sursis concordataires ont été accordés.

*2001 wurden 2 ordentlicher Nachlassverträge und 1 Nachlassvertrag mit Vermögensabtretung bestätigt. 1 Nachlassvertrag wurde aufgehoben und 8 Nachlassstundungen wurden gewährt.*

#### 4. Cour de modération *Moderationshof*

19 affaires ont été inscrites au rôle en 2001 (2000: 57; 1999 : 58; 1998: 69; 1997:62).

*2001 wurden 19 Angelegenheiten anhängig gemacht (2000: 57; 1999 : 58; 1998: 69; 1997: 62).*

La nouvelle loi sur l'assistance judiciaire ne prévoit pas, contrairement à l'ancienne, la soumission d'office à la Cour des décisions de première instance fixant l'indemnité du défenseur d'office, lorsque celle-ci dépasse un certain montant. Cela explique la diminution des affaires inscrites au rôle par rapport aux années précédentes

*Im Gegensatz zum alten Gesetz sieht das neue Gesetz über die unentgeltliche Rechtspflege nicht vor, die erstinstanzlichen Entscheide betreffend die Festsetzung der Entschädigung der amtlichen Rechtsbeistände von Amtes wegen dem Moderationshof zu unterbreiten, wenn die Entschädigung einen bestimmten Betrag überschreitet. Dieser Umstand erklärt die Abnahme der einregistrierten Angelegenheiten im Vergleich zu den Vorjahren.*

#### **Récapitulation / Zusammenfassung**

Causes reportées de 2000 à 2001 / <i>Von 2000 auf 2001 übertragene Verfahren</i>		8	
Causes introduites en 2001 / 2001 eingereichte Verfahren		19	
Causes liquidées en 2001 / 2001 erledigte Verfahren	21		
Causes reportées de 2001 à 2002 / <i>Von 2001 auf 2002 übertragene Verfahren</i>	6		
<b>Total</b>		<b>27</b>	<b>27</b>

Les 21 décisions rendues concernaient notamment :

*Die 21 gefällten Entscheide betrafen insbesondere :*

**Art. 14 ss du Tarif des honoraires et débours d'avocat dus à titre de dépens** (litiges de partie à partie: recours contre des ordonnances présidentielles)

**Art. 14 ff. des Tarifs der als Parteikosten in Zivilsachen geschuldeten Anwalts honorare und -auslagen** (Streitigkeiten unter den Parteien: Rekurse gegen Präsidialverfügungen)

Admis / <i>Gutheissung</i>	2
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	5
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	3
Retirés / <i>Rückzug</i>	1
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	1
<b>Total</b>	<b>12</b>

**Art. 23 al. 2 et 25 de la loi du 10 mai 1977 sur la profession d'avocat** (contestations avocat - client dans les affaires qui n'ont pas été portées devant le juge et recours).

**Art. 23 Abs. 2 und 25 des Gesetzes vom 10. Mai 1977 über den Anwaltsberuf** (Streitigkeiten Anwalt - Klient in Angelegenheiten, die nicht vor den Richter gebracht wurden, sowie Beschwerden)

Demandes ou recours admis / <i>Klagen oder Beschwerden gutgeheissen</i>	1
Rejetés / <i>Abweisung</i>	1
Irrecevables/ <i>Nichteintreten</i>	2
<b>Total</b>	<b>4</b>

**Art. 21 de la loi sur l'assistance judiciaire** (indemnité globale au défenseur d'office en matière civile - recours contre ordonnances présidentielles)

**Art. 21 des Gesetzes über die unentgeltliche Rechtspflege** (*Pauschalentschädigung an den amtlichen Verteidiger in Zivilsachen - Beschwerden gegen Präsidialverfügungen*)

Admis / Gutheissung	1
Rejetés / Abweisung	3
<b>Total</b>	<b>4</b>

**Art. 26 de la loi sur l'assistance judiciaire** (indemnité globale au défenseur d'office en matière pénale - recours contre ordonnances présidentielles)

**Art. 26 des Gesetzes über die unentgeltliche Rechtspflege** (*Pauschalentschädigung an den amtlichen Verteidiger in Strafsachen - Beschwerden gegen Präsidialverfügungen*)

Admis / Gutheissung	1
<b>Total</b>	<b>1</b>

## 5. Chambre des tutelles Vormundschaftskammer

11 affaires ont été inscrites au rôle en 2001 (2000: 17; 1999: 14; 1998: 20; 1997: 10).

*2001 wurden 11 Angelegenheiten anhängig gemacht (2000: 17; 1999: 14; 1998: 20; 1997: 10).*

La Chambre a rendu 13 décisions (2000: 17; 1999: 10; 1998: 19; 1997: 9).

*Die Vormundschaftskammer hat 13 Entscheide gefällt (2000: 17; 1999: 10; 1998: 19; 1997: 9).*

Au 31 décembre 2001, 2 affaires étaient encore pendantes.

*Am 31. Dezember 2001 waren noch 2 Angelegenheiten hängig.*

4 recours ont été admis; 2 ont été rejetés et 5 ont été déclarés irrecevables. 2 demandes de transfert de tutelle à l'autorité tutélaire fribourgeoise ont été admises.

*4 Beschwerde wurden gutgeheissen, 2 abgewiesen und auf 5 wurde nicht eingetreten. 2 an eine Freiburger Vormundschaftsbehörde weitergeleitete Gesuche um Übernahme der Vormundschaft wurden gutgeheissen.*

Il paraît intéressant de reproduire le récapitulatif des mesures de tutelle nouvelles ordonnées en 2001 dans tout le canton, ainsi que celui desdites mesures en vigueur à fin 2001.

*Es erscheint aufschlussreich, an dieser Stelle eine Aufstellung der 2001 im ganzen Kanton neu angeordneten vormundschaftlichen Massnahmen sowie die Anzahl der Ende 2001 noch bestehenden Massnahmen wiederzugeben.*

Nombre de personnes à l'égard desquelles de nouvelles mesures de tutelle ont été ordonnées en 2001 dans le canton :

**Zusammenfassende Darstellung der Personen, die 2001 im Kanton neu von vormundschaftlichen Massnahmen betroffen waren:**

<b>A. Majeurs / Mündige</b>		1.1.-31.12.01
- interdiction / <i>Entmündigung</i>	art. 369	41
- interdiction / <i>Entmündigung</i>	art. 370	8
- interdiction / <i>Entmündigung</i>	art. 371	4
- interdiction / <i>Entmündigung</i>	art. 372	69
- dont placement sous autorité parentale davon <i>Unterstellung unter die elterliche Gewalt</i>	art. 385	17
- curatelle / <i>Beistandschaft</i>	art. 392	43
- curatelle / <i>Beistandschaft</i>	art. 392/393	60
- curatelle / <i>Beistandschaft</i>	art. 394	221
- conseil légal (coopérant/gérant/combiné) <i>Beiratschaft (Mitwirkung/Verwaltung/kombinierte)</i>	art. 395	54
- Priv. lib. ass. / <i>FFE</i>	art. 397a	145
<b>B. Mineurs / Unmündige</b>		
- mesures protectrices / <i>geeignete Massnahmen</i>	art. 307	39
- curatelle / <i>Beistandschaft</i>	art. 308	211
- curatelle/constatation de la paternité <i>Beistandschaft/Feststellung der Vaterschaft</i>	art. 309	83
- retrait du droit de garde des père et mère <i>Aufhebung der elterlichen Obhut</i>	art. 310	20
- retrait de l'autorité parentale / <i>Entziehung der elterlichen Gewalt</i>	art. 311/312	10
- mesures pour la protection des biens de l'enfant <i>Geeignete Massnahmen zum Schutz des Kindesvermögens</i>	art. 324	3
- curatelle d'administration des biens de l'enfant <i>Beistandschaft für Verwaltung des Kindesvermögens</i>	art. 325	2
- tutelle pour mineurs / <i>Vormund für Unmündige</i>	art. 368	59
- curatelle pour mineurs / <i>Beistand für Unmündige</i>	art. 392	117
- représentation de l'enfant dans la procédure de divorce / <i>Vertretung von Kindern in Scheidungsverfahren</i>	art. 146	7
- autorité parentale conjointe art. 298 a / art. 7a al. 3 Titre final en relation avec art. 134 al. 3 <i>Zuteilung der gemeinsamen elterlichen Sorge</i> Art. 298a / Art. 7a Abs. 3 Schlt i.V. mit Art. 134 Abs. 3		21

Nombre de personnes concernées par des mesures de tutelle en vigueur au 31 décembre 2001 dans tout le canton :

**Zusammenfassende Darstellung der Personen, die Ende 2001 im Kanton von rechtskräftigen vormundschaftlichen Massnahmen betroffen sind:**

<b>A. Majeurs / Mündige</b>		31.12.01
- tutelle / Vormundschaft	art. 369	487
- tutelle / Vormundschaft	art. 370	104
- tutelle / Vormundschaft	art. 371	12
- tutelle / Vormundschaft	art. 372	819
- curatelle / Beistandschaft	art. 392	123
- curatelle / Beistandschaft	art. 392/393	285
- curatelle / Beistandschaft	art. 394	1135
- conseil légal (coopérant/gérant/combiné) Beiratschaft (Mitwirkung/Verwaltung/kombinierte)	art. 395	456
- Priv. lib. ass. / FFE	art. 397a	29
<b>B. Mineurs / Unmündige</b>		
- mesures protectrices / geeignete Massnahmen	art. 307	281
- curatelle / Beistandschaft	art. 308	599
- curatelle/constatation de la paternité Beistandschaft/Feststellung der Vaterschaft	art. 309	134
- retrait du droit de garde des père et mère Aufhebung der elterlichen Obhut	art. 310	41
- retrait de l'autorité parentale / Entziehung der elterlichen Gewalt	art. 311/312	32
- mesures pour la protection des biens de l'enfant Geeignete Massnahmen zum Schutz des Kindesvermögens	art. 324	10
- curatelle d'administration des biens de l'enfant Beistandschaft für Verwaltung des Kindesvermögens	art. 325	17
- tutelle pour mineurs / Vormund für Unmündige	art. 368	243
- curatelle pour mineurs / Beistand für Unmündige	art. 392	126
- représentation de l'enfant dans la procédure de divorce / Vertretung von Kindern in Scheidungsverfahren	art. 146	13
- autorité parentale conjointe art. 298 a / art. 7a al. 3 Titre final en relation avec art. 134 al. 3 Zuteilung der gemeinsamen elterlichen Sorge Art. 298a / Art. 7a Abs. 3 Schl. i.V. mit Art. 134 Abs. 3		14

## **6. Chambre du registre du commerce *Handelsregisterkammer***

3 affaires ont été inscrites au rôle en 2001 (2000: 3; 1999: 2; 1998: 4; 1997: 9). La Chambre a rendu 2 arrêts (2000: 3; 1999: 2; 1998: 5; 1997: 7).

*2001 wurden 3 Angelegenheiten anhängig gemacht (2000: 3; 1999: 2; 1998: 4; 1997: 9). Die Handelsregisterkammer hat 2 Entscheide gefällt (2000: 3; 1999: 2; 1998: 5; 1997: 7).*

## 7. Cour d'appel pénal Strafappellationshof

En 2001, 80 recours ont été interjetés (2000: 76; 1999: 67; 1998: 54; 1997: 85). La Cour a rendu 64 arrêts (2000: 77; 1999: 44; 1998: 110; 1997: 85).\*

*2001 wurden 80 Berufungen eingereicht (2000: 76; 1999: 67; 1998: 54; 1997: 85). Der Hof hat 64 Entscheide gefällt (2000: 77; 1999: 44; 1998: 110; 1997: 85).\**

\* Les chiffres pour les années 1997 et 1998 (jusqu'au 30 novembre) concernent l'ancienne Cour de cassation pénale / *Die Zahlen für die Jahre 1997 und 1998 (bis zum 30. November) betreffen den alten Strasskassationshof.*

### Récapitulation / Zusammenfassung

Recours reportés de 2000 à 2001 / <i>Von 2000 auf 2001 übertragene Berufungen</i>		36
Recours déposés en 2001 / <i>2001 eingereichte Berufungen</i>		80
Recours liquidés en 2001 / <i>2001 erledigte Berufungen</i>	64	
Recours reportés en 2002 / <i>auf 2002 übertragene Berufungen</i>	52	
<b>Total</b>	<b>116</b>	<b>116</b>

Les 64 recours liquidés ont reçu le sort suivant:

*Die 64 erledigten Beschwerden nahmen folgenden Ausgang:*

Admis / <i>Gutheissung</i>		13
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>		9
Rejetés / <i>Abweisung</i>		30
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>		10
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>		1
Transmis à l'autorité compétente / <i>Überweisung an die zuständige Behörde</i>		1
<b>Total</b>	<b>64</b>	<b>64</b>

Ces 64 recours étaient dirigés contre des jugements rendus par:

*Diese 64 Beschwerden richteten sich gegen Urteile folgender Behörden:*

Tribunal pénal d'arrondissement / <i>Bezirksstrafgericht</i>	38
Juge de police / <i>Polizeirichter</i>	26
<b>Total</b>	<hr/> <b>64</b>

La Cour a accueilli 13 requêtes de radiation au casier judiciaire, en a déclaré 2 irrecevables et 3 autres sans objet.

*Der Strafappellationshof hat 13 Gesuche um Löschung eines Eintrags im Strafregister gutgeheissen, ist auf 2 Gesuche nicht eingetreten und hat 3 Gesuche als gegenstandslos abgeschrieben.*

## 8. Chambre pénale Strafkammer

En 2001, 828 affaires ont été inscrites au rôle de la Chambre et de son président (2000: 777; 1999: 818). La Chambre s'est prononcée sur 454 cas (2000: 457; 1999: 425) qui se répartissent ainsi :

*2001 wurden 828 Angelegenheiten vor der Kammer und ihrem Präsidenten anhängig gemacht (2000 : 777; 1999: 818). Die Kammer hat 454 Fälle erledigt (2000: 457; 1999: 425), die sich wie folgt verteilen :*

• Visa du maintien en détention préventive / <i>Visum der Aufrechterhaltung der Untersuchungshaft</i>	233
• Recours contre décisions / <i>Beschwerden gegen Entscheide</i>	158
- du juge d'instruction / <i>des Untersuchungsrichters</i>	148
dont mise en détention <i>davon Untersuchungshaft</i>	2
refus de <i>davon Verweigerung der</i>	
mise en liberté <i>Freilassung</i>	14
renvoi/renonciation <i>davon Überweisung/</i>	
à la poursuite <i>Verzicht auf die</i>	
<i>Strafverfolgung</i>	97
- du tribunal pénal d'arrondissement / <i>des Bezirksstrafgerichts</i>	2
- du juge pénal des mineurs / <i>des Jugendstrafrichters</i>	1
- du préfet / <i>des Oberamtmannes</i>	4
- de la Cour d'appel pénal / <i>des Strafappellationshofes</i>	2
- du juge de police / <i>des Polizeirichters</i>	1
• Demandes de révision / <i>Revisionsgesuche</i>	5
• Requêtes d'indemnité / <i>Entschädigungsgesuche</i>	38
• Non-lieu / <i>Einstellung</i>	12
• Divers / <i>Verschiedenes</i>	8
	<b>454</b>

L'application du nouvel art. 242 CPP, qui confère à celui qui subit un préjudice causé par une arrestation ou une détention injustifiée ou par une erreur judiciaire (al. 1) ou par un autre acte de procédure (al. 2) le droit à une indemnité à l'encontre de l'Etat, a donné lieu à l'allocation d'une indemnité dans 11 affaires pour un montant total de 93'000 francs. Dans 5 affaires, l'indemnité a été allouée sur la base de l'alinéa 1 et dans les 6 autres sur la base de l'alinéa 2. Dans un cas, le montant alloué sur la base de l'alinéa 1 s'est élevé à 48'000 francs.

*Art. 242 StPO gibt jenen Personen, die durch eine ungerechtfertigte Inhaftierung oder Untersuchungshaft oder einen Justizirrtum (Abs. 1) oder eine andere Prozesshandlung (Abs. 2) einen Schaden erlitten haben, einen Anspruch auf Schadenersatz. Dies hat in 11 Fällen zur Ausrichtung einer Entschädigung von insgesamt Fr. 93'000.-- geführt. In 5 Fällen wurde die Entschädigung in Anwendung vom Absatz 1 und in den übrigen 6 Fällen in Anwendung vom Absatz 2 ausgerichtet. In einem Fall betrug die in Anwendung vom Absatz 1 zugesprochene Entschädigung Fr. 48'000.--.*

Les désignations de défenseur d'office mises à part, le président de la Chambre pénale s'est prononcé sur 188 cas, dont 89 mesures de surveillance et 6 questions de for (2000: 101, dont 53 et 5; 1999: 100, dont 75 et 4).

*Abgesehen von den Zuweisungen von amtlichen Verteidigern hat der Präsident der Strafkammer über 188 Fälle entschieden, davon 89 Überwachungsmaßnahmen und 6 Gerichtsstandsfragen (2000: 101, davon 53 und 5; 1999: 100, davon 75 und 4).*

## **9. Autorité de surveillance Aufsichtsbehörde**

Le Tribunal cantonal a classé sans suite 1 plainte contre un juge d'instruction et 1 plainte contre un juge de paix.

*Das Kantonsgericht hat 1 gegen einen Untersuchungsrichter und 1 gegen einen Friedensrichter gerichtete Beschwerde ohne Folge klassiert.*

Le Tribunal cantonal s'est en outre prononcé sur 2 requêtes de levée du secret de fonction.

*Weiter hat das Kantonsgericht über 2 Gesuche um Befreiung vom Amtsgeheimnis entschieden.*

## **10. Autorité de surveillance des avocats Aufsichtsbehörde über die Rechtsanwälte**

Le Tribunal cantonal a classé 7 dénonciations déposées à l'encontre d'avocats.

*Das Kantonsgericht hat 7 gegen Rechtsanwälte gerichtete Anzeigen klassiert.*

Le Tribunal cantonal s'est prononcé sur une requête de levée du secret professionnel.

*Das Kantonsgericht hat über ein Gesuch um Befreiung vom Berufsgeheimnis entschieden.*

## 11. Autres attributions du Tribunal cantonal *Weitere Aufgaben des Kantonsgerichts*

### Récusation / *Ausstand*

Le Tribunal cantonal a pris acte de la récusation

- d'un tribunal civil ou d'un président de tribunal et de son suppléant dans 7 cas
- d'un tribunal des baux ou d'un président de tribunal et de son suppléant dans 3 cas
- d'une chambre des prud'hommes ou d'un président de chambre et de son suppléant dans 1 cas
- d'un juge de police dans 1 cas
- des juges d'instruction dans 14 cas
- d'un préfet et de son lieutenant dans 6 cas.
- d'une justice de paix dans 3 cas

Ces affaires ont été renvoyées à la connaissance d'une autre autorité judiciaire de même degré. En cas de récusation des juges d'instruction, ont souvent été désignés comme remplaçants des présidents de tribunal de 1<sup>ère</sup> instance.

### *Das Kantonsgericht hat vom Ausstand*

- *eines Zivilgerichts oder eines Gerichtspräsidenten und dessen Stellvertreters in 7 Fällen*
- *eines Mietgerichts oder eines Gerichtspräsidenten und dessen Stellvertreters in 3 Fällen*
- *einer Gewerbekammer oder eines Präsidenten dieser Kammer und dessen Stellvertreters in 1 Fall*
- *eines Polizeirichters in 1 Fall*
- *der Untersuchungsrichter in 14 Fällen*
- *eines Oberamtmanns und dessen Stellvertreters in 3 Fällen*
- *eines Friedensgerichts in 3 Fällen*

*Vormerk genommen. Diese Angelegenheiten wurden einer anderen Gerichtsbehörde gleichen Grades zur weiteren Behandlung überwiesen. Im Falle des Ausstandes der Untersuchungsrichter wurden oft Gerichtspräsidenten 1. Instanz als Ersatzrichter bezeichnet.*

## **Divers / Verschiedenes**

Le Tribunal cantonal a, 38 reprises, autorisé un avocat qui n'était pas au bénéfice d'une patente fribourgeoise à représenter, à assister ou à défendre une partie en justice dans une cause déterminée.

*Das Kantonsgericht hat in 38 Fällen Rechtsanwälte ohne freiburgisches Patent ermächtigt, in einer bestimmten Streitsache eine Partei zu vertreten, zu verbeiständen oder zu verteidigen.*

En application des conventions relatives à l'entraide judiciaire internationale en matière civile ou commerciale, le Tribunal cantonal a connu de 156 affaires concernant des communications diverses ou des commissions rogatoires.

*In Anwendung der Übereinkommen über die internationale Rechtshilfe in Zivil- oder Handelssachen hat das Kantonsgericht über 156 Gesuche betreffend Zustellungen oder rogatorische Einvernahmen entschieden.*

## 12. Recours au Tribunal fédéral Beschwerden an das Bundesgericht

	Admis Gut- heissung	Partiellement admis Teilweise Gutheissung	Rejetés Abweisung	Irrecevables Nichteintreten	Sans objet Gegen- standslos	Retirés Rückzug	Total
Tribunal cantonal <i>Kantonsgericht</i>	0	0	0	0	0	1	1
I <sup>e</sup> Cour d'appel <i>I. Appellationshof</i>	1	0	5	4	0	0	10
II <sup>e</sup> Cour d'appel <i>II. Appellationshof</i>	0	1	3	3	0	0	7
Cour d'appel <i>Appellationshof</i>	0	1	1	0	0	0	2
Chambre des poursuites et des faillites <i>Schuldbetreibungs- und Konkurskammer</i>	1	0	6	6	0	1	14
Cour de modération <i>Moderationshof</i>	0	0	1	1	0	1	3
Chambre des tutelles <i>Vormundschaftskammer</i>	0	0	0	1	0	0	1
Cour d'appel pénal <i>Strafappellationshof</i>	1	0	11	1	0	0	13
Chambre pénale <i>Strafkammer</i>	1	0	1	4	0	0	6
Président de la Chambre pénale <i>Präsident der Straf- kammer</i>	1	0	2	1	0	0	4
<b>Total</b>	<b>5</b>	<b>2</b>	<b>30</b>	<b>21</b>	<b>0</b>	<b>3</b>	<b>61</b>

### 13. Assistance judiciaire Unentgeltliche Rechtspflege

#### En matière civile / in Zivilsachen

Assistance judiciaire comprenant la dispense des frais judiciaires et des sûretés ainsi que la désignation d'un défenseur d'office <i>Unentgeltliche Rechtspflege, welche die Befreiung von den Gerichtskosten und der Leistung von Sicherheiten sowie die Bestellung eines amtlichen Rechtsbeistandes umfasst</i>				
Arrondissements Bezirke	Octroi non subordonné au paiement d'une contribution mensuelle <i>Nicht von der bezahlung eines monatlichen Beitrages abhängige Gewährung</i>	Octroi subordonné à un tel paiement <i>Von einer solchen Bezahlung abhängige Gewährung</i> (art. 8 al. 2 LAJ / URPG)	Refusée Abweisung	Retirée Rückzug
Sarine / Saane	141	31	22	1
Singine / Sense	46	4	9	1
Gruyère / Greyerz	93	13	24	2
Lac / See	37	1	12	2
Glâne / Glane	21	2	7	7
Broye / Broye	19	14	5	0
Veveyse / Vivisbach	11	4	5	2
<b>Total</b>	<b>368</b>	<b>69</b>	<b>84</b>	<b>15</b>

Assistance judiciaire comprenant la dispense des frais judiciaires et des sûretés / <i>Unentgeltliche Rechtspflege, welche die Befreiung von den Gerichtskosten und der Leistung von Sicherheiten umfasst</i>				
Arrondissements Bezirke	Octroi non subordonné au paiement d'une contribution mensuelle <i>Nicht von der bezahlung eines monatlichen Beitrages abhängige Gewährung</i>	Octroi subordonné à un tel paiement <i>Von einer solchen Bezahlung abhängige Gewährung</i> (art. 8 al. 2 LAJ / URPG)	Refusée Abweisung	Retirée Rückzug
Sarine / Saane	22	0	7	0
Singine / Sense	5	0	2	0
Gruyère / Greyerz	14	0	0	0
Lac / See	9	0	0	0
Glâne / Glane	8	1	1	0
Broye / Broye	4	0	1	0
Veveyse / Vivisbach	1	0	0	0
<b>Total</b>	<b>63</b>	<b>1</b>	<b>11</b>	<b>0</b>

Assistance judiciaire comprenant la dispense des frais judiciaires et des sûretés ainsi que la désignation d'un défenseur d'office <i>Unentgeltliche Rechtspflege, welche die Befreiung von den Gerichtskosten und der Leistung von Sicherheiten sowie die Bestellung eines amtlichen Rechtsbeistandes umfasst</i>				
	Octroi non subordonné au paiement d'une contribution mensuelle <i>Nicht von der bezahlung eines monatlichen Beitrages abhängige Gewährung</i>	Octroi subordonné à un tel paiement <i>Von einer solchen Bezahlung abhängige Gewährung</i> (art. 8 al. 2 LAJ / URPG)	Refusée <i>Abweisung</i>	Retirée <i>Rückzug</i>
I <sup>e</sup> Cour d'appel / <i>I. Appellationshof</i>	10	0	3	5
II <sup>e</sup> Cour d'appel <i>II. Appellationshof</i>	0	1	2	0
Chambre des poursuites et des faillites / <i>Schuldbetreibungs- und Konkurskammer</i>	0	0	1	0
<b>Total</b>	<b>10</b>	<b>1</b>	<b>6</b>	<b>5</b>

Assistance judiciaire comprenant la dispense des frais judiciaires et des sûretés / <i>Unentgeltliche Rechtspflege, welche die Befreiung von den Gerichtskosten und der Leistung von Sicherheiten umfasst</i>				
	Octroi non subordonné au paiement d'une contribution mensuelle <i>Nicht von der bezahlung eines monatlichen Beitrages abhängige Gewährung</i>	Octroi subordonné à un tel paiement <i>Von einer solchen Bezahlung abhängige Gewährung</i> (art. 8 al. 2 LAJ / URPG)	Refusée <i>Abweisung</i>	Retirée <i>Rückzug</i>
I <sup>e</sup> Cour d'appel / <i>I. Appellationshof</i>	3	0	0	0
II <sup>e</sup> Cour d'appel <i>II. Appellationshof</i>	0	0	3	0
Cour de modération / <i>Moderationshof</i>	2	0	2	0
<b>Total</b>	<b>5</b>	<b>0</b>	<b>5</b>	<b>0</b>

### **En matière pénale / in Strafsachen**

Le Président de la Chambre pénale a rendu 235 arrêts en matière d'assistance judiciaire (2000: 243; 1999: 295). Il a désigné un défenseur au prévenu, en application de l'art. 37 CPP, dans 156 cas (2000: 175; 1999: 261), et au lésé, en application de l'art. 40 al. 2 CPP, dans 20 cas (2000: 21; 1999: 24).

*Der Präsident der Strafkammer hat 235 Entscheide im Bereich der unentgeltlichen Rechtspflege gefällt (2000: 243; 1999: 295). Er hat in Anwendung von Art. 37 StPO in 156 Fällen (2000: 175; 1999: 261) dem Beschuldigten und in Anwendung von Art. 40 Abs. 2 StPO in 20 Fällen (2000: 21; 1999: 24) dem Geschädigten einen Verteidiger zugewiesen.*

## **B. Ministère public Staatsanwaltschaft**

La Procureure générale ou ses substituts ont interjeté 10 recours en appel pénal (2000: 4; 1999: 6; 1998: 5; 1997: 17). 3 recours ont été admis et 1 a été déclaré irrecevable; les autres sont pendants. Le Ministère public s'est en outre déterminé à 40 reprises sur des recours.

*Die Staatsanwältin oder ihre Substitute haben 10 Berufungen eingereicht (2000: 4; 1999: 6; 1998: 5; 1997: 17). 3 Berufungen wurden gutgeheissen und auf 1 wurde nicht eingetreten; die übrigen Berufungen sind noch hängig. Die Staatsanwaltschaft hat ausserdem in 40 Fällen eine Vernehmlassung eingereicht.*

Le Ministère public a interjeté 20 recours auprès de la Chambre pénale (2000: 8; 1999: 8; 1998 : 6; 1997: 7). 12 recours ont été admis et 4 ont été rejetés; les autres sont pendants. Le Ministère public s'est en outre déterminé à 95 reprises sur des affaires enregistrées.

*Die Staatsanwaltschaft hat bei der Strafkammer 20 Beschwerden eingereicht (2000: 8; 1999: 8; 1998: 6; 1997: 7), von denen 12 gutgeheissen und 4 abgewiesen wurden; die übrigen sind noch hängig. Die Staatsanwaltschaft hat ausserdem in 95 Fällen eine Vernehmlassung eingereicht.*

La Procureure générale ou ses substituts ont comparu à 160 reprises devant les tribunaux de 1<sup>ère</sup> instance et à 16 reprises devant la Cour d'appel pénal. Ils ont également participé à 228 auditions d'instruction.

*Die Staatsanwältin oder ihre Substitute sind in 160 Fällen vor den Gerichten 1. Instanz und in 16 Fällen vor dem Strafappellationshof aufgetreten. Sie haben auch an 228 untersuchungsrichterlichen Einvernahmen teilgenommen.*

## C. Tribunaux d'arrondissement *Bezirksgerichte*

### 1. Affaires civiles / *Zivilverfahren*

#### a) aa. Tribunaux d'arrondissement *Bezirksgerichte*

Tribunaux d'arrondissement <i>Bezirksgerichte</i>	Affaires inscrites au rôle / <i>Eingereichte Angelegenheiten</i>	Jugements rendus / <i>Gefällte Entscheide</i>	Affaires en cours / <i>Hängige Angelegenheiten</i>	dont inscrites au rôle jusqu'au 31.12.1999 / davon bis 31.12.1999 <i>eingereicht</i>
Sarine / <i>Saane</i>	289 <sup>1)</sup>	306 <sup>2)</sup>	368 <sup>3)</sup>	105
Singine / <i>Sense</i>	53	64	70	25
Gruyère / <i>Greyerz</i>	113	115	116	18
Lac / <i>See</i>	62 <sup>4)</sup>	62 <sup>5)</sup>	63 <sup>6)</sup>	12
Glâne / <i>Glane</i>	52	49	50	10
Broye / <i>Broye</i>	53	34	79	16
Veveyse / <i>Vivisbach</i>	36	24	35	9
<b>Total</b>	<b>658</b>	<b>654</b>	<b>781</b>	<b>195</b>

En 2000	651	883	813
En 1999	1288	1327	812

- (1) dont 14 en allemand/davon 14 auf deutsch (2000:15)  
(2) dont 20 en allemand/davon 20 auf deutsch (2000:9)  
(3) dont 16 en allemand/davon 16 auf deutsch (2000:20)  
(4) dont 15 en français/davon 15 auf französisch (2000:14)  
(5) dont 16 en français/davon 16 auf französisch (2000:17)  
(6) dont 11 en français/davon 11 auf französisch (2000:18)

Objets des jugements rendus Gegenstand der Entscheide	Sarine Saane	Singine Serise	Gruyère Greizerz	Lac See	Glâne Glâne	Broye Broye	Veveyse Vivisbach	Total
<b>A. Code civil / Zivilgesetzbuch</b>								
1. Droit des personnes / Personenrecht	2	0	1	0	0	0	0	3
2. Droit de la famille / Familienrecht								
a) divorce / Scheidung	81	26	19	16	9	11	6	168
b) séparation de corps / Trennung	15	0	6	1	1	1	2	26
c) action en désaveu / Anfechtungsklage	0	0	1	3	1	1	0	6
d) recherche en paternité / Vaterschaftsklage	8	0	5	0	2	1	2	18
e) droit de la tutelle / Vormundschaftsrecht	33	17	33	8	12	1	3	107
f) divers / Verschiedenes	12	1	11	1	5	0	0	30
3. Droit des successions / Erbrecht	2	1	1	2	3	0	1	10
4. Droits réels / Sachenrecht	6	1	3	3	4	0	1	18
<b>B. Code des obligations / Obligationenrecht</b>								
1. Actions résultant des contrats / Klagen aus Vertrag	107	15	6	19	9	4	3	163
2. Actions résultant d'actes illicites / Klagen aus unerlaubter Handlung	6	0	0	1	0	1	1	9
3. Droit des sociétés / Gesellschaftsrecht	3	0	3	2	1	0	0	9
<b>C. Autorité de recours / Rechtsmittelinstanz</b>								
Recours sur mesures provisionnelles / Beschwerden gegen vorsorgliche Massnahmen	23	2	14	2	2	5	3	51
<b>D. Autres lois fédérales ou cantonales / Andere eidgenössische oder kantonale Gesetze</b>	8	1	12	4	0	9	2	36
<b>Total général / Gesamttotal</b>	<b>306</b>	<b>64</b>	<b>115</b>	<b>62</b>	<b>49</b>	<b>34</b>	<b>24</b>	<b>654</b>

**a) bb. Présidents de tribunaux  
Gerichtspräsidenten**

Président de tribunaux Gerichtspräsidenten	Affaires inscrites au rôle / Eingereichte Angelegenheiten	Jugements rendus / Gefällte Entscheide	Affaires en cours / Hängige Angelegenheiten	dont inscrites au rôle jusqu'au 31.12.1999 / davon bis 31.12.1999 eingereicht
Sarine / Saane	2880 <sup>1)</sup>	2728 <sup>2)</sup>	1007 <sup>3)</sup>	97
Singine / Sense	645	628	184	26
Gruyère / Greyerz	888	1298	192	3
Lac / See	677 <sup>4)</sup>	640 <sup>5)</sup>	195 <sup>6)</sup>	5
Glâne / Glane	527	525	130	2
Broye / Broye	614	674	214	24
Veveyse / Vivisbach	193	334	67	0
<b>Total</b>	<b>6424</b>	<b>6827</b>	<b>1989</b>	<b>157</b>

En 2000  
En 1999

6679  
7109

6890  
8053

1950  
1528

(1) dont 49 en allemand/davon 49 auf deutsch (2000:46)  
(2) dont 50 en allemand/davon 50 auf deutsch (2000:37)  
(3) dont 22 en allemand/davon 22 auf deutsch (2000:24)  
(4) dont 210 en français/davon 210 auf französisch (2000:217)  
(5) dont 186 en français/davon 186 auf französisch (2000:204)  
(6) dont 50 en français/davon 50 auf französisch (2000:48)

Objets des jugements et ordonnances rendus Gegenstand der ergangenen Entscheide und Verfügungen	Sarine Saane	Singine Sernse	Gruyère Grevez	Lac See	Glâne Glâne	Broye Broye	Veveyse Vivisbach	Total
1. Divorce sur requête commune avec accord complet / Scheidung auf gemeinsamen Begehren mit umfassender Einigung	153	69	66	42	38	38	25	431
2. Séparation de corps sur requête commune avec accord complet / Trennung auf gemeinsamen Begehren mit umfassender Einigung	9	2	8	2	3	2	2	28
3. Modification de jugements de divorce / Abänderung von Scheidungsurteilen	51	9	16	6	4	5	1	92
4. Mesures protectrices de l'union conjugale (art. 172 CC) / Eheschutzmassnahmen (Art. 172 ZGB)	40	23	14	21	19	11	14	142
5. Affaires entrant dans la compétence présidentielle (art. 139 OJ) / Streitsachen in Zuständigkeit des Präsidenten (art. 139 GOG)	161	31	26	24	38	31	21	332
6. Mesures provisionnelles et leur modification / Vorsorgliche Massnahmen und deren Abänderung	205	41	110	37	59	59	27	538
7. Inscription provisoire des hypothèques légales des entrepreneurs et artisans / Vorläufige Eintragung von Bauhandwerkerpfandreht	23	4	12	6	5	5	0	55
8. Décisions rendues en matière d'assistance judiciaire / Entscheiden betreffend die unentgeltliche Rechtspflege	228	67	146	51	47	43	23	605
9. Décisions rendues en vertu de la LELP / Entscheiden gestützt auf das EGSchKG	124	73	17	85	17	13	28	357
a) Faillite (ouverture) / Konkurs (Eröffnung)	1411	219	458	311	175	230	171	2975
b) Mainlevée / Rechtöffnung	57	50	82	21	60	141	5	416
c) Divers / Verschiedenes								
10. Bénéfices d'inventaires / Inventaraufnahmen	3	0	4	0	9	0	0	16
11. Répudiation de successions / Ausschlagung der Erbschaft	51	6	26	12	7	9	12	123
12. Annulation de titres / Aufhebung von Wertpapieren	26	8	8	3	3	9	2	59
13. Divers / Verschiedenes	186	26	305	19	41	78	3	658
<b>Total général / Gesamttotal</b>	<b>2728</b>	<b>628</b>	<b>1298</b>	<b>640</b>	<b>525</b>	<b>674</b>	<b>334</b>	<b>6827</b>

Requêtes diverses <i>Verschiedene Begehren</i>	Sarine Saane	Singine Sernse	Gruyère Greyerz	Lac See	Glâne Glâne	Broye Broye	Veveyse Vivsbach	Total
Requêtes de mainlevée / <i>Rechtsöffnungsbegehren</i>	1478	219	445	309	199	323	170	3143
Réquisitions de faillite / <i>Konkursbegehren</i>	406	66	100	112	97	97	30	908
Répudiations de successions / <i>Ausschlagung von Erbschaften</i>	56	5	26	11	7	6	11	122
Commissions rogatoires / <i>Rechtshilfebegehren</i>	110	1	28	29	5	1	11	185
Divers / Verschiedenes	47	24	0	0	0	30	0	101
<b>Total général / Gesamttotal</b>	<b>2097</b>	<b>315</b>	<b>599</b>	<b>461</b>	<b>308</b>	<b>457</b>	<b>222</b>	<b>4459</b>

## **b) Chambres des tutelles / Vormundschaftskammern**

Les Chambres des tutelles des tribunaux d'arrondissement ont rendu 163 décisions (2000: 166; 1999: 179; 1998: 192; 1997: 147), dont 41 en qualité d'autorité de recours contre des décisions de Justices de paix (art. 5 LOT) et 122 dans des causes qui leur étaient soumises en première instance (art. 6 LOT).

*Die Vormundschaftskammern der Bezirksgerichte haben 163 Entscheide gefällt (2000: 166; 1999: 179; 1998: 192; 1997: 147), davon 41 auf Beschwerde gegen Entscheide der Friedensgerichte (art. 5 GOV) und 122 als erste Instanz (art. 6 GOV).*

Arrondissement Bezirke	Autorité de recours (art. 5 LOT) Beschwerdeinstanz (Art. 5 GOV)	Première instance (art. 6 LOT) Erste Instanz (Art. 6 GOV)	Total Total
Sarine / Saane	15	48	63
Singine / Sense	9	12	21
Gruyère / Greyerz	6	24	30
Lac / See	5	9	14
Glâne / Glane	1	12	13
Broye / Broye	3	9	12
Veveyse / Vivisbach	2	8	10
<b>Total</b>	<b>41</b>	<b>122</b>	<b>163</b>

### c) Juridiction des prud'hommes / *Gewerbegerichtsbarkeit*

#### Présidents des Chambres des prud'hommes *Präsidenten der Gewerbekammern*

Les Présidents des Chambres des prud'hommes des tribunaux d'arrondissement ont été saisis de 157 causes (2000: 195; 1999: 211; 1998: 222; 1997: 142) qui se répartissent ainsi:

*Bei den Präsidenten der Gewerbekammern der Bezirksgerichte wurden 157 Angelegenheiten eingereicht (2000: 195; 1999: 211; 1998: 222; 1997: 142), die sich wie folgt aufteilen:*

Arrondissements <i>Bezirke</i>	Causes introduites <i>Eingereichte Angelegenheiten</i>	Jugements <i>Urteile</i>	Arrangements <i>Vergleiche</i>
Sarine / Saane	84	43	27
Singine / Sense	9	1	9
Gruyère / Greyerz	15	9	5
Lac / See	17	6	7
Glâne / Glane	11	2	8
Broye / Broye	18	5	10
Veveyse / Vivisbach	3	3	0
<b>Total</b>	<b>157</b>	<b>69</b>	<b>66</b>

#### Chambres des prud'hommes / *Gewerbekammern*

Elles ont été saisies de 107 causes (2000: 125; 1999: 121; 1998: 141; 1997: 300) qui se répartissent ainsi:

*Es wurden 107 Angelegenheiten eingereicht (2000: 125; 1999: 121; 1998: 141; 1997: 300), die sich wie folgt aufteilen:*

Arrondissements <i>Bezirke</i>	Causes introduites <i>Eingereichte Angelegenheiten</i>	Jugements <i>Urteile</i>	Arrangements <i>Vergleiche</i>
Sarine / Saane	47	25	22
Singine / Sense	12	8	4
Gruyère / Greyerz	20	16	8
Lac / See	8	9	1
Glâne / Glane	4	0	4
Broye / Broye	9	3	6
Veveyse / Vivisbach	7	5	1
<b>Total</b>	<b>107</b>	<b>66</b>	<b>46</b>

## d) Juridiction des baux / *Mietgerichtsbarkeit*

### Présidents des tribunaux des baux / *Mietgerichtspräsidenten*

Les Présidents des tribunaux des baux ont été saisis de 282 causes (2000: 260; 1999: 237; 1998: 221; 1997: 213) qui se répartissent ainsi:

*Bei den Mietgerichtspräsidenten wurden 282 Angelegenheiten eingereicht (2000: 260; 1999: 237; 1998: 221; 1997: 213), die sich wie folgt aufteilen:*

Arrondissements <i>Bezirke</i>	Causes introduites <i>Eingereichte Angelegenheiten</i>	Jugements <i>Urteile</i>
Sarine / <i>Saane</i>	131	133
Singine et Lac / <i>Sense und See</i>	56	44
Gruyère, Glâne, Broye et Veveyse / <i>Greyerz, Glane, Broye und Vivisbach</i>	95	81
<b>Total</b>	<b>282</b>	<b>258</b>

### Tribunaux des baux / *Mietgerichte*

Ils ont été saisis de 31 causes (2000: 39; 1999: 25; 1998: 37; 1997: 42) qui se répartissent ainsi:

*Es wurden 31 Angelegenheiten eingereicht (2000: 39; 1999: 25; 1998: 37; 1997: 42), die sich wie folgt aufteilen:*

Arrondissements <i>Bezirke</i>	Causes introduites <i>Eingereichte Angelegenheiten</i>	Jugements <i>Urteile</i>
Sarine / <i>Saane</i>	16	9
Singine et Lac / <i>Sense und See</i>	7	11
Gruyère, Glâne, Broye et Veveyse / <i>Greyerz, Glane, Broye und Vivisbach</i>	8	7
<b>Total</b>	<b>31</b>	<b>27</b>

**e) Commission de surveillance en matière de privation de liberté à des fins d'assistance / Aufsichtskommission im Bereich der fürsorglichen Freiheitsentziehung**

Contrôle judiciaire / <i>Gerichtliche Beurteilung</i> (art. 19 LPLFA / FFEG)	Décisions de placement, maintien, libération ou refus de libération communiquées à la Commission / <i>Der Kommission                      mitgeteilte Entscheide über die                      Einweisung, Zurückbehaltung,                      Entlassung oder Abweisung                      eines Entlassungsgesuchs</i> (art. 12 al. 4 LPLFA / FFEG)	<b>Total</b>
43	303	<b>346</b>

En 2000 : 38

249

287

## 2. Affaires pénales / Strafverfahren

### Tribunaux pénaux d'arrondissement / Bezirksstrafgerichte

**Nombre de personnes jugées:** 169 (2000 : 279 ; 1999: 294; 1998: 533; 1997: 1006). Les tribunaux pénaux d'arrondissement ont condamné 140 personnes à des peines privatives de liberté (réclusion, emprisonnement) et ont infligé 21 amendes. 78 peines ont été assorties du sursis. 5 mesures de sûreté, au sens des articles 42 ss CP, ont été prononcées. 46 personnes ont été condamnées à des peines accessoires, 36 personnes ont été acquittées.

**Anzahl der abgeurteilten Personen:** 169 (2000 : 279 ; 1999: 294; 1998: 533; 1997: 1006). Die Bezirksstrafgerichte haben 140 Personen zu Freiheitsstrafen (Zuchthaus, Gefängnis) verurteilt und 21 Bussen verhängt. In 78 Fällen wurde der bedingte Strafvollzug gewährt. 5 sichernde Massnahmen im Sinne der Art. 42 ff. StGB wurden ausgesprochen. 46 Personen wurden zu Nebenstrafen verurteilt, 36 Personen wurden freigesprochen.

Tribunaux / Gerichte	Personnes jugées / Abgeurteilte Personen	Nationalité Nationalität		Sexe Geschlecht		Etat civil Zivilstand	
		Suisse / Schweizer	Etrangers / Ausländer	Hommes / Männer	Femmes / Frauen	Mariés / Verheiratet	Non-mariés / nicht verheiratet
Sarine / Saane	72 <sup>(1)</sup>	36	36	60	12	21	51
Singine / Sense	8	7	1	8	--	6	2
Gruyère / Greyerz	33	21	12	31	2	15	18
Lac / See	15 <sup>(2)</sup>	7	8	15	--	8	7
Glâne / Glane	13	11	2	10	3	4	9
Broye / Broye	16	10	6	15	1	11	5
Veveyse / Vivisbach	12	6	6	10	2	8	4
<b>Total</b>	<b>169</b>	<b>98</b>	<b>71</b>	<b>149</b>	<b>20</b>	<b>73</b>	<b>96</b>

(1) 4 procédures ont été conduites en allemand (2000: 9)

(2) 2 procédures ont été conduites en français (2000: 5)

(1) 4 Verfahren wurden auf deutsch durchgeführt (2000: 9)

(2) 2 Verfahren wurden auf französisch durchgeführt (2000: 5)

Nombre d'infractions: Anzahl strafbarer Handlungen:	Sarine Saane	Singine Sense	Gruyère Greyerz	Lac See	Gfâne Glâne	Broye Broye	Veveyse Vriisbach	TOTAL
<b>1. Infractions contre la vie et l'intégrité corporelle / Strafbare Handlungen gegen Leib und Leben (Art. 111-136 CP / StGB)</b>	<b>19</b>	<b>2</b>	<b>5</b>	<b>7</b>	<b>3</b>	<b>2</b>	<b>1</b>	<b>39</b>
Meurtre / <i>Vorsätzliche Tötung</i>	1	0	1	2	1	0	0	5
Assassinat / <i>Mord</i>	2	0	0	0	0	0	0	2
Meurtre passionnel / <i>Totschlag</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
Homicides par négligence / <i>Fahrlässige Tötung</i>	2	1	0	0	0	2	1	6
Homicides par négligence à la suite de la violation d'une disposition de la LCR / <i>Fahrlässige Tötung als Folge einer Widerhandlung gegen das SVG</i>	2	0	0	0	1	0	0	3
Lésions corporelles / <i>Körperverletzungen</i>	7	0	3	2	0	0	0	12
Lésions corporelles à la suite de la violation d'une disposition de la LCR / <i>Körperverletzungen als Folge einer Widerhandlung gegen das SVG</i>	1	0	1	0	0	0	0	2
Divers / <i>Verschiedenes</i>	4	1	0	3	1	0	0	9
<b>2. Infractions contre le patrimoine / Strafbare Handlungen gegen das Vermögen (Art. 137-172 CP / StGB)</b>	<b>83</b>	<b>12</b>	<b>19</b>	<b>11</b>	<b>5</b>	<b>7</b>	<b>4</b>	<b>141</b>
Abus de confiance / <i>Veruntreuung</i>	11	1	5	2	1	0	0	20
Vol / <i>Diebstahl</i>	33	1	5	1	1	3	3	47
Brigandage / <i>Raub</i>	11	0	1	0	0	1	0	13
Escroquerie / <i>Betrug</i>	7	6	1	4	0	0	0	18
Utilisation frauduleuse d'un ordinateur / <i>Betrügerischer Missbrauch einer Datenverarbeitungsanlage</i>	7	0	0	1	0	0	0	8
Abus de cartes-chèques et de cartes de crédit / Check- und Kreditkartenmissbrauch	0	0	0	1	0	0	0	1
Extorsion et chantage / <i>Erpressung</i>	2	0	1	0	0	0	0	3
Gestion déloyale / <i>Ungetreue Geschäftsbesorgung</i>	1	0	0	0	1	0	0	2

Nombre d'infractions: Anzahl strafbarer Handlungen:	Sarine Saane	Singine Sense	Gruyère Greyerz	Lac See	Gfâne Glâne	Broye Broye	Veveyse Vriisbach	TOTAL
Recel / <i>Hehlerei</i>	4	0	2	0	1	0	0	7
Crimes ou délits dans la faillite et la poursuite pour dettes / <i>Konkurs- und Betreibungsverbrechen oder -vergehen</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
Divers / <i>Verschiedenes</i>	7	4	4	2	1	3	1	22
<b>3. Infractions contre l'honneur, le domaine secret ou le domaine privé / Strafbare Handlungen gegen die Ehre und den Geheim- oder Privatbereich</b> (art. 173-179 CP / StGB)	0	0	1	0	0	0	1	2
<b>4. Crimes ou délits contre la liberté / Verbrechen oder Vergehen gegen die Freiheit</b> (Art. 180-186 CP / StGB)	22	1	5	3	1	4	3	39
Menaces / <i>Drohung</i>	5	0	2	1	0	0	0	8
Contrainte / <i>Nötigung</i>	1	0	1	1	1	0	1	5
Violation de domicile / <i>Hausfriedensbruch</i>	14	1	2	1	0	4	0	22
Divers / <i>Verschiedenes</i>	2	0	0	0	0	0	2	4
<b>5. Infractions contre l'intégrité sexuelle / Strafbare Handlungen gegen die sexuelle Integrität</b> (Art. 187-200 CP / StGB)	8	1	3	1	1	1	1	16
Mise en danger du développement de mineurs / <i>Gefährdung der Entwicklung von Unmündigen</i>	5	0	1	1	1	1	1	10
Atteinte à la liberté et à l'honneur sexuels / <i>Angriff auf die sexuelle Freiheit und Ehre</i>	3	1	2	0	0	0	0	6
Divers / <i>Verschiedenes</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>6. Délits contre la famille / Vergehen gegen die Familie</b> (art. 213 - 220 CP / StGB)	1	0	1	0	0	1	1	4
Violation d'une obligation d'entretien / <i>Vernachlässigung von Unterhaltspflichten</i>	1	0	1	0	0	1	1	4
Divers / <i>Verschiedenes</i>	0	0	0	0	0	0	0	0

Nombre d'infractions: Anzahl straffbarer Handlungen:	Sarine Saane	Singine Sense	Gruyère Greyerz	Lac See	Gfâne Clâne	Broye Broye	Veveyse Vriisbach	TOTAL
<b>7. Crimes ou délits créant un danger collectif / Gemeingefährliche Verbrechen oder Vergehen</b> (art. 221-230 CP / StGB)	0	0	0	0	0	0	0	0
Incendie intentionnel / <i>Brandstiftung</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
Incendie par négligence / <i>Fahrlässige Verursachung einer Feuerbrunst</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
Divers / <i>Verschiedenes</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>8. Fausse monnaie, falsification des timbres officiels de valeur, des marques officielles, des poids et mesures / Fälschung von Geld, amtlichen Wertzeichen, amtlichen Zeichen, Mass und Gewicht</b> (art. 240-250 CP/StGB)	0	0	0	0	2	0	0	2
<b>9. Faux dans les titres / <i>Urkundenfälschung</i></b> (Art. 251-257 CP/StGB)	13	2	5	0	0	0	1	21
<b>10. Crimes ou délits contre la paix publique Verbrechen oder Vergehen gegen den öffentlichen Frieden</b> (Art. 258-263 CP/StGB)	3	0	0	0	0	0	0	3
<b>11. Infractions contre l'autorité publique / Strafbare Handlungen gegen die öffentliche Gewalt</b> (Art. 285-295 CP/StGB)	4	0	1	1	0	2	0	8
<b>12. Crimes ou délits contre l'administration de la justice / <i>Verbrechen oder Vergehen gegen die Rechtspflege</i></b> (Art. 303-311 CP/StGB)	4	1	0	0	0	0	2	7
Induction de la justice en erreur / <i>Irreführung der Rechtspflege</i>	1	1	0	0	0	0	0	2
Blanchissage d'argent / <i>Geldwäscherei</i>	1	0	0	0	0	0	0	1
Fausse déclaration d'une partie en justice / <i>Falsche Beweisaussage der Partei</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
Divers / <i>Verschiedenes</i>	2	0	0	0	0	0	2	4

Nombre d'infractions: Anzahl straffbarer Handlungen:	Saïne Soane	Singine Sense	Gruyère Greyerz	Lac See	Glâne Glâne	Braye Braye	Veveyse Vivisbach	TOTAL
<b>13. Infractions contre les devoirs de fonction et les devoirs professionnels / Strafbare Handlungen gegen die Amts- und Berufspflicht</b> (Art. 312-322 CP/StGB)	1	0	0	0	0	0	0	1
<b>14. Infractions à la LCR / Verstösse gegen das SVG</b>	31	6	14	3	1	1	0	56
Art. 90 ch. 1 / Ziff. 1	3	0	2	0	0	1	0	6
Art. 90 ch. 2 / Ziff. 2 (faute grave / schweres Verschulden)	3	1	4	0	0	0	0	8
Art. 91 (conducteurs pris de boisson / Fahren in angetrunkenem Zustand)	8	2	2	1	0	0	0	13
Art. 94 (vol d'usage / Entwendung zum Gebrauch)	8	1	0	0	0	0	0	9
Art. 95 (circulation sans permis / Fahren ohne Ausweis)	2	0	3	1	0	0	0	6
Divers / Verschiedenes	7	2	3	1	1	0	0	14
<b>15. Infractions à la LStup / Verstösse gegen das BetmG</b>	32	0	3	2	0	1	3	41
<b>16. Infractions à la LSEE / Verstösse gegen das ANAG</b>	11	0	2	1	0	0	0	14
<b>17. Infractions à d'autres lois fédérales ou cantonales / Verstösse gegen andere eidgenössische oder kantonale Gesetze</b>	17	1	3	3	1	0	1	26
<b>TOTAL</b>	<b>249</b>	<b>26</b>	<b>62</b>	<b>32</b>	<b>14</b>	<b>19</b>	<b>18</b>	<b>420</b>

## Juges de police / *Polizeirichter*

**Nombre de personnes renvoyées** : 829 (2000 : 741 ; 1999: 983; 1998: 1091; 1997: 1274).

**Anzahl der überwiesenen Personen** : 829 (2000 : 741 ; 1999: 983; 1998: 1091; 1997: 1274).

Arrondissements <i>Bezirke</i>	Personnes renvoyées <i>Überwiesene Personen</i>	Condamnées <i>Verurteilte</i>	Acquittées <i>Freigesprochene</i>	Retrait de plainte ou d'opposition <i>Rückzug des Strafantrags oder der Einsprache</i>
Sarine / <i>Saane</i>	350 <sup>(1)</sup>	149	201	--
Singine / <i>Sense</i>	78	36	21	21
Gruyère / <i>Greyerz</i>	132	74	26	32
Lac / <i>See</i>	97 <sup>(2)</sup>	43	18	36
Glâne / <i>Glane</i>	31	14	4	13
Broye / <i>Broye</i>	106	55	29	22
Veveyse / <i>Vivisbach</i>	35	21	8	6
<b>Total</b>	<b>829</b>	<b>392</b>	<b>307</b>	<b>130</b>

(1) 43 procédures ont été conduites en allemand / 43 Verfahren wurden auf deutsch durchgeführt (2000: 38).

(2) 45 procédures ont été conduites en français / 45 Verfahren wurden auf französisch durchgeführt (2000: 15).

Les Juges de police ont condamné 124 personnes à des peines privatives de liberté (emprisonnement, arrêts) et ont infligé 314 amendes. 87 peines ont été assorties du sursis. 307 personnes ont été acquittées.

*Die Polizeirichter verurteilten 124 Personen zu Freiheitsstrafen (Gefängnis, Haft) und verhängten 314 Bussen. In 87 Fällen wurde der bedingte Strafvollzug gewährt. 307 Personen wurden freigesprochen.*

Nombre d'infractions: Anzahl straffbarer Handlungen:	Sarine Saane	Singine Sense	Gruyère Greyselz	Lac See	Glâne Glâne	Braye Braye	Veveyse Vivisbach	TOTAL
<b>Infractions au CP / Strafbare Handlungen gemäss StGB</b>	<b>70</b>	<b>7</b>	<b>29</b>	<b>10</b>	<b>3</b>	<b>12</b>	<b>8</b>	<b>139</b>
Atteinte à l'intégrité corporelle / Körperverletzungen	15	0	6	2	1	2	3	29
Infractions contre le patrimoine / Strafbare Handlungen gegen das Vermögen	14	1	8	3	0	5	2	33
Atteinte à l'honneur / Ehrverletzungen	8	0	2	0	0	1	0	11
Atteinte aux moeurs / Sittlichkeitsdelikte	1	0	0	0	0	0	1	2
Insoumission à une décision de l'autorité / Ungehorsam gegen amtliche Verfügungen	3	2	0	0	0	0	0	5
Contravention à des dispositions du droit fédéral / Übertretung von Bestimmungen des Bundesrechts	8	0	1	0	0	0	0	9
Conversion d'amendes en arrêts Umwandlungen von Bussen in Haft	6	2	3	2	0	0	2	15
Divers / Verschiedens	15	2	9	3	2	4	0	35
<b>Infractions à la LACP / Strafbare Handlungen gemäss EGStGB</b>	<b>10</b>	<b>0</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>3</b>	<b>1</b>	<b>16</b>
Art. 8 LACP / EGStGB	8	0	0	0	0	1	1	10
Divers / Verschiedenes	2	0	2	0	0	2	0	6

Nombre d'infractions: Anzahl straffbarer Handlungen:	Sarine Sarine	Singine Sense	Gruyère Greylitz	Lac See	Glâne Glâne	Braye Braye	Veveyse Vivisbach	TOTAL
<b>Infractions / Strafbare Handlungen</b>	<b>133</b>	<b>36</b>	<b>61</b>	<b>36</b>	<b>12</b>	<b>50</b>	<b>26</b>	<b>354</b>
à la loi sur la pêche / gegen das Fischereigesetz	0	0	1	1	1	0	0	3
à la loi sur la chasse / gegen das Jagdgesetz	2	17	11	2	1	2	1	36
au code forestier / gegen das Waldgesetz	0	0	0	0	0	0	0	0
à la loi sur les denrées alimentaires / gegen ds Lebensmittelgesetz	0	0	0	0	0	0	0	0
à la loi sur la police des étrangers gegen das Fremdenpolizeigesetz	0	0	0	0	0	0	0	0
à la loi sur le séjour et l'établissement des étrangers / gegen das Gesetz über Aufenthalt und Niederlassung der Ausländer	19	0	4	1	0	2	3	29
à la loi sur la protection civile / gegen das Zivilschutzgesetz	0	0	0	0	0	0	0	0
à la loi sur la protection des animaux / gegen das Tierschutzgesetz	0	0	0	0	0	0	0	0
à la loi sur la protection des eaux gegen das Gewässerschutzgesetz	0	2	0	0	0	2	1	5
à la loi sur les transports publics / gegen das Verkehrsgesetz	2	0	1	27	0	0	0	30
à la loi sur les établissements publics et la danse / gegen das Gesetz über die öffentlichen Gaststätten und den Tanz	2	0	0	0	0	1	0	3
à la loi sur le chômage / gegen das Arbeitslosenversicherungsgesetz	0	0	0	0	0	0	0	0
à la loi sur la navigation intérieure / gegen das Binnenschiffahrtsgesetz	0	0	1	0	0	4	0	5
à la loi sur la circulation routière / gegen das Strassenverkehrsgesetz	92	11	34	0	10	28	19	194
à la loi sur les stupéfiants / gegen das Betäubungsmittelgesetz	14	2	2	0	0	2	0	20
Divers / Verschiedenes	2	4	7	5	0	9	2	29
<b>Total</b>	<b>213</b>	<b>43</b>	<b>92</b>	<b>46</b>	<b>15</b>	<b>65</b>	<b>35</b>	<b>509</b>

## Tribunal pénal économique / *Wirtschaftsstrafgericht*

Nombre de personnes jugées: 0 (2000: 1; 1999: 0).

*Anzahl der abgeurteilten Personen: 0 (2000: 1; 1999: 0).*

### Récapitulation / *Zusammenfassung*

En 2001, 998 personnes ont occupé les Tribunaux du canton (2000: 1021; 1999: 1277; 1998: 1649; 1997: 2280).

*2001 wurden 998 Personen von den kantonalen Gerichten abgeurteilt (2000: 1021; 1999: 1277; 1998: 1649; 1997: 2280).*

Arrondissements / <i>Bezirke</i>	Tribunaux pénaux d'arrondissement <i>Bezirksstrafgerichte</i>	Juges de police <i>Polizeirichter</i>	Tribunal pénal économique <i>Wirtschaftsstraf- gericht</i>	TOTAL
Sarine / <i>Saane</i>	72	350	--	<b>422</b>
Singine / <i>Sense</i>	8	78	--	<b>86</b>
Gruyère / <i>Greyerz</i>	33	132	--	<b>165</b>
Lac / <i>See</i>	15	97	--	<b>112</b>
Glâne / <i>Glane</i>	13	31	--	<b>44</b>
Broye / <i>Broye</i>	16	106	--	<b>122</b>
Veveyse / <i>Vivisbach</i>	12	35	--	<b>47</b>
<b>Total</b>	<b>169</b>	<b>829</b>	<b>0</b>	<b>998</b>

Nature du jugement / <i>Art des Urteils</i>	Tribunaux pénaux d'arrondissement <i>Bezirksstrafgerichte</i>	Juges de police <i>Polizeirichter</i>	Tribunal pénal économique <i>Wirtschaftsstraf- gericht</i>	<b>TOTAL</b>
Personnes acquittées / <i>Freisprüche</i>	36	307	0	<b>343</b>
Personnes condamnées à des peines privatives de liberté / <i>Verurteilungen zu Freiheitsstrafen</i>	140	124	0	<b>264</b>
et/ou à l'amende / <i>und/oder Busse</i>	21	314	0	<b>335</b>
<i>dont assorties du sursis / davon unter Gewährung des bedingten Strafvollzugs</i>	78	87	0	<b>165</b>

**Jugements concernant la révocation ou la prolongation du sursis /  
*Urteile betreffend den Widerruf oder die Verlängerung des bedingten  
Strafvollzugs***

Arrondissements / <i>Bezirke</i>	Tribunaux pénaux d'arrondissement <i>Bezirksstrafgerichte</i>	Juges de police <i>Polizeirichter</i>	Tribunal pénal économique <i>Wirtschaftsstraf- gericht</i>	<b>TOTAL</b>
Sarine / Saane	15	7	0	<b>22</b>
Singine / Sense	3	3	0	<b>6</b>
Gruyère / Greyerz	4	6	0	<b>10</b>
Lac / See	2	1	0	<b>3</b>
Glâne / Glane	0	3	0	<b>3</b>
Broye / Broye	0	1	0	<b>1</b>
Veveyse / Vivisbach	1	0	0	<b>1</b>
<b>Total</b>	<b>25</b>	<b>21</b>	<b>0</b>	<b>46</b>

## **D. Juges d'instruction Untersuchungsrichter**

Le nouveau code de procédure pénale, entré en vigueur le 1<sup>er</sup> décembre 1998, prévoit que le canton forme un seul ressort pour l'instruction pénale. Les juges d'instruction des 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> ressorts ont toutefois été prorogés dans leurs fonctions pour un an en vertu de la loi du 18 septembre 1997 portant adaptation de la législation cantonale au code de procédure pénale. Par décisions du 30 novembre 1999 prises en application de la loi d'organisation judiciaire, la Chambre pénale a désigné ces magistrats en qualité de juges d'instruction spéciaux pour terminer l'instruction de certaines affaires.

*Die neue Strafprozessordnung, die am 1. Dezember 1998 in Kraft getreten ist, sieht vor, dass der Kanton für die Strafuntersuchung einen einzigen Kreis bildet. Allerdings wurde die Amtszeit der Untersuchungsrichter des 1., 2. und 3. Kreises kraft des Gesetzes vom 18. September 1997 zur Anpassung der kantonalen Gesetzgebung an die Strafprozessordnung um ein Jahr verlängert. In Anwendung des Gesetzes über die Gerichtsorganisation hat die Strafkammer diese Untersuchungsrichter am 30. November 1999 als ausserordentliche Untersuchungsrichter bezeichnet und beauftragt, einige Untersuchungen zu beenden.*

	1er ressort / 1. Kreis	3e ressort / 3. Kreis	Office des juges d'instruction Untersuchungs- richteramt		Total
			Instructions en français / Untersuchungen auf französisch	Instructions en allemand / Untersuchungen auf deutsch	
<b>Affaires inscrites au rôle / Eingegangene Angelegenheiten</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>11370</b>	<b>2225</b>	<b>13595 *</b>
- auteurs identifiés / Täter identifiziert	0	0	5418	837	6255
- auteurs non identifiés / Täter nicht identifiziert	0	0	5952	1388	7340
<b>Ordonnances de refus d'ouvrir l'action pénale Nichtanhandnahmeverfügungen</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>312</b>	<b>40</b>	<b>352</b>
<b>Ordonnances de classement / Nichtweiterverfolgung</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>5676</b>	<b>1307</b>	<b>6983</b>
- auteurs identifiés / Täter identifiziert	0	0	246	43	289
- auteurs non identifiés / Täter nicht identifiziert	0	0	5430	1264	6694
<b>Ordonnances de non-lieu / Einstellungsverfügungen</b>	<b>2</b>	<b>1</b>	<b>424</b>	<b>71</b>	<b>498</b>
<b>Ordonnances de transmission à la Chambre pénale / Überweisungsverfügungen an die Strafkammer</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>3</b>	<b>0</b>	<b>3</b>
<b>Renvois / Überweisungen *</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>182</b>	<b>22</b>	<b>205</b>
- au juge de police / an den Polizeirichter	1	0	47	6	54
- au tribunal pénal d'arrondissement / an das Bezirksstrafgericht	0	0	133	15	148
- au tribunal pénal économique / an das WSG	0	0	2	1	3
<b>Décisions de dessaisissement, y compris envers préfectures / Abtretungen, inkl. an Oberämtern</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>602</b>	<b>108</b>	<b>710</b>

\* 2000 : 13772

	1er ressort / 1. Kreis	3e ressort / 3. Kreis	Office des juges d'instruction Untersuchungs- richteramt		Total
			Instructions en français / Untersuchungen auf französisch	Instructions en allemand / Untersuchungen auf deutsch	
<b>Ordonnances pénales / Strafbefehle</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>4806</b>	<b>793</b>	<b>5599 *</b>
- définitives / endgültige	0	0	3576	608	4184
- frappées d'opposition / Einsprache	0	0	309	81	390
- conversion d'amendes / Busseumwandlungen	0	0	921	104	1025
<b>Commissions rogatoires / Rechtshilfebegehren</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>61</b>	<b>36</b>	<b>97</b>
- nationales / nationale	0	0	34	28	62
- internationales / internationale	0	0	27	8	35
<b>Nombre de personnes en détention préventive Anzahl der Untersuchungshäftlinge</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>215</b>	<b>29</b>	<b>244</b>
<b>Nombre de jours de détention Anzahl Tage in Untersuchungshaft</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>6757</b>	<b>503</b>	<b>7260</b>
<b>Affaires en cours Hängige Angelegenheiten</b>	<b>4</b>	<b>2</b>	<b>1733</b>	<b>255</b>	<b>1994 **</b>

\* 2000 : 5450

\*\* 2000 : 2289

**Renvois / Überweisungen (par arrondissement / pro Bezirk)**

	Tribunal pénal d'arrondissement Bezirksstrafgericht	Juge de police Polizeiichter	Total
Sarine, y compris TPE / Saane, inkl. WSG	85	25	110
Singine / Sense	9	2	11
Gruyère / Greyerz	26	12	38
Lac / See	9	6	15
Glâne / Glane	5	2	7
Broye / Broye	8	5	13
Veveyse / Vivisbach	9	2	11
<b>Total</b>	<b>151</b>	<b>54</b>	<b>205</b>

# E. Justices de Paix *Friedensgerichte*

## 1. Activité judiciaire / *Richterliche Tätigkeit*

<b>a) du Juge de paix / des <i>Friedensrichters</i></b>	2000	2001
- Jugements rendus / <i>Gefällte Urteile</i> (art. 135 aLOJ / aGOG)	3	8
- Tentatives de conciliation / <i>Versöhnungsversuche</i> (art. 134 LOJ / GOG)	31	33
ayant abouti / <i>erfolgreich</i>	63	60
ayant échoué / <i>gescheitert</i>		
- Appositions de scellés et prises d'inventaire / <i>Siegelungen und Inventare</i> (art. 162-165 LACC / EGZGB; 418-430 CPC / ZPO)	1594	1726
- Ouvertures de testaments / <i>Testamentseröffnungen</i> (art. 168-172 LACC / EGZGB)	383	344
- Ordonnances de mise à ban / <i>Betretungsverbote</i> (art. 275 al. 1 LACC / EGZGB)	60	57
- Divers / <i>Verschiedenes</i>	139	169
<b>b) de la Justice de paix / des <i>Friedensgerichts</i></b>		
- Sûretés exigées du grevé / <i>Sicherstellung durch den Vorerben</i> (art. 145 LACC / EGZGB)	1	0
-Envoi en possession provisoire ou administration d'office d'u <i>Einstweilige Überlassung der Erbschaft oder Einsetzung eine</i> (art. 166 LACC / EGZGB)	60	29

	2000	2001
- Désignation d'un représentant à la communauté héréditaire, etc. / <i>Bestellung eines Vertreters der Erbgemeinschaft usw.</i> (art. 195 LACC / EGZGB)	13	15
- Divers / <i>Verschiedenes</i>	--	53

## 2. **Activité tutélaire de la Justice de paix / Vormundschaftliche Tätigkeit des Friedensgerichts**

- Privation de liberté à des fins d'assistance en cas de demeure / <i>Dringende fürsorgliche Freiheitsentziehung</i> (art. 8 LPLFA / FFEG)	156	209
Décision / <i>Entscheid</i>		
• de la justice de paix / <i>des Friedensgerichts</i>		10
• d'un médecin / <i>eines Arztes</i>		182
• du préfet / <i>des Oberamtmanns</i>		14
• du tuteur / <i>des Vormundes</i>		3
- Privation de liberté à des fins d'assistance / <i>Fürsorgliche Freiheitsentziehung</i> (art. 7 LPLFA / FFEG)	69	101
Décision / <i>Entscheid</i>		
• de la justice de paix / <i>des Friedensgerichts</i>		76
• d'un médecin / <i>eines Arztes</i>		25
-Préavis en cas de procès en vue d'interdiction ou de mise sc (art. 111 et / und 139 LACC / EGZGB)		
	81	100
- Tutelles provisoires / <i>Vorläufige Entmündigungen</i> (art. 112 LACC / EGZGB)	42	33

101

	2000	2001
- Levée de curatelle / <i>Aufhebung der Beistandschaft</i> (art. 439 CC / ZGB; art. 142 LACC / EGZGB)	330	275
- Consentement de la justice de paix / <i>Zustimmung des Friedensgerichts</i> (art. 421 CC / ZGB)	193	150
- Décisions préalables de la justice de paix / <i>Vorausgehender Beschluss des Friedensgerichts</i> (art. 422 CC / ZGB)	73	68
-Approbation des rapports et comptes de tutelle périodiques / <i>Anzahl der periodischen Prüfungen der Berichte und Rechnungen</i> (art. 423, 451-453 CC / ZGB)		
	3657	3919
- Préavis concernant l'adoption / <i>Stellungnahmen betreffend Adoption</i> (art. 265 CC / ZGB; art. 70 LACC / EGZGB)	52	31
- Enregistrement de consentements à l'adoption / <i>Entgegennahme der Zustimmungen zur Adoption</i> (art. 265a CC / ZGB)	24	20
-Décisions sur abstraction du consentement en matière d'adoption / <i>Entscheid betreffend Absehen von der Zustimmung zur Adoption</i> (art. 265d CC / ZGB; art. 70bis LACC / EGZGB)	1	1
-Mesures nécessaires concernant les relations personnelles / <i>Anordnungen betreffend den persönlichen Verkehr Eltern-Kind</i> (art. 275 CC / ZGB)	72	93
-Approbations de conventions relatives aux contributions d'entretien / <i>Genehmigung von Unterhaltsverträgen</i> (art. 287 CC / ZGB)	209	175

	2000	2001
- Nomination de tuteurs / <i>Ernennung eines Vormundes</i> (art. 298 al. 2 CC / ZGB)	56	47
-Modification de dispositions d'un jugement matrimonial conc <i>Abänderung eines Urteils in Ehesachen betreffend</i>		
• les relations personnelles (droit de visite) / <i>den persönlichen Verkehr (Besuchsrechts)</i> (art. 134 al. 4 CC / ZGB)	27	36
• les mesures de protection de l'enfant / <i>die Kinderschutzmassnahmen</i> (art. 315b al. 2 CC / ZGB)	14	10

## F. Chambre pénale des mineurs *Jugendstrafkammer*

### 1. Dénonciations et plaintes / *Anzeigen und Strafanträge*

En 2001, la Chambre pénale des mineurs a inscrit 1626 affaires au rôle (1494 en 2000) concernant 1253 enfants ou adolescents (1166 en 2000).

*2001 wurden bei der Jugendstrafkammer 1626 Angelegenheiten anhängig gemacht (2000: 1494), welche 1253 Kinder und Jugendliche betrafen (2000:1166).*

<b>Répartition par âge et par sexe / <i>Aufteilung nach Alter und Geschlecht</i></b>	2000	2001
Enfants (7 - 15 ans révolus) / <i>Kinder (7 - 15 Jahre)</i>	449	429
Adolescents (15 - 18 ans révolus) / <i>Jugendliche (16 - 18 Jahre)</i>	1045	1197
Filles / <i>Mädchen</i>	215	215
Garçons / <i>Knaben</i>	1279	1411
<b>Répartition linguistique / <i>Aufteilung nach Sprache</i></b>		
Mineurs de langue allemande / <i>Minderjährige deutscher Sprache</i> , soit le 22 % (22 % en 2000) / <i>d.h. 22 % (2000 : 22 %)</i>	330	351
Mineurs de langue française / <i>Minderjährige franz. Sprache</i> , soit le 78 % (78 % en 2000) / <i>d.h. 78 % (2000 : 78 %)</i>	1164	1275
<b>Répartition selon le domicile / <i>Aufteilung nach Wohnsitz</i></b>		
Fribourg-Ville / <i>Stadt Freiburg</i>	289	295
Sarine-Campagne / <i>Saane-Land</i>	280	340
Singine / <i>Sense</i>	189	186
Gruyère / <i>Greyerz</i>	182	175
Lac / <i>See</i>	146	201
Broye / <i>Broye</i>	137	158
Glâne / <i>Glane</i>	99	80
Veveyse / <i>Vivisbach</i>	65	71
Autres cantons / <i>Andere Kantone</i>	92	106
Etrangers sans domicile fixe en Suisse / <i>Ausländer ohne festen Wohnsitz in der Schweiz</i>	15	14
<b>Total</b>	<b>1494</b>	<b>1626</b>

<b>2. Nombre de mineurs entendus par le Juge / Anzahl der vom Richter einvernommenen Minderjährigen</b>	<b>343</b>	<b>427</b>
---	------------	------------

**3. Mesures provisoires / Provisorische Massnahmen**

Mise en détention préventive / Untersuchungshaft	24	29
Observation / Beobachtung	7	9
Garde provisoire / Vorsorgliche Unterbringung	22	28

**4. Enquêtes / Strafuntersuchungen**

Les enquêtes en cours au 1<sup>er</sup> janvier 2001 et celles ouvertes durant l'année, soit au total 1871 (1783 en 2000), ont connu le sort suivant :

*Die Untersuchungen, die am 1. Januar 2001 hängig waren oder im Laufe des Jahres eröffnet worden sind, das heisst insgesamt 1871 (2000: 1783), nahmen folgenden Ausgang :*

	2000	2001
Classement / Nichtweiterverfolgung	47	57
Non-lieu / Einstellung	86	90
Retrait de plainte / Klagerückzug	281	291
Dessaisissements / Abtretungen	59	64
Ordonnances pénales / Strafbefehle	795	686
Renvois devant le Juge unique ou devant la Chambre / Überweisung an den Einzelrichter oder an die Kammer	270	338
Enquêtes en cours / Hängige Untersuchungen	245	345
<b>Total</b>	<b>1783</b>	<b>1871</b>

**5. Activité de la Chambre / Tätigkeit der Kammer**

La Chambre s'est réunie à 8 reprises en 2001 (8 en 2000) et 15 mineurs (17 en 2000) ont été jugés.

*Die Kammer hat 2001 8-mal getagt (2000: 8) und dabei 15 Minderjährige abgeurteilt (2000: 17).*

## 6. Infractions / Strafbare Handlungen

### a) Code pénal / Strafgesetzbuch

	2000	2001
<b>contre la vie et l'intégrité corporelle / gegen Leib und Leben</b>		
Homicide par négligence / Fahrlässige Tötung	--	--
Lésions corporelles simples / Einfache Körperverletzung	14	6
Lésions corporelles graves / Schwere Körperverletzung	--	--
Voies de fait / Tätlichkeiten	8	7
Mise en danger de la vie d'autrui / Gefährdung des Lebens	--	--
Rixe / Raufhandel	4	2
Agression / Angriff	1	2
<b>contre le patrimoine / gegen das Vermögen</b>		
Appropriation illégitime / Unrechtmässige Aneignung	10	8
Abus de confiance / Veruntreuung	1	1
Vol (simple: 69; en bande: 5) / Diebstahl (einfacher:69; bandenmässiger:5)	79	74
Tentative de vol (simple: 13; en bande: 4) / Diebstahlversuch (einfacher:13; bandenmässiger 4)	16	17
Complicité de vol / Gehilfenschaft zum Diebstahl	6	7
Vol d'importance mineure / Geringfügiger Diebstahl	13	15
Brigandage (avec arme:--; en bande --.) / Raub (bewaffneter --; bandenmässiger:--.)	4	1
Dommages à la propriété / Sachbeschädigung	40	28
Escroquerie / Betrug	3	2
Utilisation frauduleuse d'un ordinateur / Betrügerischer Missbrauch einer Datenverarbeitungsanlage	1	1
Obtention frauduleuse d'une prestation / Erschleichen einer Leistung	1	--
Extorsion (dont 2 tentatives) / Erpressung (davon 2 Versuche)	7	10
Usure / Wucher	--	1
Recel / Hehlerei	16	11

	2000	2001
<b>contre l'honneur et le domaine secret ou privé / gegen die Ehre und den Geheim- oder Privatbereich</b>		
Calomnie / <i>Verleumdung</i>	1	1
Injure / <i>Beschimpfung</i>	15	5
Abus du téléphone / <i>Missbrauch des Telefons</i>	0	3
<b>contre la liberté / gegen die Freiheit</b>		
Menaces / <i>Drohung</i>	6	3
Contrainte / <i>Nötigung</i>	11	0
Séquestration / <i>Freiheitsberaubung</i>	4	0
Violation de domicile / <i>Hausfriedensbruch</i>	30	13
<b>contre l'intégrité sexuelle / gegen die sexuelle Integrität</b>		
Actes d'ordre sexuel avec des enfants / <i>Sexuelle Handlungen mit Kindern</i>	3	14
Actes d'ordre sexuel commis sur une personne incapable de discernement ou de résistance / <i>Schändung</i>	0	4
Contrainte sexuelle / <i>Sexuelle Nötigung</i>	5	3
Viol / <i>Vergewaltigung</i>	1	4
Pornographie / <i>Pornographie</i>	1	0
Désagréments causés par la confrontation à un acte d'ordre sexuel / <i>Unzüchtige Belästigung</i>	—	3
Inceste / <i>Inzest</i>	—	2
<b>créant un danger collectif / Gemeingefährliche Verbrechen und Vergehen</b>		
Incendie intentionnel / <i>Brandstiftung</i>	0	6
Incendie par négligence / <i>Fahrlässige Verursachung einer Feuerbrunst</i>	5	9
Explosion / <i>Verursachung einer Explosion</i>	—	2
<b>Fausse monnaie. falsification des timbres officiels de valeur, des marques officielles, des poids et mesures / Fälschung von Geld, amtlichen Wertzeichen, amtlichen Zeichen, Mass und Gewicht</b>		
Fabrication et mise en circulation de fausse monnaie / <i>Geldfälschung und In Umlaufsetzen falschen Geldes</i>	1	4

	2000	2001
<b>Faux dans les titres / <i>Urkundenfälschung</i></b>		
Faux dans les titres / <i>Urkundenfälschung</i>	5	4
Faux dans les certificats / <i>Fälschung von Ausweisen</i>	2	4
<b>contre les communications et la paix publiques / <i>gegen den öffentlichen Verkehr und Frieden</i></b>		
Entrave à la circulation publique / <i>Störung des öffentlichen Verkehrs</i>	—	5
Entrave aux services d'intérêt général / <i>Störung von Betrieben, die der Allgemeinheit dienen</i>	—	1
Emeute / <i>Landfriedensbruch</i>	—	1
Actes préparatoires délictueux / <i>Strafbare Vorbereitungshandlungen</i>	1	0
Atteinte à la liberté de croyance et des cultes / <i>Störung der Glaubens- und Kultusfreiheit</i>	—	1
Discrimination raciale / <i>Rassendiskriminierung</i>	1	0
<b>contre l'autorité publique / <i>gegen die öffentliche Gewalt</i></b>		
Violence ou menace contre les autorités et les fonctionnaires / <i>Gewalt oder Drohung gegen Behörden und Beamte</i>	5	5
Opposition aux actes de l'autorité / <i>Hinderung einer Amtshandlung</i>	5	3
Insoumission à une décision de l'autorité / <i>Ungehorsam gegen amtliche Verfügungen</i>	2	1
<b>contre l'administration de la justice / <i>gegen die Rechtspflege</i></b>		
Dénonciation calomnieuse / <i>Falsche Anschuldigung</i>	0	1
Induction de la justice en erreur / <i>Irreführung der Rechtspflege</i>	3	2
Faux témoignage / <i>Falsches Zeugnis</i>	1	0
<b>b) Autres lois fédérales / <i>Andere Bundesgesetze</i></b>		
• sur les stupéfiants / <i>Betäubungsmittel</i>	333	323
Crimes et délits: 37; Contraventions: 286 / <i>Verbrechen und Vergehen: 37; Übertretungen: 286</i>		

	2000	2001
• sur la circulation routière / <i>Strassenverkehr</i>		
Vol d'usage / <i>Entwendung zum Gebrauch</i>	51	39
Conduite sans permis / <i>Fahren ohne Führerausweis</i>	137	99
Conduite en état d'ivresse / <i>Fahren in angetrunkenem Zustand</i>	4	12
Infractions suivies d'accident / <i>von einem Unfall gefolgte strafbare Handlungen</i>	64	48
Contraventions diverses / <i>Verschiedene Übertretungen</i>	281	285
• sur le séjour et l'établissement des étrangers / <i>Aufenthalt und Niederlassung von Ausländern</i>	25	11
• sur la navigation intérieure / <i>Binnenschifffahrt</i>	10	4
• sur les transports publics / <i>Transportgesetz</i>	42	36
• sur la protection de l'environnement / <i>Umweltschutzgesetz</i>	0	0
• sur la police des chemins de fer / <i>Eisenbahnpolizei</i>	14	5
• sur la protection des animaux / <i>Tierschutz</i>	2	0
• sur les armes / <i>Waffen</i>	12	10

**c) Lois cantonales / *kantonale Gesetze***

	2000	2001
• sur les établissements publics et la danse / <i>öffentliche Gaststätten und Tanz</i>	3	25
• sur la pêche et la chasse / <i>Fischerei und Jagd</i>	0	4
• d'application du CP / <i>EGStGB</i>	23	36
• d'application du CC / <i>EGZGB</i>	4	4
• sur les appareils et les salons de jeu / <i>Spielapparate und Spielsalons</i>	13	4
• sur la police du commerce / <i>Handelspolizei</i>	4	0
• concernant l'emploi des véhicules à moteur hors des routes (arrêté du 16.08.1988) / <i>über die Benützung von Motorfahrzeugen ausserhalb der Strassen (Beschluss vom 16.08.1988)</i>	1	1

**7. Décisions rendues par le Juge unique et par la Chambre /  
Durch den Einzelrichter und die Kammer gefällte Entscheide**

**I. Jugements / Urteile**

	2000	2001
<b>Mesures éducatives / Erziehungsmassnahmen</b>		
Assistance éducative / Erziehungshilfe	23	19
Maintien de l'assistance éducative / Beibehaltung der Erziehungshilfe	4	3
Placement familial / Unterbringung in einer geeigneten Familie	1	0
Renvoi dans une maison d'éducation / Einweisung in ein Erziehungsheim	6	8
Maintien dans une maison d'éducation Beibehaltung in ein Erziehungsheim	0	2
Changement de mesure / Änderung der Massnahme	1	2
Traitement spécial / Besondere Behandlung	3	3
Patronage / Schutzaufsicht	16	15
<b>Peines / Strafen</b>		
Réprimande / Verweis	46	27
Astreinte à un travail / Verpflichtung zu einer Arbeitsleistung	45	52
Amende avec sursis / Busse mit bedingtem Vollzug	18	10
Amende sans sursis / Busse mit unbedingtem Vollzug	11	17
Détention avec sursis / Einschliessung mit bedingtem Vollzug	17	21
Détention sans sursis / Einschliessung mit unbedingtem Vollzug	15	16
Cours d'éducation routière / Verkehrserziehungskurs	0	0
<b>Renonciation à toute peine ou mesure / Absehen von jeder Massnahme oder Strafe</b>	11	17
<b>Ajournement des sanctions / Aufschub der Anordnung einer Strafe oder Massnahme</b>	1	--
<b>Acquittement / Freispruch</b>	6	18

<b>Décisions administratives et d'exécution / Administrativ- und Ausführungsentscheide</b>	2000	2001
Inscription au casier judiciaire / <i>Eintragung ins Strafregister</i>	17	13
Radiation du casier judiciaire / <i>Löschung im Strafregister</i>	5	4
Révocation du sursis / <i>Widerruf des bedingten Strafvollzugs</i>	5	4
Renonciation à révoquer le sursis / <i>Verzicht auf Widerruf des bedingten Strafvollzugs</i>	3	3
Prolongation du délai d'épreuve / <i>Verlängerung der Probezeit</i>	0	2
Refus de radiation du casier judiciaire / <i>Verweigerung der Löschung im Strafregister</i>	0	0
Libération conditionnelle accordée / <i>Bedingte Freilassung gewährt</i>	5	8
Libération conditionnelle refusée ou révoquée / <i>Bedingte Freilassung verweigert oder widerrufen</i>	3	0
Fin de mesure / <i>Beendigung der Massnahme</i>	22	18
Fin de patronage / <i>Beendigung der Schutzaufsicht</i>	7	8
Conversion d'amende en détention / <i>Umwandlung der Busse in Haft</i>	4	0
<b>II. Ordonnances pénales / Strafbefehle</b>		
• infligeant une réprimande / <i>Verhängung eines Verweises</i>	323	269
• infligeant une amende / <i>Verhängung einer Busse</i>	391	379
• astreignant à un cours d'éducation routière / <i>Verhängung eines Verkehrserziehungskurses</i>		36
• Renonciation à toute peine / <i>Absehen von jeder Strafe</i>	45	31
<b>III. Cours d'éducation routière / Verkehrserziehungskurse</b>		
Ordonnés par la police et contrôlés par le Juge / <i>Von der Polizei angeordnet und vom Richter überwacht</i>	93	84

# G. Préfectures / Oberämter

## Activité judiciaire des préfets Richterliche Tätigkeit der Oberamt männer

	Sarine Sane	Singine Sense	Gruyère Greyerz	Lac See	Glâne Glâne	Broye Broye	Veveyse Vvisbach	Total
<b>Plaintes et dénonciations / Strafanträge und Strafanzeigen</b>								
<b>1. Tentatives de conciliation / Schlichtungsversuche</b>	<b>603</b>	<b>75</b>	<b>135</b>	<b>103</b>	<b>56</b>	<b>97</b>	<b>62</b>	<b>1131</b>
Ayant abouti / erfolgreich	455	46	71	29	27	30	25	<b>683</b>
ayant échoué, transmises au juge compétent / gescheitert, dem zuständigen Richter übermittelt	148	29	45	70	21	32	30	<b>375</b>
en suspens / hängig	0	0	19	4	8	35	7	<b>73</b>
<b>2. Transmises d'office au juge compétent / Von Amtes wegen dem zuständigen Richter übermittelt</b>	<b>195</b>	<b>11</b>	<b>47</b>	<b>5</b>	<b>19</b>	<b>35</b>	<b>75</b>	<b>387</b>
<b>3. Ordonnances pénales / Strafbefehle</b>	<b>7076</b>	<b>964</b>	<b>1012</b>	<b>865</b>	<b>350</b>	<b>841</b>	<b>420</b>	<b>11528</b>
définitives / endgültige	6974	960	885	825	336	821	413	<b>11214</b>
frappées d'opposition, dossiers transmis au juge / Einsprache erhoben, Akten dem Richter übermittelt	102	4	127	40	14	20	7	<b>314</b>
<b>TOTAL</b>	<b>7874</b>	<b>1050</b>	<b>1194</b>	<b>973</b>	<b>425</b>	<b>973</b>	<b>557</b>	<b>13046</b>

## **Notices explicatives concernant le tableau**

### **1. Première rubrique : tentatives de conciliation**

S'agissant des infractions qui, selon le code pénal suisse, ne se poursuivent que sur plainte, le préfet est, en procédure fribourgeoise (art. 149 al. 1 CPP), le magistrat conciliateur. Si la conciliation aboutit, le préfet statue sur les frais (art. 149 al. 3 CPP). Si la tentative de conciliation échoue, le préfet transmet la plainte au juge compétent.

### **2. Deuxième rubrique: dénonciations transmises d'office au juge compétent**

Il arrive souvent que des dénonciateurs nantissent le préfet de leurs doléances, alors que celui-ci n'est pas compétent pour les traiter. Dans de tels cas, le préfet transmettra aussitôt la dénonciation au juge compétent.

### **3. Troisième rubrique: ordonnances pénales**

Dans les affaires de leur compétence, en matière de circulation routière notamment, les préfets peuvent, sur la base des pièces, rendre une ordonnance sommaire fixant la peine et statuant sur les frais. Non frappées d'opposition, ces ordonnances deviennent définitives passé le délai de trente jours (art. 192 CCP).

Si, au contraire, le condamné use de son droit d'opposition, le préfet doit renvoyer la cause en jugement ou renoncer à la poursuite pénale (art. 194 al. 2 CPP). Lorsque les éléments fournis à l'appui de l'opposition nécessitent des opérations d'instruction, le préfet transmet le dossier au juge d'instruction (art. 194 al. 3 CPP).

**Ergänzende Erklärungen zu vorstehender Tabelle :**

**1. Erste Spalte: Vermittlungsversuche**

*Handelt es sich um eine nur auf Antrag verfolgbare Straftat, so schreitet der Oberamtmann zunächst zu einem Vermittlungsversuch (Art. 149 Abs. 1 StPO). Wird der Strafantrag zurückgezogen, so entscheidet der Oberamtmann über die Kostenfrage (Art. 149 Abs. 3 StPO). Wird der Strafantrag nicht zurückgezogen, so überweist der Oberamtmann die Strafsache dem zuständigen Richter.*

**2. Zweite Spalte: Überweisung von Amtes wegen**

*Oft wird dem Oberamtmann die Begehung einer von Amtes wegen verfolgten Straftat bekannt oder gemeldet, für deren Beurteilung er nicht zuständig ist. Solche Fälle hat der Oberamtmann unverzüglich dem zuständigen Richter zu überweisen.*

**3. Dritte Spalte. Strafbefehle**

*Der Oberamtmann kann in Angelegenheiten, die in seine Zuständigkeit fallen, hauptsächlich bei leichteren Verstössen gegen das Strassenverkehrsgesetz, Strafbefehle erlassen, in welchen er die Strafe festsetzt und über die Kosten entscheidet. Verlangt der auf diese Art Verurteilte nicht innerhalb von dreissig Tagen das ordentliche Verfahren, erwächst der Strafbefehl in Rechtskraft (Art. 192 StPO).*

*Erhebt der Verurteilte Einsprache gegen den Strafbefehl, hat der Oberamtmann die Sache der urteilenden Behörde zu überweisen oder auf die Strafverfolgung zu verzichten (Art. 194 Abs. 2 StPO). Erfordern die in der Einsprache vorgebrachten Gründe Untersuchungshandlungen, so übermittelt der Oberamtmann die Akten dem Untersuchungsrichter (Art. 194 Abs. 3 StPO).*

# REGLEMENTS, CIRCULAIRES ET DIRECTIVES /

## REGLEMENTE, RUNDSCHREIBEN UND RICHTLINIEN

---

Règlement du Tribunal cantonal du 17 mai 2001 sur l'information du public en matière pénale <i>Reglement des Kantonsgerichts vom 17. Mai 2001 über die Information der Öffentlichkeit in Strafsachen</i>	page 116 ss Seite 119 ff.
Information des autorités administratives compétentes; transmission d'informations et consultation du dossier, sur demande; communication des jugements pénaux rendus après renvoi ou sur opposition <i>Information der zuständigen Verwaltungsbehörden, Übermittlung von Informationen und Akteneinsicht auf Gesuch hin, Mitteilung der nach einer Überweisung oder auf Einsprache hin gefällten Strafurteile</i>	page 122 s. Seite 124 f.
Contrôle de la détention préventive après la saisine du juge de répression <i>Kontrolle der Untersuchungshaft nach der Überweisung an die urteilende Behörde</i>	page 126 Seite 127
Abrogation des circulaires et directives de la Chambre d'accusation sur l'instruction pénale, prises sous l'ancien droit / <i>Aufhebung der unter dem alten Recht erlassenen Rundschreiben und Richtlinien der Anklagekammer betreffend die Strafuntersuchung</i>	page 128 ss Seite 128 ff.

## Règlement du Tribunal cantonal du 17 mai 2001 sur l'information du public en matière pénale

---

*Le Tribunal cantonal de l'Etat de Fribourg*

Vu les articles 72 al. 4 et 253 du code de procédure pénale du 14 novembre 1996 (CPP);

*Adopte ce qui suit :*

### **But et objet**

**Article premier.** <sup>1</sup>Ce règlement a pour but d'assurer l'information du public en matière pénale tout en préservant les droits de la personnalité des personnes concernées.

<sup>2</sup>Il détermine les droits et les obligations des journalistes.

### **Compétence**

**Art. 2.** <sup>1</sup>L'information est assurée

- a) pour le Tribunal cantonal, par son président;
- b) pour les tribunaux pénaux, par leur président désigné à cet effet;
- c) pour l'Office des juges d'instruction, par son président.

<sup>2</sup>Pour les causes pendantes, l'information est donnée par le juge qui dirige la procédure, conformément à l'article 72 al. 1 et 2 CPP.

### **Service d'information**

**Art. 3.** <sup>1</sup>Les tribunaux et l'Office des juges d'instruction désignent un greffier et son remplaçant pour recevoir les demandes des journalistes et collaborer avec le juge compétent pour informer les médias. Le nom de ces personnes est communiqué au Tribunal cantonal.

<sup>2</sup>Au Tribunal cantonal, ce service est assuré par le greffier désigné à cet effet.

### **Droits des journalistes**

**Art. 4.** <sup>1</sup>Le rédacteur en chef des organes de presse qui ont l'intention de tenir régulièrement la chronique judiciaire cantonale peut annoncer au Tribunal cantonal les journalistes chargés de cette rubrique, avec copie de leur carte de presse. Le Tribunal cantonal en dresse l'état qu'il communique aux autres autorités judiciaires.

<sup>2</sup>Ces journalistes reçoivent personnellement :

- a) des greffes des tribunaux, communication du jour, de l'heure, du lieu des séances, du nom des parties et de l'objet de la cause;
- b) du juge qui dirige la procédure, l'ordonnance de renvoi s'ils la demandent en vue des débats et si les intérêts privés des tiers ne s'y opposent pas;
- c) du même juge, le dispositif ou les considérants écrits du jugement s'ils sont présents aux débats ou que leur absence est justifiée et que ce juge a décidé de les leur remettre.

<sup>3</sup>Le journaliste d'un organe de presse qui n'informe le public qu'à l'occasion d'une affaire déterminée a droit, pour celle-ci, aux mêmes prestations si son rédacteur en chef le demande au juge qui dirige la procédure, avec copie de la carte de presse de ce journaliste.

### **Devoirs des journalistes**

**Art. 5.** <sup>1</sup>Les journalistes exercent leur activité en observant les règles établies par leur fédération ou leur association professionnelle. En tous les cas, ils respectent la présomption d'innocence et les droits de la personnalité, notamment en ayant la retenue nécessaire dans la diffusion des noms des personnes impliquées et en marquant, dans leurs comptes rendus, la différence entre prévenus et condamnés.

<sup>2</sup>La prise d'images ou de sons est interdite dans la salle d'audience et dans les bâtiments du tribunal ainsi que sur les lieux où se déroulent des opérations de procédure, conformément à l'article 170 al. 3 CPP.

<sup>3</sup>Les documents écrits remis aux journalistes ne doivent pas être transmis à des tiers ni leur être accessibles; ils seront détruits après usage, au plus tard à la fin de la procédure.

**Art. 6.** <sup>1</sup>Le Tribunal cantonal interdit, définitivement ou pour une durée déterminée, la transmission des documents visés par l'article 4 au journaliste qui viole ses devoirs. En particulier, une telle violation est réalisée lorsque le journaliste

- a) donne un compte rendu contraire à la vérité;
- b) transgresse les instructions du tribunal, notamment l'embargo;
- c) transmet des documents à des tiers ou leur en permet l'accès;
- d) viole l'article 5 al. 2 de la loi fédérale sur l'aide aux victimes d'infractions.

<sup>2</sup>Les tribunaux informent le Tribunal cantonal de telles violations.

**Entrée en vigueur et publication**

**Art. 7.** <sup>1</sup>Ce règlement entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2001.

<sup>2</sup>Il est publié dans la Feuille officielle et inséré dans le Bulletin des lois.

Le Greffier :  
**Henri Angéloz**

Le Président :  
**Pierre Kaeser**

# Reglement des Kantonsgerichts vom 17. Mai 2001 über die Information der Öffentlichkeit in Strafsachen

---

Das Kantonsgericht des Staates Freiburg

gestützt auf die Artikel 72 Abs. 4 und 253 der Strafprozessordnung vom 14. November 1996 (StPO);

beschliesst :

## **Zweck und Gegenstand**

**Artikel 1.** <sup>1</sup>Dieses Reglement bezweckt, die Information der Öffentlichkeit unter Wahrung der Persönlichkeitsrechte der Beteiligten sicherzustellen.

<sup>2</sup>Es regelt die Rechte und Pflichten der Journalisten.

## **Zuständigkeit**

**Art. 2.** <sup>1</sup>Die Information wird sichergestellt:

- a) für das Kantonsgericht durch dessen Präsidenten;
- b) für die Strafgerichte durch den dazu bestimmten Präsidenten;
- c) für das Untersuchungsrichteramt durch dessen Präsidenten.

<sup>2</sup>In hängigen Angelegenheiten ist nach Artikel 72 Abs. 1 und 2 StPO der Verfahrensleiter für die Information der Öffentlichkeit zuständig.

## **Informationsdienst**

**Art. 3.** <sup>1</sup>Die Gerichte und das Untersuchungsrichteramt bestimmen einen Gerichtsschreiber sowie einen Stellvertreter, welche die Anfragen der Journalisten entgegennimmt und mit dem zuständigen Richter für die Information der Medien zusammenarbeiten. Die bezeichneten Personen sind dem Kantonsgericht zu melden.

<sup>2</sup>Beim Kantonsgericht nimmt der dazu bestimmte Gerichtsschreiber diese Aufgabe wahr.

#### **Rechte der Journalisten**

**Art. 4.** <sup>1</sup>Der Chefredaktor der Presseorgane, welche regelmässig eine kantonale Gerichtschronik zu führen beabsichtigen, kann dem Kantonsgericht die mit der entsprechenden Rubrik beauftragten Journalisten mit Kopie der Pressekarte melden. Das Kantonsgericht erstellt eine Liste, die es den anderen Gerichtsbehörden mitteilt.

<sup>2</sup>Diese Journalisten erhalten:

- a) von der Gerichtsschreiberei die Mitteilung über Zeit, Ort, Name der Parteien und Gegenstand der Verhandlungen;
- b) vom Verfahrensleiter auf Verlangen die Überweisungsverfügung für die Verhandlung, wenn die Interessen Dritter nicht entgegenstehen;
- c) vom Verfahrensleiter das Dispositiv oder die schriftlichen Urteilerwägungen, wenn sie an der Verhandlung anwesend sind oder wenn ihre Abwesenheit gerechtfertigt ist und wenn der Richter entschieden hat, ihnen diese gerichtlichen Urkunden zu übergeben.

<sup>3</sup>Der Journalist eines Presseorganes, welcher das Publikum nur über einen bestimmten Fall informiert, hat Anspruch auf die gleichen Leistungen, wenn sein Chefredaktor sie vom Verfahrensleiter verlangt und ihm die Kopie der Pressekarte dieses Journalisten übergibt.

#### **Pflichten der Journalisten**

**Art. 5.** <sup>1</sup>Die Journalisten üben ihre Tätigkeit nach den Regeln ihres Berufsverbandes aus. Auf jeden Fall haben sie die Unschuldsvermutung zu wahren, auf die Persönlichkeitsrechte Rücksicht zu nehmen und sich insbesondere bei der Verbreitung von Namen der beteiligten Personen die nötige Zurückhaltung aufzuerlegen und bei der Berichterstattung zwischen Beschuldigten und Verurteilten zu unterscheiden.

<sup>2</sup>Im Gerichtssaal, im Gerichtsgebäude und überall, wo Verfahrensvorgänge stattfinden, sind Bild- und Tonaufnahmen nach Artikel 170 Abs. 3 StPO untersagt.

<sup>3</sup>Schriftliche Unterlagen, die den Journalisten ausgehändigt wurden, dürfen Dritten nicht übergeben oder zugänglich gemacht werden und sind nach Gebrauch, spätestens am Ende des Verfahrens, zu vernichten.

**Art. 6.** <sup>1</sup>Das Kantonsgericht untersagt endgültig oder für eine bestimmte Dauer die Übergabe der in Artikel 4 bezeichneten Dokumente an den Journalisten, der seine Pflichten verletzt. Eine solche Verletzung liegt insbesondere vor, wenn der Journalist

- a) wahrheitswidrig berichtet;
- b) die Weisungen des Gerichts, insbesondere das Embargo, missachtet ;
- c) Dokumente Dritten übergibt oder zugänglich macht;
- d) gegen Artikel 5 Abs. 2 des Bundesgesetzes über die Hilfe an Opfer von Straftaten verstösst.

<sup>2</sup>Die Gerichte informieren das Kantonsgericht über solche Verletzungen.

#### **Inkrafttreten und Veröffentlichung**

**Art. 7.** <sup>1</sup>Dieses Reglement tritt am 1. Juli 2001 in Kraft.

<sup>2</sup>Es wird im Amtsblatt veröffentlicht und in die amtliche Gesetzessammlung aufgenommen.

Der Gerichtsschreiber:  
**Henri Angéloz**

Der Präsident:  
**Pierre Kaeser**

**Information des autorités administratives  
compétentes (art. 69 al. 2 CPP)  
Transmission d'informations et consultation du  
dossier, sur demande (art. 71 CPP)  
Communication des jugements pénaux rendus  
après renvoi ou sur opposition  
Directives du Tribunal cantonal**

---

Aux Présidents des tribunaux pénaux d'arrondissement  
Au Président du Tribunal pénal économique  
Au Président de l'Office des Juges d'instruction  
Au Président de la Chambre pénale des mineurs  
Aux Préfets  
Au Département des communes

**1. Information des autorités administratives compétentes (art. 69 al. 2 CPP)**

En application de l'art. 69 al. 2 2<sup>ème</sup> phrase CPP, le Tribunal cantonal autorise l'autorité pénale saisie de la cause à fournir aux autorités administratives compétentes, sans obtenir au préalable l'accord du Président de la Chambre pénale, des informations sur la procédure en cours, en particulier à leur communiquer sa décision, lorsqu'un intérêt public prépondérant le justifie, notamment lorsque les faits de la cause peuvent donner lieu à une mesure administrative, et que la législation ne prévoit pas l'obligation ou l'autorisation d'informer.

**2. Transmission d'informations et consultation du dossier, sur demande (art. 71 al. 1 et 2 CPP)**

- a) En application de l'art. 71 al. 1 2<sup>ème</sup> phrase CPP, qui renvoie à l'art. 69 al. 2 2<sup>ème</sup> phrase CPP, le Tribunal cantonal autorise l'autorité pénale saisie de la cause à statuer, sans obtenir au préalable l'accord du Président de la Chambre pénale, sur les demandes de consultation du dossier ou de transmission d'informations relatives à la procédure, émanant d'une autorité qui n'est pas partie à la procédure.

b) En application de l'art. 71 al. 2 CPP, qui renvoie à l'art. 71 al. 1 CPP, le Tribunal cantonal autorise l'autorité pénale qui était saisie de la cause à statuer, sans obtenir au préalable l'accord du Président de la Chambre pénale, sur les demandes de consultation du dossier d'une procédure close émanant d'une partie ou d'un tiers.

3. **Communication des jugements pénaux rendus après renvoi ou sur opposition**

Compte tenu notamment de l'art. 19 CPP, le juge de répression communique d'office au juge d'instruction le jugement rendu après renvoi.

Le juge de police communique à l'auteur de l'ordonnance pénale le jugement rendu sur opposition. Il décide si le jugement doit être communiqué intégralement ou, pour respecter les droits de la personnalité des personnes concernées, sous forme d'extrait.

Fribourg, le 17 mai 2001

Le Greffier :  
**Henri Angéloz**

Le Président :  
**Pierre Kaeser**

**Information der zuständigen Verwaltungsbehörden  
(Art. 69 Abs. 2 StPO)  
Übermittlung von Informationen und Akteneinsicht  
auf Gesuch hin (Art. 71 StPO)  
Mitteilung der nach einer Überweisung oder auf  
Einsprache hin gefällten Strafurteile  
Weisungen des Kantonsgerichts**

---

An die Präsidenten der Bezirksstrafgerichte  
An den Präsidenten des Wirtschaftsstrafgerichtes  
An den Präsidenten des Untersuchungsrichteramtes  
An den Präsidenten der Jugendstrafkammer  
An die Oberamt männer  
An das Departement der Gemeinden

**1. Information der zuständigen Verwaltungsbehörden (Art. 69 Abs. 2 StPO)**

In Anwendung von Art. 69 Abs. 2 Satz 2 StPO ermächtigt das Kantonsgericht die mit dem Fall befasste Strafbehörde, die zuständigen Verwaltungsbehörden über das hängige Verfahren zu informieren, ohne vorgängig die Zustimmung des Präsidenten der Strafkammer einzuholen, und ihnen namentlich ihren Entscheid mitzuteilen, wenn ein überwiegendes öffentliches Interesse dies rechtfertigt, insbesondere wenn der Sachverhalt Anlass zu einer administrativen Massnahme geben kann, und die Gesetzgebung keine Mitteilungspflichten oder -ermächtigungen vorsieht.

**2. Übermittlung von Informationen und Akteneinsicht auf Gesuch hin (Art. 71 Abs. 1 und 2 StPO)**

- a) In Anwendung von Art. 71 Abs. 1 Satz 2 StPO, der auf Art. 69 Abs. 2 Satz 2 StPO verweist, ermächtigt das Kantonsgericht die mit dem Fall befasste Strafbehörde, über Gesuche einer nicht am Verfahren beteiligten Behörde um Akteneinsicht oder um Übermittlung von Informationen über das Verfahren zu entscheiden, ohne vorgängig die Zustimmung des Präsidenten der Strafkammer einzuholen.

b) In Anwendung von Art. 71 Abs. 2 StPO, der auf Art. 71 Abs. 1 StPO verweist, ermächtigt das Kantonsgericht die Strafbehörde, die mit dem Fall befasst gewesen war, über Gesuche einer Partei oder eines Dritten um Einsichtnahme in die Akten eines abgeschlossenen Verfahrens zu entscheiden, ohne vorgängig die Zustimmung des Präsidenten der Strafkammer einzuholen.

3. **Mitteilung der nach einer Überweisung oder auf Einsprache hin gefällten Strafurteile**

Insbesondere mit Blick auf Art. 19 StPO teilt der Strafrichter dem Untersuchungsrichter die nach einer Überweisung gefällten Strafurteile von Amtes wegen mit.

Der Polizeirichter teilt dem Urheber des Strafbefehls die auf Einsprache hin gefällten Urteile mit. Er entscheidet, ob das Urteil vollständig oder, um die Persönlichkeitsrechte der betroffenen Personen zu wahren, auszugsweise mitgeteilt wird.

Freiburg, den 17. Mai 2001

Der Gerichtsschreiber:  
**Henri Angéloz**

Der Präsident:  
**Pierre Kaeser**

**Contrôle de la détention préventive après la  
saisine du juge de répression**  
Lettre circulaire de la Chambre pénale

---

Au Juge d'instruction,  
Au Président du Tribunal d'arrondissement,  
Au Président de la Cour d'appel pénal,  
Au Président de la Chambre pénale des mineurs,

Lors de sa séance du 6 juillet 2001, la Chambre pénale, se basant sur les art. 13, 97 ss, notamment 98, 110 ss, 116 al. 3 et 202 CPP, 23 al. 3, 27 et 38 LJPM, a adopté les directives suivantes :

1. Lorsque le magistrat instructeur renvoie en jugement une personne qui est détenue, il adresse simultanément à la Chambre pénale et, en copie, à l'autorité de jugement un rapport relatif à la détention préventive du prévenu.
2. L'autorité de jugement saisie est dispensée d'adresser d'office un rapport périodique à la Chambre pénale; celle-ci peut en exiger la production en tout temps.
3. Lorsque l'autorité de jugement renvoie la cause à l'instruction, la détention préventive du prévenu ressortit au magistrat instructeur.
4. L'autorité de jugement communique à la Chambre pénale le dispositif du jugement rendu contre une personne en détention.

Fribourg, le 6 juillet 2001

Le Greffier :  
**Charles Geismann**

Le Président :  
**Roland Henninger**

## **Kontrolle der Untersuchungshaft nach der Überweisung an die urteilende Behörde**

### **Kreisschreiben der Strafkammer**

---

Sehr geehrte Damen und Herren

Untersuchungsrichter  
Bezirksgerichtspräsidenten  
Präsident des Strafappellationshofes  
Präsident der Jugendstrafkammer

Gestützt auf die Art. 13, 97 ff., insbesondere 98, 110 ff., 116 Abs. 3 und 202 StPO, 23 Abs. 3, 27 und 38 JSRG hat die Strafkammer in ihrer Sitzung vom 6. Juli 2001 folgende Richtlinien erlassen:

1. Überweist der Untersuchungsrichter einen Beschuldigten, der sich in Untersuchungshaft befindet, an eine urteilende Behörde, so stellt er gleichzeitig der Strafkammer einen Bericht über die Untersuchungshaft des Beschuldigten zu; die urteilende Behörde erhält eine Kopie dieses Berichtes.
2. Die urteilende Behörde ist davon entbunden, der Strafkammer von Amtes wegen einen periodischen Bericht zuzustellen. Die Strafkammer kann jedoch jederzeit einen entsprechenden Bericht verlangen.
3. Weist die urteilende Behörde die Angelegenheit zur Ergänzung der Untersuchung zurück, so fällt die Untersuchungshaft erneut in die Zuständigkeit des Untersuchungsrichters.
4. Die urteilende Behörde stellt der Strafkammer das Dispositiv des gegen eine inhaftierte Person erlassenen Urteils zu.

Freiburg, den 6. Juli 2001

Der Gerichtsschreiber:  
**Charles Geismann**

Der Präsident:  
**Roland Henninger**

**Abrogation des circulaires et directives de la  
Chambre d'accusation sur l'instruction pénale,  
prises sous l'ancien droit /  
Aufhebung der unter dem alten Recht erlassenen  
Rundschreiben und Richtlinien der  
Anklagekammer betreffend die Strafuntersuchung  
Décision du Tribunal cantonal / Entscheid des  
Kantonsgerichts**

---

Le Tribunal cantonal a décidé d'abroger les circulaires et directives suivantes sur l'instruction pénale / Das Kantonsgericht hat entschieden, folgende Rundschreiben und Richtlinien betreffend die Strafuntersuchung aufzuheben :

- Circulaire aux préfets et juges d'instruction du 15 décembre 1945 *in* Rapport du Tribunal cantonal 1945, 29
- Circulaire aux préfectures du 13 décembre 1957 concernant les avances de frais *in* Rapport du Tribunal cantonal 1957, 25
- Circulaire aux juges d'instruction et aux greffiers des tribunaux d'arrondissement du 25 mars 1961 *in* Rapport du Tribunal cantonal 1961, 21
- Circulaire aux juges d'instruction du 6 juillet 1961 *in* Rapport du Tribunal cantonal 1961, 29
- Lettre-circulaire aux juges d'instruction du 9 janvier 1963 *in* Rapport du Tribunal cantonal 1963, 20
- Circulaire aux présidents de tribunaux, aux juges d'instruction et aux préfets du 20 août 1982 *in* Rapport du Tribunal cantonal 1982, 75 / Kreisschreiben an die Gerichtspräsidenten, Untersuchungsrichter und Oberamtmänner vom 20. August 1982 *in* Rechenschaftsbericht des Kantonsgerichts 1982, 79

- Directives aux juges d'instruction, aux présidents de tribunaux et au Procureur général du 21 février 1990 concernant la détention préventive *in* Rapport du Tribunal cantonal 1990, 71 / Richtlinien an die Untersuchungsrichter, Gerichtspräsidenten und den Staatsanwalt betreffend die Untersuchungshaft vom 21. Februar 1990 *in* Rechenschaftsbericht des Kantonsgerichts 1990, 75
- Directives aux juges d'instruction et au Commandant de la police cantonale du 5 avril 1993 concernant le séquestre du matériel d'injection des toxicomanes
- Directives aux présidents de tribunaux, aux juges d'instruction et aux préfets du 25 juin 1993 sur l'organisation de la justice pénale concernant les juges d'instruction LAVI *in* Rapport du Tribunal cantonal 1993, 69 / Richtlinien an die Gerichtspräsidenten, Untersuchungsrichter und Oberamtmänner vom 25. Juni 1993 über die Organisation der Strafgerichtsbarkeit betreffend die besondere Untersuchungsrichter gemäss OHG *in* Rechenschaftsbericht des Kantonsgerichts 1993, 73
- Directives complémentaires aux présidents des tribunaux, aux juges d'instruction et aux préfets du 16 juillet 1993 sur l'organisation de la justice pénale concernant les juges d'instruction LAVI *in* Rapport du Tribunal cantonal 1993, 72 / Ergänzende Richtlinien an die Gerichtspräsidenten, Untersuchungsrichter und Oberamtmänner vom 16. Juli 1993 über die Organisation der Strafgerichtsbarkeit betreffend die besondere Untersuchungsrichter gemäss OHG *in* Rechenschaftsbericht des Kantonsgerichts 1993, 76
- Directives aux juges d'instruction du 29 juillet 1993 concernant la langue de la procédure d'enquête *in* Rapport du Tribunal cantonal 1993, 77 / Richtlinien an die Untersuchungsrichter vom 29. Juli 1993 über die Sprache des Untersuchungsverfahrens *in* Rechenschaftsbericht des Kantonsgerichts 1993, 78
- Circulaire aux juges d'instruction du 13 juin 1995 concernant la procédure de l'ordonnance pénale / Kreisschreiben an die Untersuchungsrichter vom 13. Juni 1995 betreffend Strafbefehlsverfahren
- Directives aux juges d'instruction du 23 janvier 1996 concernant l'engagement de l'expert-comptable pour les enquêtes
- Directives aux juges d'instruction du 27 février 1996 concernant l'information aux victimes LAVI

- Directives aux juges d'instruction du 11 avril 1996 concernant le rapport semestriel à la Chambre d'accusation sur les affaires pendantes
- Directives aux juges d'instruction du 3 juin 1996 concernant le prononcé d'ordonnances pénales *in* Rapport du Tribunal cantonal 1996, 92 / Richtlinien an die Untersuchungsrichter vom 3. Juni 1996 betreffend den Erlass von Strafbefehlen *in* Rechenschaftsbericht des Kantonsgerichts 1996, 94
- Directives aux juges d'instruction du 3 juin 1996 concernant l'ordonnance de clôture d'enquête *in* Rapport du Tribunal cantonal 1996, 96 / Richtlinien an die Untersuchungsrichter vom 3. Juni 1996 betreffend die Abschlussverfügungen *in* Rechenschaftsbericht des Kantonsgerichts 1996, 98
- Directives aux juges d'instruction du 7 janvier 1997
- Directives au Commandant de la police cantonale du 18 avril 1997 concernant l'usage de l'arme de service
- Directives au Commandant de la police cantonale du 10 juin 1997 concernant la conduite sous l'influence de stupéfiants
- Directives aux juges d'instruction du 17 décembre 1997 concernant les mineurs âgés de moins de 12 ans *in* Rapport du Tribunal cantonal 1997, 106 / Richtlinien an die Untersuchungsrichter vom 17. Dezember 1997 betreffend Minderjährige unter 12 Jahren *in* Rechenschaftsbericht des Kantonsgerichts 1997, 107
- Circulaire du 8 avril 1998 aux présidents des tribunaux d'arrondissement, aux juges d'instruction, aux préfets et à l'Ordre des avocats concernant les frais d'avocat LAVI-LAJ *in* Rapport du Tribunal cantonal 1998, 130 / Rundschreiben vom 8. April 1998 an die Gerichtspräsidenten, Untersuchungsrichter, Oberamtmänner und an den Anwaltsverband betreffend Anwaltskosten OHG-URPG *in* Rechenschaftsbericht des Kantonsgerichts 1998, 132

Fribourg, le 15 février 2001/Freiburg, den 15. Februar 2001

Le Greffier/Der Gerichtsschreiber:  
**Henri Angéloz**

Le Président/DerPräsident:  
**Pierre Kaeser**